



MARS 2021

La question du logement des travailleurs clés en Île-de-France



DÉNOUER LES PROBLÉMATIQUES COMPLEXES EST UN ART



Remerciements

Cette étude a été réalisée de juillet 2020 à janvier 2021 par Julie Koeltz, associée, et Louis de Sallmard, consultant, du cabinet de conseil en stratégie CMI, sous la direction de Laurent Goyard, Directeur général, et Bruno Daly, Directeur des études patrimoniales, de la Fédération des OPH.

Ont participé activement aux groupes de travail de cette étude les Directeurs généraux et les responsables des services de gestion locative de Paris Habitat, Hauts-de-Seine Habitat, Seine-Saint-Denis Habitat, Plaine Commune Habitat et Vallophis Habitat. Qu'ils en soient ici chaleureusement remerciés.

Sommaire



| | |
|---|-----------|
| Synthèse | 4 |
| Introduction | 11 |
| 1 Qui sont les travailleurs clés ? | 14 |
| 1.1. La notion de travailleur clé est directement liée à la notion de profession | 14 |
| 1.2. 159 professions clés ont été retenues dans le cadre de l'étude | 14 |
| 2 Combien de travailleurs clés sont présents en Île-de-France ? | 18 |
| 2.1. L'Île-de-France concentre 1,85 million de travailleurs clés, majoritairement dans les secteurs de la santé, de la fonction publique et de l'enseignement | 18 |
| 2.2. L'approche par ménage : qui sont les 1,5 million de ménages clés d'Île-de-France ? | 20 |
| 3 Les ménages clés éligibles à un logement social | 23 |
| 3.1. Caractéristiques des 1,16 million de ménages clés éligibles à un logement social | 23 |
| 3.2. Une approche par produit qui permet de mieux cerner les ménages clés éligibles | 26 |
| 3.3. La nécessaire priorisation au sein même des ménages clés éligibles | 28 |
| 4 Le besoin en logement social en fonction du lieu de travail des ménages clés | 33 |
| 5 Comparaison des résultats de l'étude avec le fichier SNE | 36 |
| 5.1. Les limites de l'exploitation du fichier SNE | 36 |
| 5.2. La demande de logement social et les motifs professionnels | 36 |
| 5.3. La comparaison du profil type des demandeurs et des attributaires avec celui des ménages clés éligibles | 37 |
| Annexes | 39 |
| 1. Pilotage de l'étude | 39 |
| 2. Méthodologie de l'étude | 39 |
| 3. Les secteurs d'activité clés retenus pour la définition des travailleurs clés | 42 |
| 4. La répartition détaillée des travailleurs clés par département et par profession clé | 45 |
| 5. Table de passage du lieu de résidence au lieu de travail | 49 |
| 6. Liste des motifs pour justifier l'attribution d'un logement social (cerfa 14069-03) | 49 |
| 7. Tableaux détaillés des analyses par département de résidence | 50 |
| 8. Tableaux détaillés des analyses par département de travail | 52 |
| 9. Tableaux détaillés des analyses comparatives avec le SNE | 57 |

Synthèse de l'étude



1. La problématique

La crise de la Covid-19 a mis en lumière une nouvelle catégorie de travailleurs essentiels à la bonne marche du pays, les « travailleurs clés », qui sont le plus souvent des actifs aux revenus modestes et pour lesquels la problématique du logement est centrale. C'est d'autant plus vrai en Île-de-France où le prix élevé des loyers, combiné aux longs délais d'attente pour l'obtention d'un logement social, pousse les travailleurs clés à toujours plus de précarité. Nombre d'entre eux doivent désormais choisir entre un logement proche de leur lieu de travail mais cher et très perfectible en surface et/ou en qualité et un logement décent et plus abordable mais situé parfois à plus d'une heure de trajet de leur lieu de travail.

C'est fort de ces constats que la FOPH, avec l'appui du cabinet de conseil en stratégie CMI, a lancé en juillet 2020 cette étude sur les besoins en logements des travailleurs clés. Elle se concentre exclusivement sur l'Île-de-France, région qui focalise les plus grands enjeux en termes de logements sociaux, mais la méthode pourrait tout à fait être répliquée auprès d'autres grandes agglomérations qui voudraient également s'emparer du sujet.

Le rôle des travailleurs clés est d'autant plus d'actualité que le gouvernement a lui-même établi leur prévalence dans l'attribution des logements sociaux dans l'article 27 de son avant-projet de loi « confortant les principes républicains ». Le

Gouvernement a ainsi voulu définir les conditions permettant d'instaurer « un objectif d'attributions aux demandeurs de logements exerçant une activité professionnelle qui ne peut être assurée en télétravail, dans un secteur essentiel pour la continuité de la vie de la nation ». Le véhicule législatif prévu a changé depuis mais l'idée demeure.

Cette étude se base sur des travaux existants de l'INSEE et de l'APUR pour objectiver la notion de travailleur clé. Elle est toutefois inédite parce qu'elle vise non seulement **à qualifier très précisément cette population sur chacun des huit départements de la région**, via de nombreux critères (profession, secteur d'activité, revenu, structure familiale, composition familiale, statut d'occupation, temps de trajet domicile-travail) mais aussi et surtout, *in fine*, **à estimer et caractériser la demande potentielle en logement social des travailleurs clés d'Île-de-France**. Il s'agit bien de cerner des gisements théoriques de clientèle et non la demande exprimée, les fichiers SNE ne pouvant être exploités, la notion de profession étant très peu et très mal renseignée dans ces derniers (elle est même censée disparaître dans le prochain formulaire CERFA !).

Ces estimations de la demande potentielle ne prennent donc pas en compte le souhait réel des ménages (ex. : un travailleur clé volontairement éloigné de son lieu de travail pour accéder plus facilement à la propriété ne souhaitera certainement



© Sergio Grazia



pas un logement social plus proche de son lieu de travail, ce qui pourrait être le cas également d'un travailleur clé qui réside certes loin de son lieu de travail mais dont le conjoint ne souhaiterait pas déménager). Procéder par scénario de publics prioritaires permet toutefois, on le verra, d'approcher cette notion de « souhaits » et de fixer des gisements de clientèles possibles et donc des besoins en logements sociaux potentiels plus ou moins importants selon les priorités que l'on établit en fonction des plafonds de ressources et des statuts d'occupation des ménages.

Au final, nous espérons que ces scénarios pourront alimenter et objectiver le débat sur la question du logement des personnels clés entre les différentes parties prenantes : collectivités locales, services de l'État, Action Logement, bailleurs sociaux, administrations et entreprises privées qui emploient des travailleurs clés... Ce débat est en effet nécessaire pour explorer, puis mettre au point les solutions les plus efficaces sur la question :

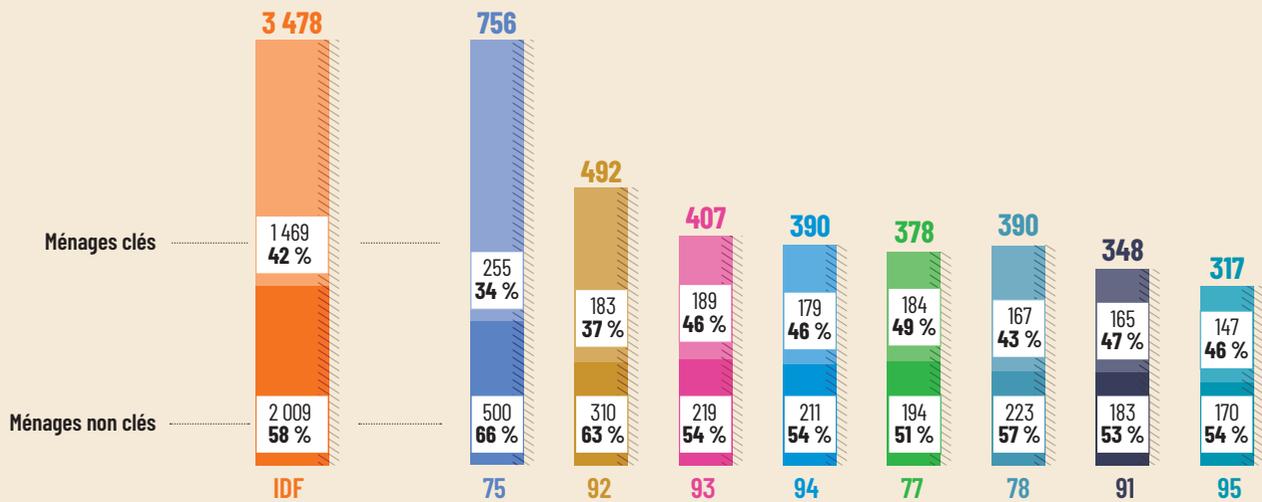
- Quel développement de l'offre nouvelle faut-il réaliser, pour quelles clientèles, avec quelle gamme de produits, à quel loyer, dans quelles quantités, sur quels territoires, pendant combien de temps... ? Ces produits et ces nouvelles clientèles supposent-ils un ajustement des plafonds de loyers et des plafonds de ressources actuels, du barème SLS... ?
- Quelles solutions dans le parc existant peut-on trouver, via le système d'attributions de logements sociaux, la location choisie, les bourses d'échanges de logements pour mieux accueillir, au plus près des besoins, les travailleurs clés ?
- Comment identifier, qualifier les travailleurs clés dans le système d'enregistrement de la demande ? Faut-il inscrire par ailleurs les travailleurs clés dans les publics prioritaires et donc dans les systèmes de cotation de la demande appelés à devenir obligatoires et si oui, comment ? Sous la responsabilité des EPCI / EPT voire à des échelles supérieures par exemple en Île-de-France, de façon optionnelle ou non, avec quelle pondération... ?

2. Les grands résultats

- 159 professions clés ont été retenues parmi les 486 professions listées par l'INSEE.
- Parmi les presque 3,5 millions de ménages actifs d'Île-de-France, **42 % d'entre eux sont des ménages dits clés, soit près de 1,5 million**. On appelle ici un ménage clé un ménage dont la personne de référence et/ou son conjoint (si conjoint il y a) est un travailleur clé. C'est Paris qui concentre le plus grand nombre de ménages

clés de la région (255 000 soit 17 %). En termes de ratio « ménages clés vs ménages non-clés », on remarque un écart assez net entre, d'un côté, Paris et les Hauts-de-Seine, où seuls 35 % des ménages qui y résident sont clés et, de l'autre, le reste de la région, où 46 % des ménages sont clés. Soit un écart de plus de 10 points. Cette analyse vient renforcer le constat évident de la cherté du logement à Paris et dans les Hauts-de-Seine.

Graphique 5 : Dimensionnement des ménages clés parmi la population active
(en milliers, ventilation selon le département de résidence)



- Près de 60 % des travailleurs clés d'Île-de-France, soit plus d'un million de personnes, travaillent dans 3 secteurs d'activité : la santé, la fonction publique et l'enseignement.

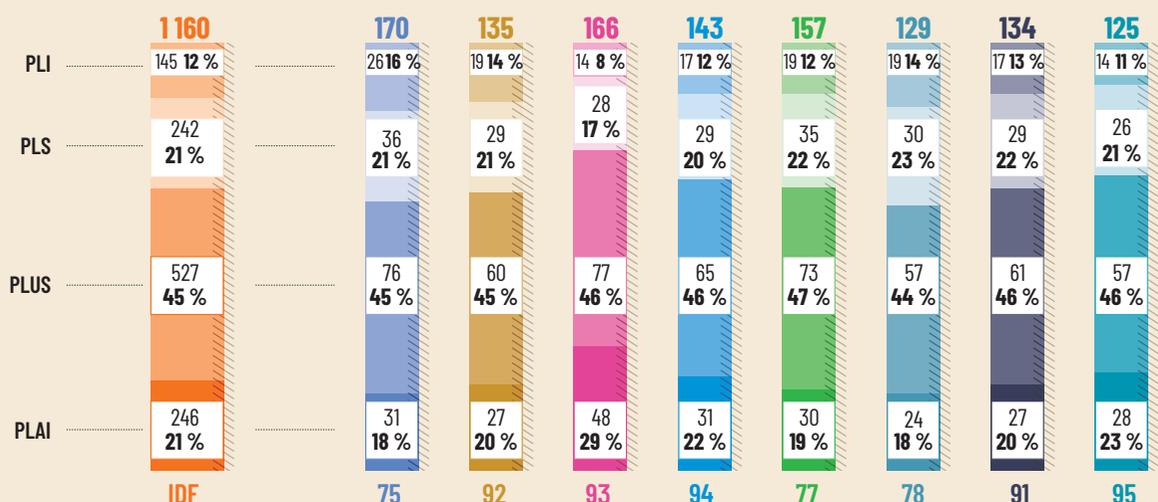
Ces trois secteurs arrivent en tête quel que soit le département concerné.

- Sur les 1,5 millions de ménages clés, **1,16 million de ménages sont éligibles au logement social. Parmi ceux-ci, 88 % d'entre eux sont éligibles aux produits PLAI, PLUS ou PLS. Les 12 % restants sont éligibles au PLI**. La répartition entre ces quatre produits est globalement similaire en fonction des différents départements. Hormis en Seine-Saint-Denis, où quasiment 30 % des ménages clés éligibles le sont pour le produit PLAI contre 21 % au niveau de la région.

À l'inverse, 25 % « seulement » des ménages clés éligibles du département le sont aux produits PLS ou PLI, contre 33 % au niveau de la région.



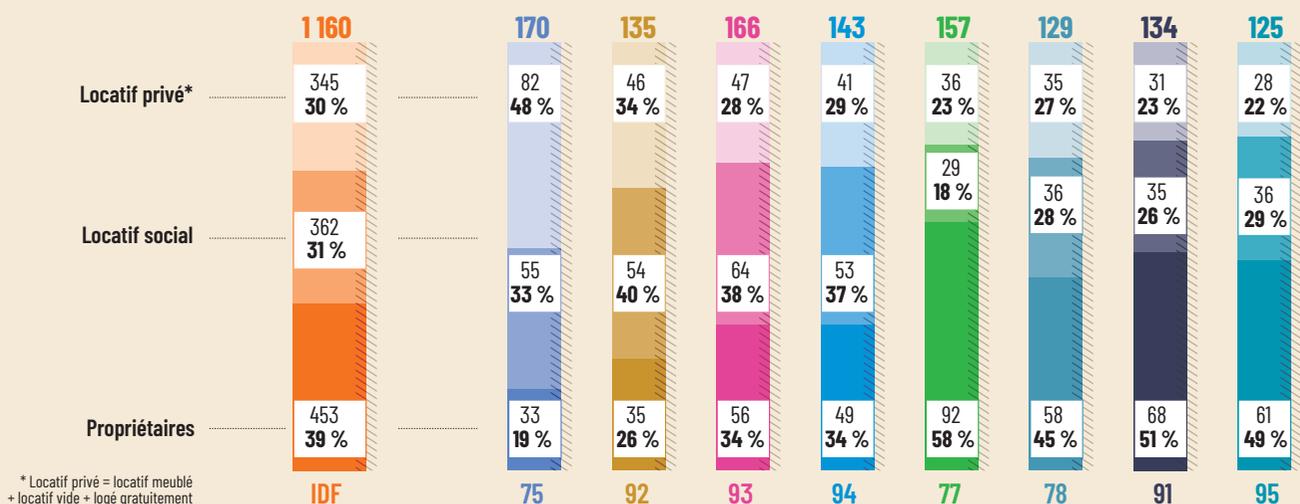
Graphique 11 : Répartition des ménages clés éligibles à un logement social par produit
(en milliers, ventilation selon le département de résidence)



La répartition par statut d'occupation des ménages clés éligibles est, sans surprise, assez hétérogène au sein des départements franciliens. C'est surtout le cas pour les propriétaires : à Paris, seuls 19 % des ménages clés éligibles le sont, tandis qu'en Seine-et-Marne,

le taux de ménages clés propriétaires est trois fois supérieur (58 %). Ces ménages propriétaires sont évidemment moins susceptibles d'être demandeurs que des ménages clés éligibles du parc locatif privé.

Graphique 10 : Répartition des ménages clés éligibles à un logement social par statut d'occupation
(en milliers, ventilation selon le département de résidence)

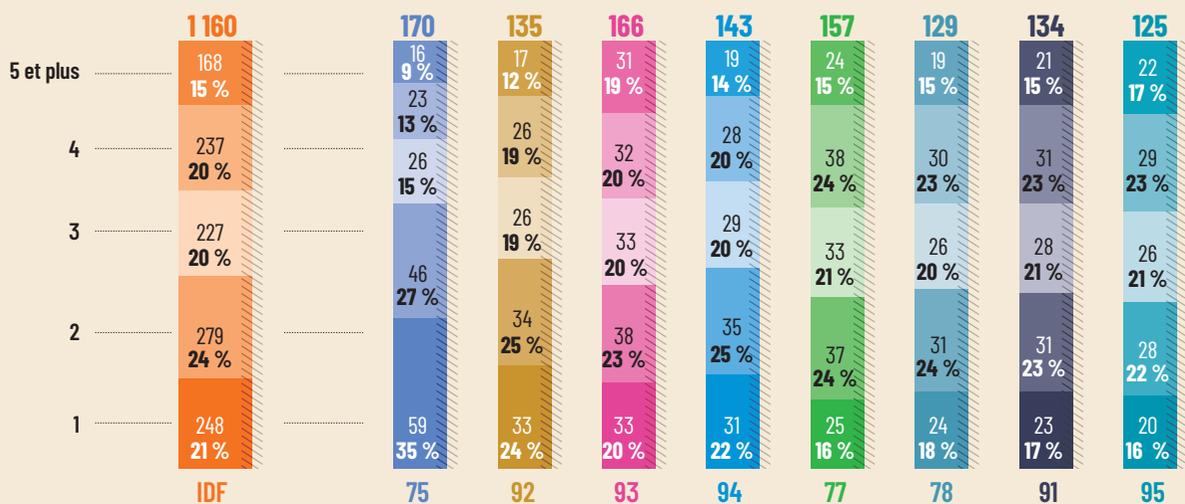


* Locatif privé = locatif meublé + locatif vide + logé gratuitement

85 % des ménages clés éligibles sont composés de 1 à 4 personnes et la répartition par taille de ménage est globalement homogène au sein de ces 85 %. On peut noter tout de même une légère prépondérance des ménages composés de 2 personnes (24 %). Lorsqu'on regarde la situation par département, on retrouve globalement un équilibre similaire, sauf à Paris

et, dans une moindre mesure, en Seine-Saint-Denis. À Paris, la part des ménages composés d'une seule personne représentent 35 % contre 21 % au niveau de la région. En Seine-Saint-Denis, ce sont les ménages composés de 5 personnes et plus qui interpellent : en effet, ils représentent 19 % des ménages clés éligibles contre 15 % au niveau de la région.

Graphique 8 : Répartition des ménages clés éligibles à un logement social selon la taille du ménage
(en milliers, ventilation selon le département de résidence)



3. Synthèse de l'estimation de la demande potentielle

Les 1,16 million de ménages clés d'Île-de-France éligibles au logement social représentent une population évidemment très importante et tous ne peuvent pas être traités de la même manière en termes d'attribution de logement social.

L'appréciation des ménages clés les plus prioritaires passe par deux approches complémentaires :

- le croisement du statut d'occupation et du produit auquel le ménage clé est éligible. Ce croisement permet de cibler les « ménages clés éligibles prioritaires », qu'ils aient besoin d'une offre nouvelle, c'est le cas des ménages propriétaires ou issus du parc locatif privé, ou qu'ils aient besoin d'être relogés, c'est le cas des ménages déjà présents dans le parc locatif social,
- l'analyse de l'importance des temps de trajet domicile-travail, en considérant comme prioritaires les ménages ayant le temps de trajet le plus important (plus d'une heure – aller uniquement). Ils seront ceux que nous appelons dans cette étude les « ménages clés éligibles les plus prioritaires ».

On notera que pour mieux apprécier la réalité des besoins, l'ensemble des calculs suivants ont été faits en fonction du lieu de travail estimé des ménages et non plus, comme précédemment, en fonction de leur lieu de résidence.

On peut ainsi imaginer **trois scénarios** :

- scénario minimal** : on considère ici que les ménages clés éligibles prioritaires sont ceux qui résident dans le parc locatif social, éligibles aux produits PLAI, PLUS ou PLS, et ceux du parc locatif privé, éligibles au produit PLAI, réputés les plus précoces.
- Scénario intermédiaire** : les ménages clés éligibles prioritaires sont ceux qui résident dans le parc locatif social, éligibles aux produits PLAI, PLUS ou PLS, et ceux du parc locatif privé, éligibles aux produits PLAI, PLUS ou PLS.

- Scénario maximal** : les ménages clés éligibles prioritaires sont ceux qui résident dans le parc locatif social, éligibles aux produits PLAI, PLUS ou PLS ; ceux du parc locatif privé, éligibles aux produits PLAI, PLUS ou PLS et, enfin, ceux propriétaires, les plus modestes, éligibles au produit PLAI.

L'étude de ces trois scénarios permet ainsi de raisonner en fourchette (minimale, intermédiaire, maximale) et rend ainsi mieux compte de la complexité d'approcher la notion de « ménages clés éligibles prioritaires ».

En conclusion, ce sont donc 26 à 45 000 ménages clés (selon les scénarios) qui sont jugés les plus prioritaires dans l'attribution à un logement social en Île-de-France. Ces ménages, au-delà du fait d'exercer une profession clé, ont des ressources, un statut d'occupation et un temps de trajet domicile-travail qui font qu'ils sont les premiers à nécessiter à un logement social.

Si on retient le scénario minimal, les besoins en logements sociaux des ménages clés les plus prioritaires d'Île-de-France représentent **l'équivalent d'une année d'agrément de logements sociaux dans la région, soit 28 000 logements (données 2018 et 2019)**. Si on considère les scénarios intermédiaire ou maximal, **il faudrait plutôt 1,5 année d'agrément pour satisfaire les besoins des ménages clés les plus prioritaires.**

Dans une logique de rapprochement du lieu de travail, on le voit assez nettement dans le tableau récapitulatif ci-dessous, **c'est le département de Paris qui devrait concentrer la plus grande part des attributions à destination des ménages clés dans la région (entre 22 et 24 % selon les scénarios)**. Tous les autres départements de la région concentrent environ le même nombre de « ménages clés éligibles les plus prioritaires », à savoir entre 9 et 13 % selon les scénarios. Soit environ deux fois moins que Paris.

Graphique 25 : Répartition des ménages clés éligibles les plus prioritaires selon les 3 scénarios de l'étude
(en milliers, ventilation selon le département de travail)

| | 75 | 92 | 93 | 94 | 77 | 78 | 91 | 95 | Hors IDF | TOTAL |
|------------------------|--------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|----------|---------------|
| Scénario minimal | 5 780 | 2 721 | 2 897 | 2 495 | 2 945 | 2 574 | 3 335 | 2 631 | 314 | 25 692 |
| | 22 % | 11 % | 11 % | 10 % | 11 % | 10 % | 13 % | 10 % | 1 % | 100 % |
| Scénario intermédiaire | 9 885 | 4 452 | 4 411 | 3 968 | 4 956 | 4 185 | 5 041 | 3 821 | 503 | 41 221 |
| | 24 % | 11 % | 11 % | 10 % | 12 % | 10 % | 12 % | 9 % | 1 % | 100 % |
| Scénario maximal | 10 621 | 4 774 | 4 808 | 4 283 | 5 681 | 4 491 | 5 539 | 4 219 | 553 | 44 968 |
| | 24 % | 11 % | 11 % | 10 % | 13 % | 10 % | 12 % | 9 % | 1 % | 100 % |



I ntroduction



Travailleur clé, travailleur essentiel, travailleur critique... ces différents termes, de plus en plus cités par la presse et les responsables politiques, ont pris tout leur sens au cours de l'année 2020.

En effet, la crise de la Covid-19 a mis en lumière une nouvelle catégorie de travailleurs essentiels à la bonne marche du pays : les « travailleurs clés » (c'est le terme qui sera choisi dans cette étude).

Qu'ils ou qu'elles soient assistant maternel, professeur, infirmier, aide à domicile, nettoyeur, agent de la fonction publique, agent de police ou encore caissier de magasin, chacune et chacun jouent un rôle vital pour l'économie, la santé, l'éducation ou encore la sécurité des Français. Et ce d'autant plus en période de crise sanitaire. En effet, **ces travailleurs permettent au métabolisme urbain de fonctionner**. Sans eux il serait impossible de faire garder ses enfants, de faire ses courses de première nécessité, ou encore de se soigner... Par ailleurs, ces travailleurs ne peuvent quasiment pas avoir recours au télétravail, en raison de la nature de leur profession qui requière d'être sans cesse sur le terrain, au contact de la population générale. C'est finalement grâce à eux que l'économie et, plus largement, la vie du pays ont pu être maintenues.

Ces travailleurs clés sont le plus souvent des actifs aux revenus modestes et pour lesquels la problématique du logement est centrale. C'est d'autant plus vrai en Île-de-France où le prix élevé des loyers, combiné aux longs délais d'attente pour l'obtention d'un logement social, pousse les travailleurs clés à toujours plus de précarité. En effet, nombre d'entre eux doivent désormais choisir entre un logement proche de leur lieu de travail mais cher et très perfectible en surface et/ou en qualité et un logement décent et plus abordable mais situé parfois à plus d'une heure de trajet de leur lieu de travail... Cette situation est d'autant plus problématique en période de crise sanitaire car les travailleurs clés ne peuvent avoir recours au télétravail que de manière très marginale et sont donc surexposés au risque sanitaire en raison de leurs longs trajets domicile-

travail. Ce qui est dangereux avant tout pour eux mais également pour la population générale, dans la mesure où ces travailleurs sont ceux qui assurent la continuité du pays...

C'est fort de ces constats que la FOPH, avec l'appui du cabinet de conseil en stratégie CMI, a lancé en juillet 2020 cette étude sur les besoins en logements des travailleurs clés. Cette étude se concentre exclusivement sur l'Île-de-France, région qui focalise les plus grands enjeux en termes de logements sociaux, mais la méthode pourrait tout à fait être répliquée auprès d'autres grandes agglomérations qui voudraient également s'emparer du sujet.

Le rôle des travailleurs clés est d'autant plus d'actualité que le Gouvernement a lui-même établi leur prévalence dans l'attribution des logements sociaux dans l'article 27 de son avant-projet de loi « confortant les principes républicains »¹. Le gouvernement a ainsi voulu définir les conditions permettant d'instaurer « un objectif d'attributions aux demandeurs de logements exerçant une activité professionnelle qui ne peut être assurée en télétravail, dans un secteur essentiel pour la continuité de la vie de la nation ». Le véhicule législatif prévu a changé depuis mais l'idée demeure.

La présente étude se base sur des travaux existants de l'INSEE et de l'APUR (cf. *infra*) pour objectiver la notion de travailleur clé puis les quantifier par secteur d'activité et profession.

Elle est toutefois inédite à notre connaissance parce qu'elle vise non seulement à **qualifier très précisément cette population** sur chacun des huit départements de la région, via de nombreux critères (profession, secteur d'activité, revenu, structure familiale, composition familiale, statut d'occupation, temps de trajet domicile-travail) mais aussi et surtout, *in fine*, à **estimer et caractériser la demande potentielle en logement social des travailleurs clés d'Île-de-France**.

¹ https://www.dalloz-actualite.fr/sites/dalloz-actualite.fr/files/resources/2020/11/projet_de_loi_confortant_les_principes_republicains.pdf

1,8 million

de travailleurs clés en Île-de-France
soit **34 %** des actifs de la région



Il convient de noter que cette étude présente certaines limites (ces limites sont détaillées dans la suite du rapport, notamment en annexe qui présente la méthodologie de travail).

Premièrement, la comparaison fine des résultats de cette étude avec les données du fichier SNE (système national d'enregistrement de la demande de logement social) n'a malheureusement pas été possible en raison d'un remplissage très partiel et très perfectible du système SNE sur la question de la profession.

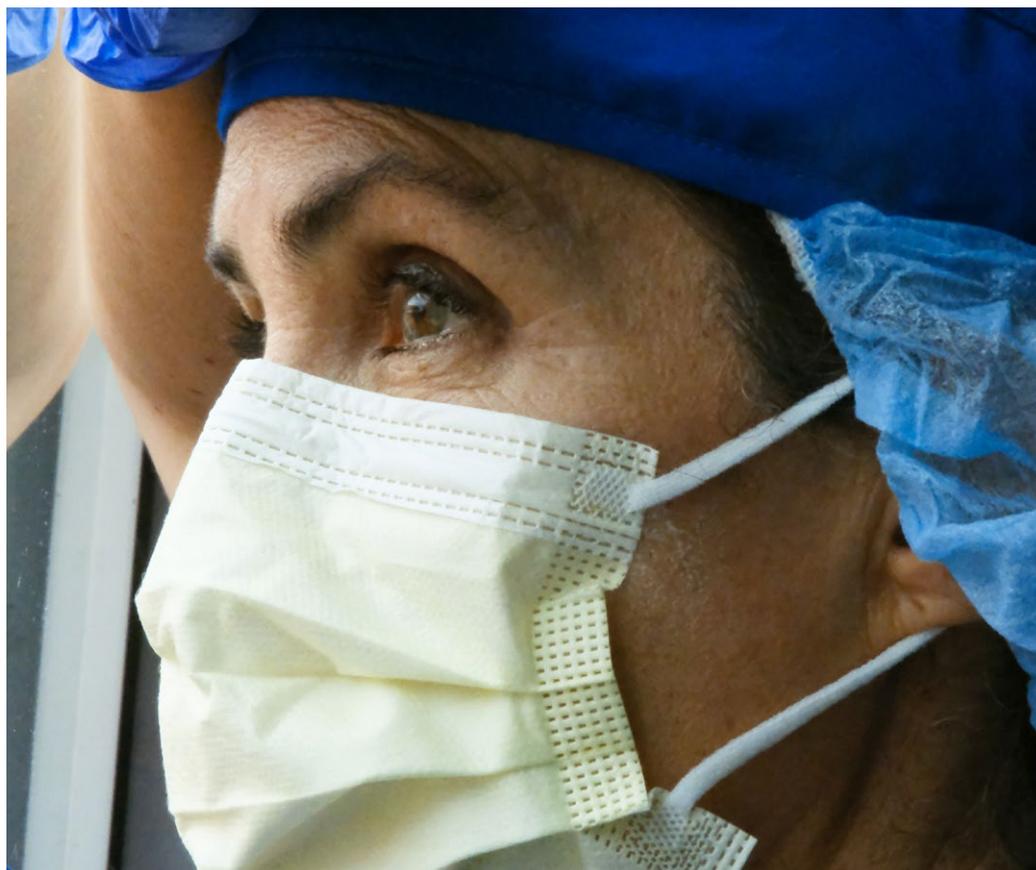
Deuxièmement, une approche initiale par le lieu de résidence (et non par le lieu de travail) et une approximation des temps de trajet domicile-travail ont dues être réalisées en raison de la mise à disposition de bases de données partielles, comme on le verra.

Troisièmement, une approximation du critère de revenu a été conduite, mais sans que l'on puisse prendre en compte le taux d'effort des ménages, celui-ci n'étant pas disponible dans les bases de données. De même, n'ont pu être prises en compte les notions de confort, de salubrité, de taille du logement. Les besoins estimés en logement dans cette étude sont donc partiellement surestimés ; ils seraient certainement moindres si l'on pouvait prioriser les ménages dont le taux d'effort est le plus élevé et/ou pour ceux dont la situation du logement est la plus critique.

Enfin, les analyses qui suivent sont des estimations théoriques de la demande potentielle et ne prennent donc pas en compte le souhait réel des ménages (ex. : un travailleur clé volontairement éloigné de son lieu de travail pour accéder plus facilement à la propriété ne souhaitera certainement pas un logement social plus proche de son lieu de travail, ce qui pourrait être le cas également d'un travailleur clé qui réside certes loin de son lieu de travail mais dont le conjoint ne souhaiterait pas déménager..).

Procéder par scénario de publics prioritaires permet toutefois, on le verra, d'approcher cette notion de « souhaits » ou de « besoins » et de fixer des gisements de clientèles possibles et donc des besoins en logements sociaux potentiels plus ou moins importants selon les priorités que l'on établit en fonction des plafonds de ressources et des statuts d'occupation des ménages.

Au final, nous espérons que ces scénarios pourront alimenter et objectiver le débat sur la question du logement des personnels clés entre les différentes parties prenantes : collectivités locales, services de l'État, Action Logement, bailleurs sociaux, administrations et entreprises privées qui emploient des travailleurs clés...



Ce débat est en effet nécessaire pour explorer, puis mettre au point, les solutions les plus efficaces sur la question :

- ❑ Quel développement de l'offre nouvelle faut-il réaliser, pour quelles clientèles, avec quelle gamme de produits, à quel loyer, dans quelles quantités, sur quels territoires, pendant combien de temps... ? Ces produits et ces nouvelles clientèles supposent-ils un ajustement des plafonds de loyers et des plafonds de ressources actuels, du barème SLS... ?
- ❑ Quelles solutions dans le parc existant peut-on trouver, via le système d'attributions de logements sociaux, la location choisie, les bourses d'échanges de logements pour mieux accueillir, au plus près des besoins, les travailleurs clés ?
- ❑ Comment identifier, qualifier les travailleurs clés dans le système d'enregistrement de la demande ? Faut-il inscrire par ailleurs les travailleurs clés dans les publics prioritaires et donc dans les systèmes de cotation de la demande appelés à devenir obligatoires et si oui, comment ? Sous la responsabilité des EPCI / EPT voire à des échelles supérieures par exemple en Ile de France, de façon optionnelle ou non, avec quelle pondération... ?



**Procéder par scénario
de publics prioritaires
permet d'approcher
cette notion de
« souhaits » ou de
« besoins » et de fixer
des gisements de
clientèles possibles**

1

Qui sont les travailleurs clés ?



1.1. La notion de travailleur clé est directement liée à la notion de profession

En premier lieu, l'étude menée a reposé sur un référentiel exhaustif de l'ensemble des professions. C'est pour cette raison **qu'il a été décidé de se fonder sur la liste des 486 professions listées par l'INSEE en 2003**. C'est sur cette même base des 486 professions que l'Atelier Parisien d'Urbanisme (APUR) et la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Hébergement et du Logement d'Île-de-France (DRIHL Île-de-France) avaient réfléchi à la notion de travailleur clé lors de leur étude « les travailleurs clés à la Française » parue au premier semestre 2014.

Suite notamment à une journée d'atelier organisée le 28 mai 2013 et réunissant de nombreux acteurs avec une expertise forte sur les problématiques croisées de l'urbanisme, de l'emploi et du logement, l'APUR avait finalement décidé de retenir **107 professions jugées « clé »** parmi les 486 listées par l'INSEE. Ces 107 professions clés font partie de **8 secteurs d'activité jugés essentiels** à la bonne marche du pays : la santé, la sécurité, la propreté, l'enseignement, le social, les transports, la fonction publique et, enfin, l'industrie de l'eau, de l'énergie et de l'environnement.

1.2. 159 professions clés ont été retenues dans le cadre de l'étude

Dans le cadre de la présente étude, il a été décidé de repartir de ces 107 professions clés mais d'y ajouter **52 professions supplémentaires, pour aboutir à un total de 159 professions clés**.

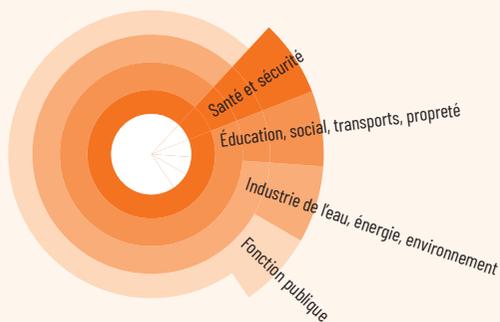
En effet, au regard de la crise du Covid-19, il nous a semblé que deux autres secteurs essentiels n'étaient ici pas pris en compte : l'agriculture et le secteur du commerce et de l'alimentation. L'ensemble des professions de l'agriculture et du secteur du

commerce et de l'alimentation n'ont pas été jugées comme clés mais uniquement les plus critiques. Ce sont ainsi **31 professions de l'agriculture, 18 professions du secteur du commerce et de l'alimentation mais également 2 professions des transports et 1 profession de l'enseignement qui ont été ajoutées aux 107 professions clés initiales**. On trouvera le détail des 159 professions clés en annexe, classées par secteur d'activité.



Les secteurs clés et professions clés retenus par l'APUR

L'approche par cercles de secteurs d'activités fondamentales au fonctionnement de la métropole



- > 29 professions de santé
- > 11 professions de sécurité
- > 5 professions de propreté
- > 13 professions de l'enseignement
- > 9 professions du social
- > 14 professions des transports
- > 9 professions de l'industrie de l'eau, de l'énergie et de l'environnement
- > 17 professions de la fonction publique

Approche CMI de la notion de key workers

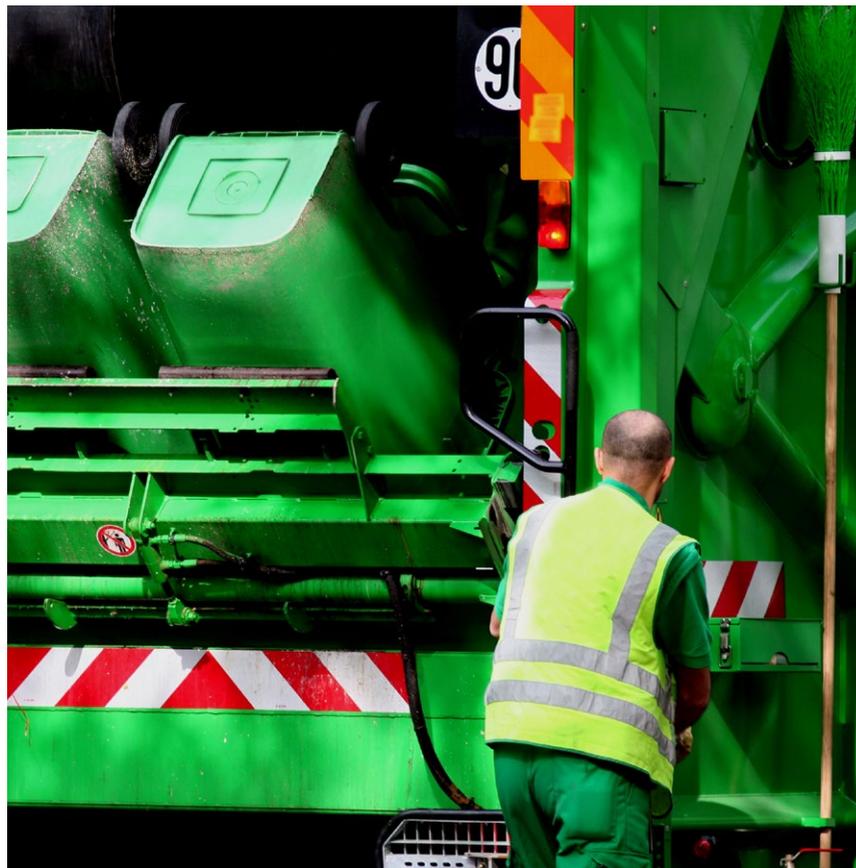
1. Partir des 8 secteurs clés et des 107 professions clés listés par l'APUR :

- > 29 professions de santé
- > 11 professions de sécurité
- > 5 professions de propreté
- > 13 professions de l'enseignement
- > 9 professions du social
- > 14 professions des transports
- > 9 professions de l'industrie de l'eau, de l'énergie et de l'environnement
- > 17 professions de la fonction publique

2. Y ajouter certaines professions clés parmi d'autres secteurs non cités par l'APUR afin d'aboutir à une liste plus complète :

- > L'alimentation (ex. : caissiers / caissières, manutentionnaires...)
- > L'agro-alimentaire (ex. : agriculteurs...)
- > Le commerce spécialisé (ex. : buralistes...)

34 %
des actifs
de l'Île-de-France
sont des
travailleurs clés



L'ajout de ces deux secteurs d'activité (agriculture et commerce / alimentation) s'explique par leur caractère « essentiel pour la continuité de la vie de la nation », pour reprendre la terminologie de l'article 27 de l'avant-projet de loi « confortant les principes républicains ». En effet, la crise du Covid-19 a clairement mis en lumière le rôle critique de l'agriculture mais également des commerces dits essentiels (commerce de bouche, commerce d'alimentation, bureau de tabac, station-service...).

En considérant ces 159 professions clés, on estime que 34 % des actifs d'Île-de-France sont des travailleurs clés (cf. partie 3). Le gouvernement britannique a publié une étude en mai 2020 sur les « key workers »² qui donne des résultats similaires (cette étude estime que les travailleurs clés représentent 33 % des actifs du pays).

Enfin, même si le gouvernement définit le travailleur clé comme un individu ayant « une activité professionnelle qui ne peut être assurée en télétravail », il convient de noter que certains

secteurs d'activité, pourtant « essentiel pour la continuité de la vie de la nation », peuvent avoir recours au télétravail plus facilement que d'autres. Cette pratique reste évidemment marginale au sein des travailleurs clés mais certains secteurs d'activité comme la fonction publique sont plus enclins à y avoir recours et pourraient faire baisser les besoins réels en logements sociaux des travailleurs clés.

C'est ainsi que le gouvernement britannique, dans cette même étude publiée en mai 2020, avait estimé que 14,5 % des travailleurs clés avaient travaillé depuis chez eux sur l'année 2019. Ce taux varie significativement d'un secteur à l'autre : de 5,3 % pour les travailleurs clés du secteur des transports ou de la sécurité à 25,8 % pour les travailleurs clés de la fonction publique ou encore 27,7 % pour les travailleurs clés du secteur des infrastructures publiques et de la communication (« utilities and communication »).

² <https://www.ons.gov.uk/employmentandlabourmarket/peopleinwork/earningsandworkinghours/articles/coronavirusandkeyworkersintheuk/2020-05-15#how-many-key-workers-are-in-your-area>

159

professions clés réparties sur
10 secteurs d'activité jugés essentiels
à la bonne marche du pays.



2

Combien de travailleurs clés sont présents en Île-de-France ?



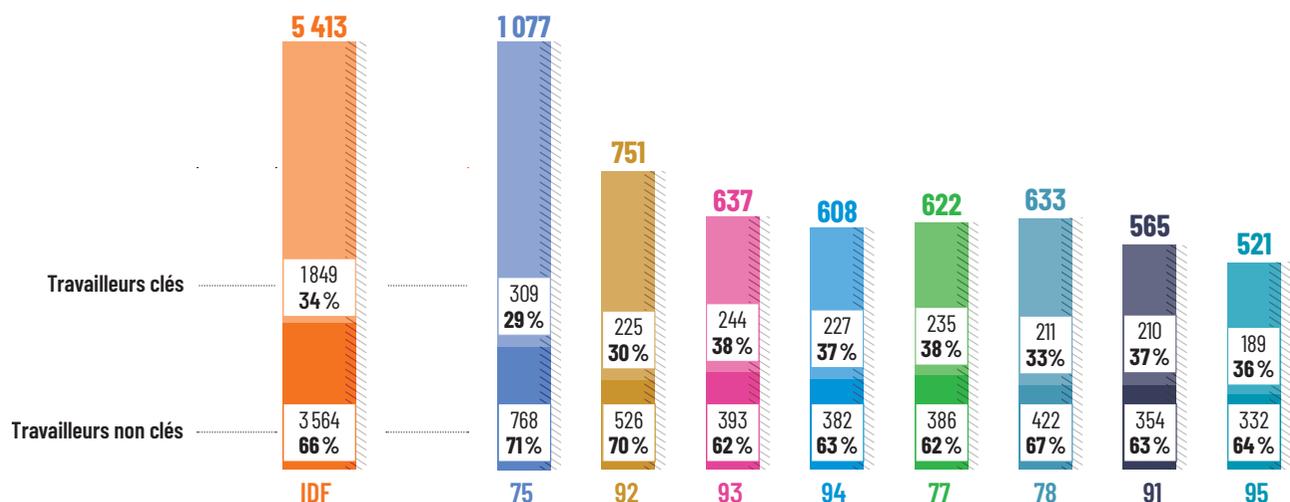
2.1. L'Île-de-France concentre 1,85 million de travailleurs clés, majoritairement dans les secteurs de la santé, de la fonction publique et de l'enseignement

En 2016, la région comptait 5,4 millions d'actifs ayant un emploi. 34 % d'entre eux, soit environ 1,85 million de personnes, sont des travailleurs clés, c'est-à-dire ayant une profession parmi les 159 retenues dans le cadre de notre étude.

Paris est le département qui concentre le plus de travailleurs clés dans la région : 309 000, soit près de 17 % des travailleurs clés d'Île-de-France. Cependant, lorsqu'on observe la répartition clé / non-clé au

sein de chaque département, Paris a le plus faible pourcentage de travailleurs clés (29 % contre 34 % en moyenne dans la région). Le pourcentage est également relativement faible dans les Hauts-de-Seine (30 %). L'explication réside dans la cherté du logement à Paris et dans les Hauts-de-Seine, qui montre l'incapacité qu'ont les travailleurs clés à se loger dans ces deux départements.

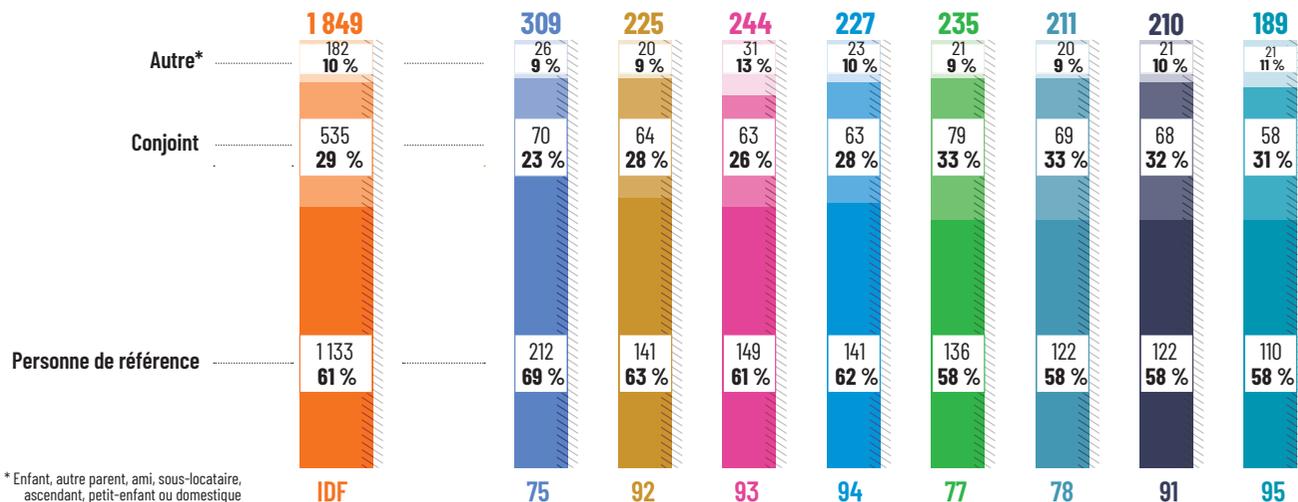
Graphique 1 : Dimensionnement de la population de travailleurs clés parmi la population active (en milliers, ventilation selon le département de résidence)



Lorsqu'on regarde plus précisément qui sont ces travailleurs clés au sein de leur ménage respectif, on constate que 90 % d'entre eux sont la personne de référence du ménage ou bien le conjoint d'une personne de référence. Parmi les 10 % restants, soit environ 182 000 travailleurs clés, on retrouve principalement des enfants (6 %). Cette répartition est globalement la même entre les différents départements. On note malgré tout un pourcentage

plus élevé de personnes de référence à Paris (69 % vs 61 % au niveau de la région) et une légère sur-représentation de la catégorie « autre » en Seine-Saint-Denis (13 % vs 10 % au niveau de la région). Cet écart s'explique notamment par le fait que la proportion de ménages composés d'une seule personne est plus forte à Paris que dans les autres départements de la région.

Graphique 2 : Répartition des travailleurs clés selon leur « lien à la personne de référence du ménage »
(en milliers, ventilation selon le département de résidence)



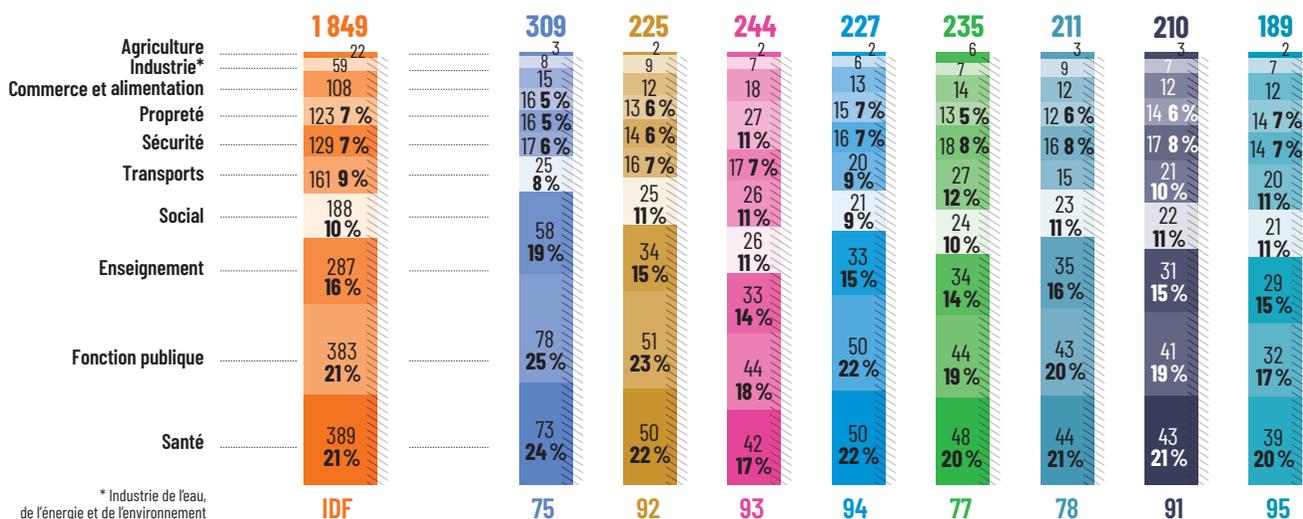
Près de 60 % des travailleurs clés d'Île-de-France, soit plus d'un million de personnes, travaillent dans trois secteurs d'activité : la santé, la fonction publique et l'enseignement. Ces trois secteurs arrivent en tête quel que soit le département concerné.

Cependant, on note certaines disparités : à Paris, ces trois secteurs d'activité représentent 70 % des travailleurs clés tandis qu'en Seine-Saint-Denis, ils ne représentent que 50 % d'entre eux.

Par ailleurs, on remarque d'autres écarts entre départements, comme une sur-représentation assez nette du secteur de la propreté en Seine-Saint-Denis (11 % des travailleurs clés vs 7 % dans la région).

Enfin, on note sans surprise que le secteur de l'agriculture ne représente qu'une très faible proportion des travailleurs clés (environ 22 000 individus soit 1 % du total).

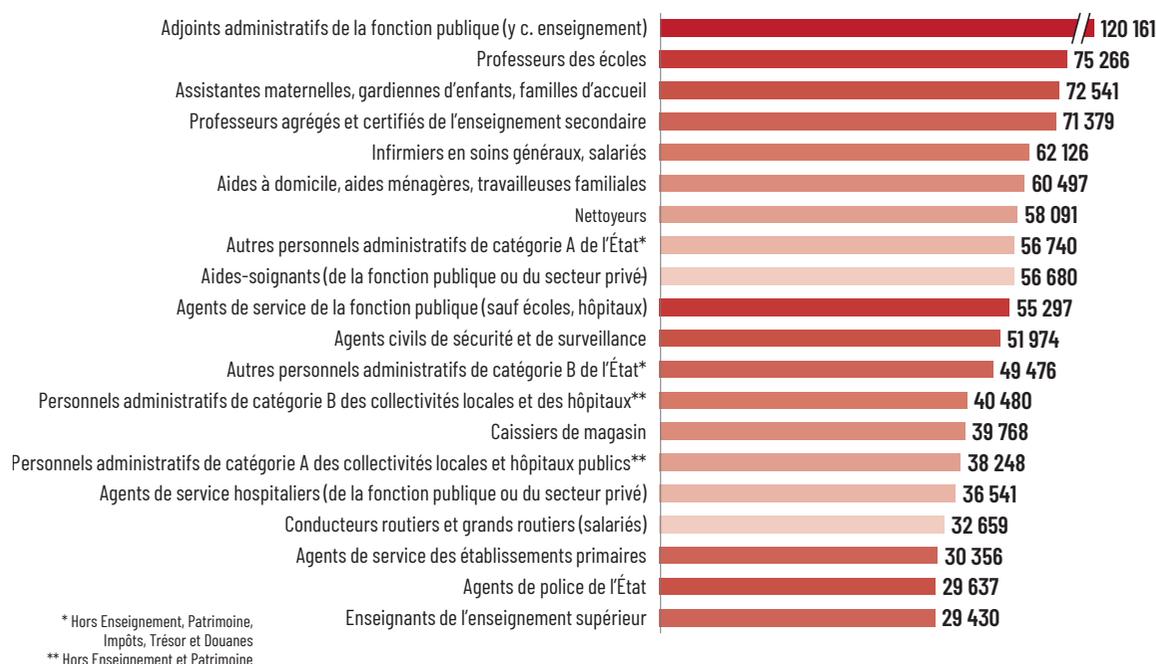
Graphique 3 : Répartition des travailleurs clés selon leur secteur d'activité
(en milliers, ventilation selon le département de résidence)



Les 20 professions qui représentent le plus de travailleurs clés en Île-de-France concentrent environ 1,1 million de travailleurs clés, soit près de 60 % d'entre eux (*une répartition détaillée des travailleurs clés par département et par profession est disponible en annexe*).

On y retrouve surtout des professions de la fonction publique (adjoint administratif, personnel administratif de catégorie A ou B...), de l'enseignement (professeurs des écoles, professeurs du secondaire...) et de la santé (infirmiers, aides-soignants...). On note également une présence assez forte des secteurs de l'accompagnement social (assistantes maternelles, aides à domicile...) et de la propreté (nettoyeurs, agents de service...).

Graphique 4 : Liste des 20 professions qui représentent le plus de travailleurs clés en Île-de-France



2.2. L'approche par ménage : qui sont les 1,5 million de ménages clés d'Île-de-France ?

Dans l'optique de dimensionner des besoins en logements sociaux, il convient de privilégier une **approche par ménage**. Ainsi, nous avons raisonné en « ménage » et non plus en « individu ». Et ce, jusqu'aux derniers résultats présentés ici. On rappelle cependant ici qu'un ménage peut n'être composé que d'un seul individu.

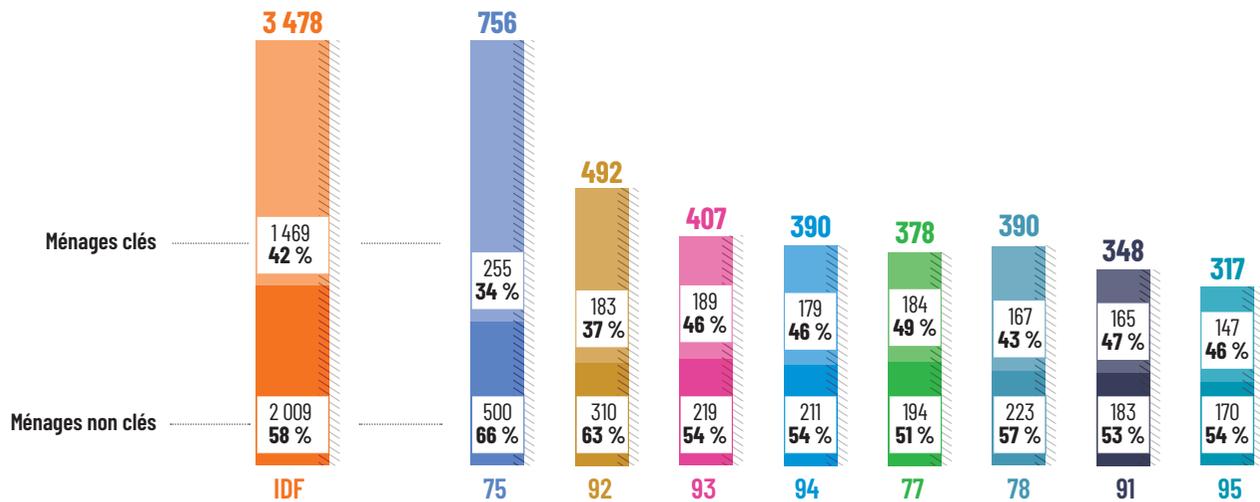
Parmi les presque 3,5 millions de ménages actifs d'Île-de-France, 42 % d'entre eux sont des ménages dits clés, soit près de 1,5 million. On appelle ici un ménage clé un ménage dont la personne de référence et/ou son conjoint (si conjoint il y a) est un travailleur clé.

À nouveau, c'est Paris qui concentre le plus grand nombre de ménages clés de la région (255 000 soit 17 %).

En termes de ratio « ménages clés vs ménages non-clés », on remarque un écart assez net entre, d'un côté, Paris et les Hauts-de-Seine, où seuls 35 % des ménages sont clés et, de l'autre, le reste de la région, où 46 % des ménages sont clés. Soit un écart de plus de 10 points. Cette analyse vient renforcer le constat évident de la cherté du logement à Paris et dans les Hauts-de-Seine.



Graphique 5 : Dimensionnement des ménages clés parmi la population active
(en milliers, ventilation selon le département de résidence)



Au sein des 1,5 million de ménages clés en Île-de-France, on peut distinguer 3 catégories de ménages dans l'étude : le ménage dit « mono-clé », où la personne de référence est un travailleur clé et n'a pas de conjoint ; le ménage dit « clé / non-clé », où la personne de référence a un conjoint et où l'un est travailleur clé et l'autre non ; et enfin le ménage dit

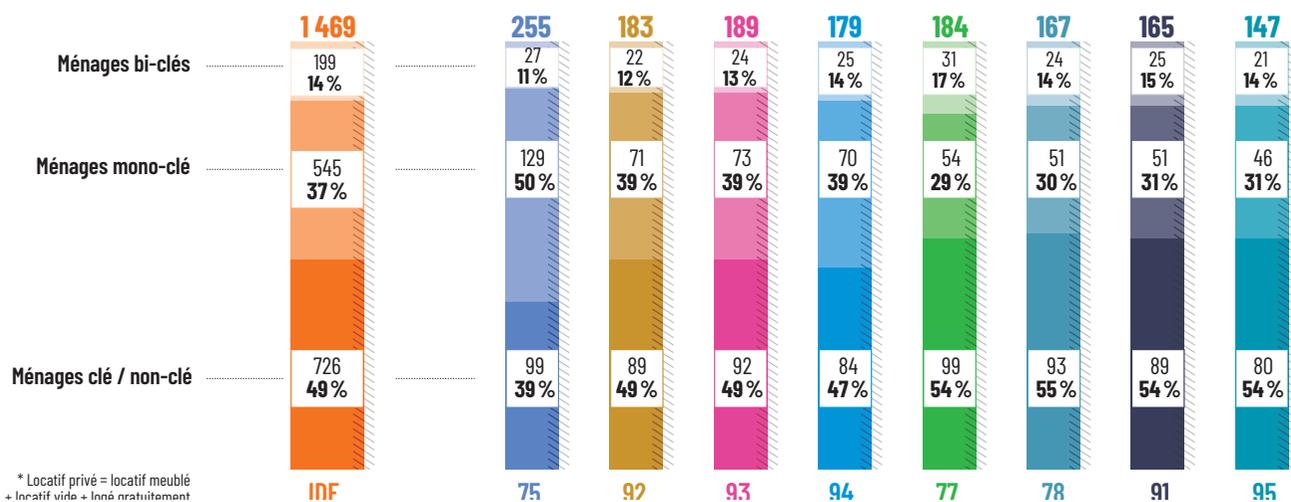
« bi-clé », où la personne de référence a un conjoint et où les deux sont des travailleurs clés.

En Île-de-France, près de la moitié des ménages clés sont des ménages clé / non-clé, où donc seule une des deux personnes du couple est travailleur clé. À l'inverse, moins de 15 % des ménages clés sont bi-clés.

On remarque cependant des écarts de ratio assez nets entre Paris, la petite couronne et la grande couronne. En effet, la proportion de ménages mono-clé est de 50 % à Paris, contre environ 40 % en petite couronne et 30 % en grande couronne.

Soit un écart de 20 points entre Paris et la grande couronne. Cet écart s'explique notamment par le fait que la proportion de ménages composés d'une seule personne est plus forte à Paris que dans les autres départements de la région.

Graphique 6 : Répartition des ménages clés par catégorie de ménage
(en milliers, ventilation selon le département de résidence)



DÉFINITION

Ménage bi-clé : ménage où la personne de référence a un conjoint et où les deux sont des travailleurs clés.

Ménage mono-clé : ménage où la personne de référence est un travailleur clé et n'a pas de conjoint.

Ménage clé / non-clé : ménage où la personne de référence a un conjoint et où l'un est travailleur clé, l'autre non.



3

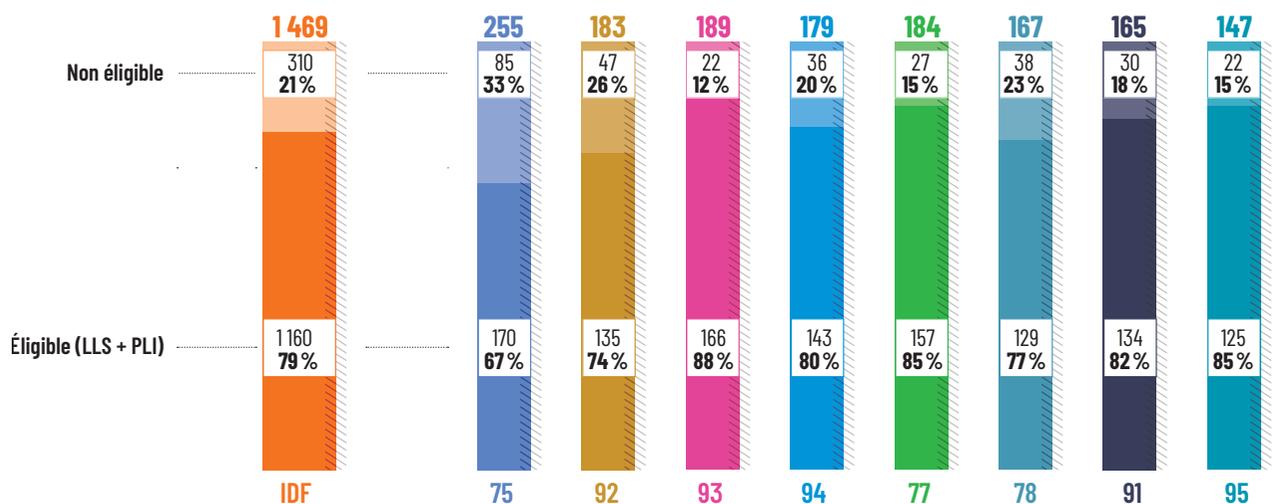
Les ménages clés éligibles à un logement social

3.1. Caractéristiques des 1,16 million de ménages clés éligibles à un logement social

Le cœur de l'étude réside dans le dimensionnement puis la caractérisation des besoins en logements sociaux des ménages clés d'Île-de-France. Une des étapes centrales de la réflexion consiste donc à quantifier la population de ménages clés éligibles à un logement social. La notion d'éligibilité englobe les plafonds PLAI, PLUS, PLS et PLI. Ainsi, **sur les 1,5 million de ménages clés dans la région, 79 % d'entre eux sont éligibles à un logement social (PLI inclus donc), soit 1,16 million de ménages.**

Bien que Paris concentre un nombre plus important de ménages clés que les autres départements, ces écarts s'estompent quand on restreint l'analyse aux ménages clés éligibles : Paris en compte 170 000, la Seine-Saint-Denis 166 000 et la Seine-et-Marne 157 000. Cela s'explique par de nets écarts de ratio entre Paris, où 67 % des ménages clés sont éligibles, et la Seine-Saint-Denis par exemple, où presque 9 ménages clés sur 10 sont éligibles.

Graphique 7 : Dimensionnement des ménages clés éligibles à un logement social (PLI inclus)
(en milliers, ventilation selon le département de résidence)



Les analyses suivantes vont désormais se concentrer sur la catégorie des ménages clés éligibles (PLI inclus donc).

Considérons maintenant le critère de la taille du ménage, critère évidemment important dans la mesure où il permet de donner des indications sur la typologie des logements sociaux qui sont nécessaires (T1, T2, T3...).

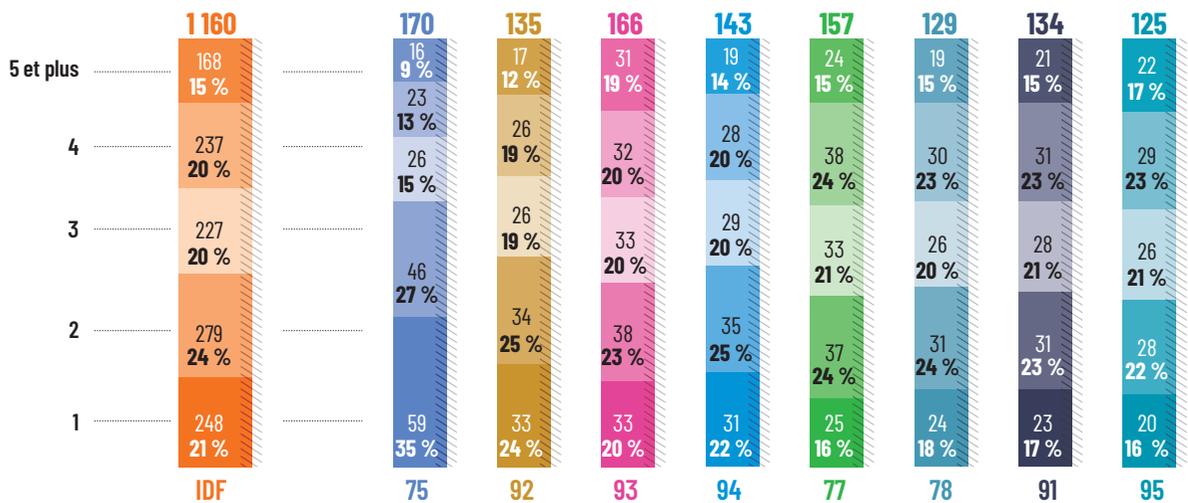
En Île-de-France, 85 % des ménages clés éligibles sont composés de 1 à 4 personnes et la répartition par taille de ménage est globalement homogène au sein de ces 85 %. On peut noter tout de même une légère prépondérance des ménages composés de 2 personnes (24 %).



Lorsqu'on regarde la situation par département, on retrouve globalement un équilibre similaire, sauf à Paris et, dans une moindre mesure, en Seine-Saint-Denis.

À Paris, la part des ménages composés d'une seule personne représentent 35 % contre 21 % au niveau de la région. En Seine-Saint-Denis, ce sont les ménages composés de 5 personnes et plus qui interpellent : en effet, ils représentent 19 % des ménages clés éligibles contre 15 % au niveau de la région.

Graphique 8 : Répartition des ménages clés éligibles à un logement social selon la taille du ménage
(en milliers, ventilation selon le département de résidence)



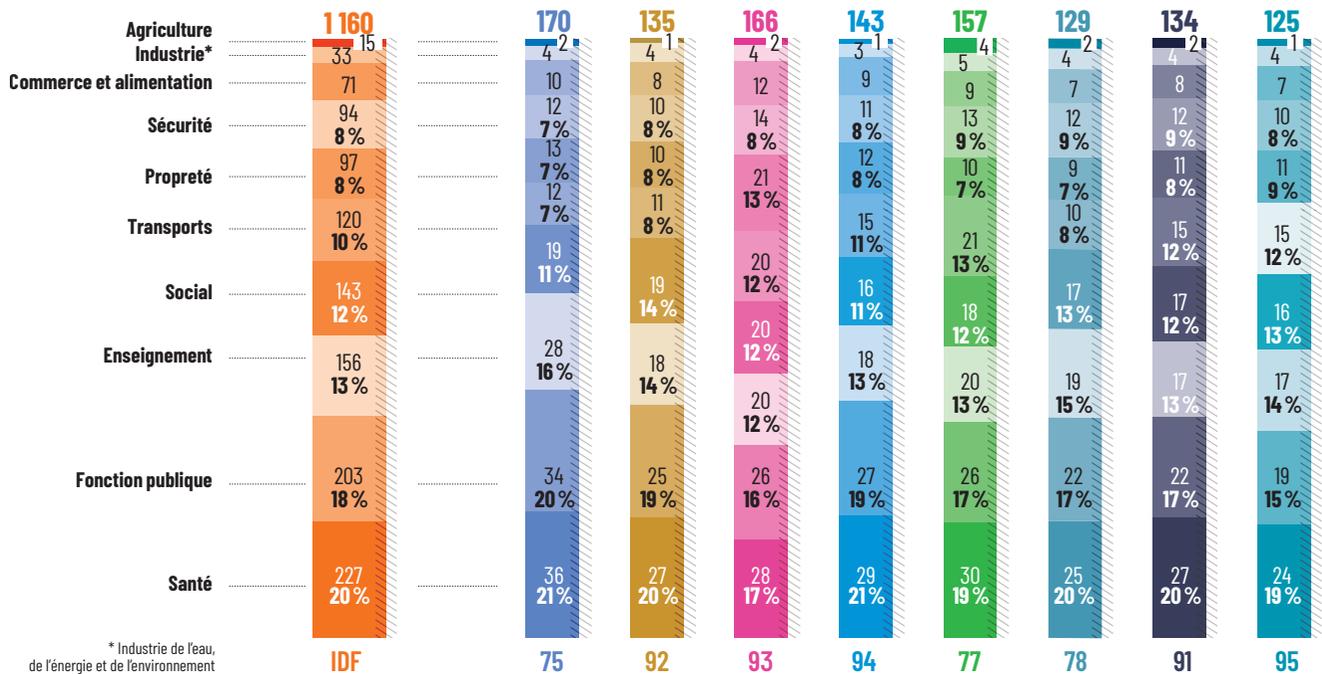
Quant à la répartition des ménages clés éligibles par secteur d'activité, on remarque qu'elle est moins hétérogène que l'analyse similaire menée en partie 5 sur les travailleurs clés.

Sans surprise, les 3 mêmes secteurs d'activité (santé, fonction publique et enseignement) sont toujours en tête avec 51 % des ménages clés éligibles. Avec des variations de plus ou moins

6 points : de 45 % en Seine-Saint-Denis à 57 % à Paris. Contre des variations de plus ou moins 10 points sur ces mêmes départements dans l'analyse menée en partie 5 sur les travailleurs clés.

Enfin, on note à nouveau une sur-représentation assez nette du secteur de la propreté en Seine-Saint-Denis (13 % des ménages clés éligibles vs 8 % dans la région).

Graphique 9 : Répartition des ménages clés éligibles à un logement social selon leur secteur d'activité
(en milliers, ventilation selon le département de résidence)



MÉTHODOLOGIE

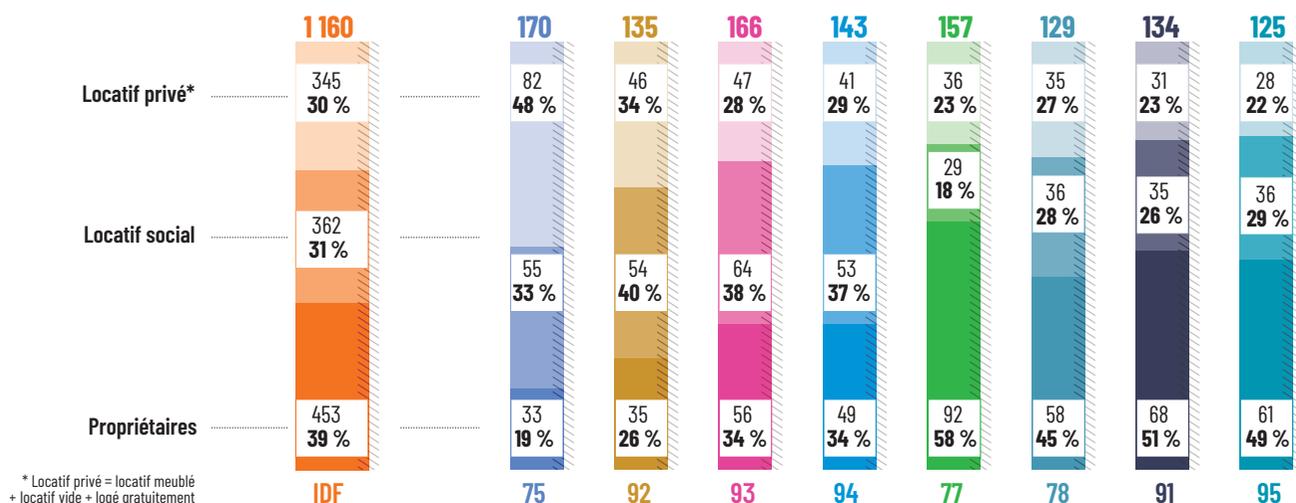
La sélection d'une profession (et donc du secteur d'activité) pour un ménage clé donné est faite comme suit :

- **Si ménage bi-clés** : on choisit alors la profession de la personne de référence du ménage.
- **Si ménage mono-clé** : on choisit alors la profession de la personne de référence du ménage (il n'y a pas de conjoint dans ce cas).
- **Si ménage clé / non-clé** : on choisit alors la profession du travailleur clé (qu'il soit personne de référence du ménage ou conjoint).

Un autre angle d'analyse intéressant dans le cadre de l'étude est celui du statut d'occupation du logement. On distinguera schématiquement 3 statuts d'occupation : propriétaire, locatif social et locatif privé. Dans la mesure où cette étude ne prend pas en compte le taux d'effort et pour des questions de lisibilité des résultats, on assimile le statut d'occupation des ménages clés éligibles logés gratuitement à celui des ménages clés éligibles du parc locatif privé. Sachant que les ménages clés éligibles logés gratuitement ne représentent « que » 40 000 ménages soit, *in fine*, 12 % « seulement » des ménages clés éligibles du parc locatif privé.

On remarque que la répartition par statut d'occupation des ménages clés éligibles est assez hétérogène au sein des départements franciliens. C'est surtout le cas pour les propriétaires : en effet, à Paris, seuls 19 % des ménages clés éligibles sont propriétaires, tandis qu'en Seine-et-Marne, le taux de ménages clés éligibles propriétaires est trois fois supérieur (58 %). Ces ménages clés propriétaires sont évidemment moins susceptibles d'être demandeurs que des ménages clés éligibles du parc locatif privé.

Graphique 10 : Répartition des ménages clés éligibles à un logement social par statut d'occupation
(en milliers, ventilation selon le département de résidence)



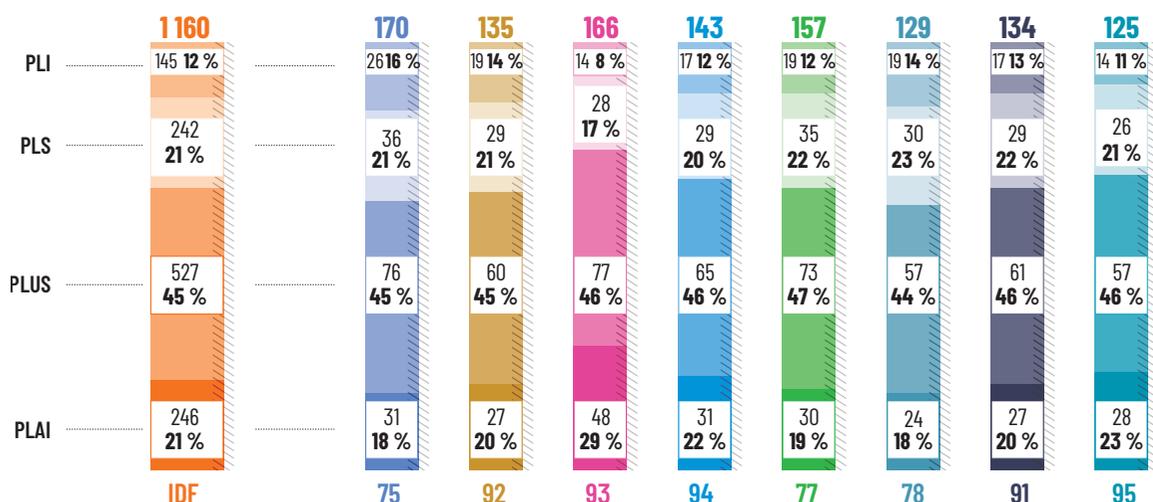
3.2. Une approche par produit qui permet de mieux cerner les ménages clés éligibles

Sur les 1,16 million de ménages clés éligibles au logement social, 88 % d'entre eux sont éligibles aux produits LLS, c'est-à-dire au produit PLAI, PLUS ou PLS. Les 12 % restants sont éligibles au PLI.

La répartition entre ces quatre produits est globalement similaire en fonction des différents

départements. Hormis en Seine-Saint-Denis, où quasiment 30 % des ménages clés éligibles le sont pour le produit PLAI contre 21 % au niveau de la région. À l'inverse, 25 % « seulement » des ménages clés éligibles du département le sont aux produits PLS ou PLI, contre 33 % au niveau de la région.

Graphique 11 : Répartition des ménages clés éligibles à un logement social par produit
(en milliers, ventilation selon le département de résidence)





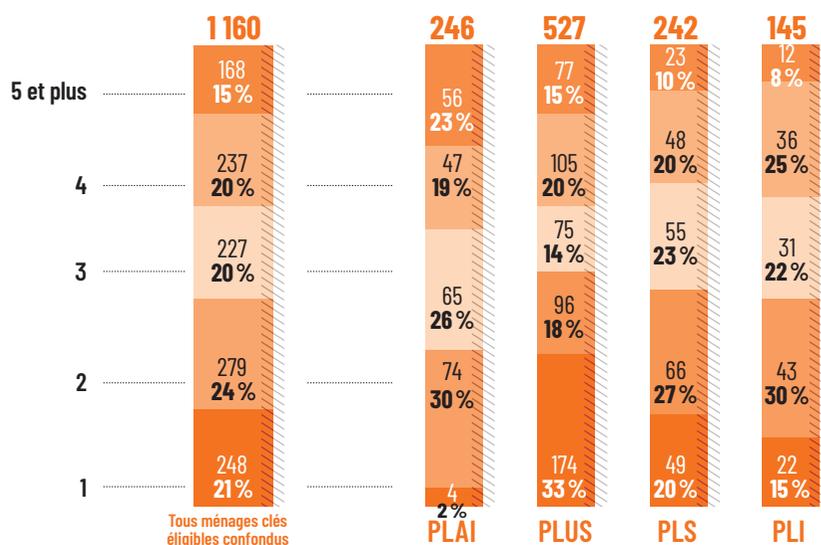
Lorsqu'on analyse la répartition des ménages clés éligibles selon la taille du ménage et le produit, on constate des différences marquantes :

■ le produit PLAI exclut quasi-totalement les ménages individuels (moins de 2%), en revanche il concerne 23% des ménages de 5 personnes et plus (contre 15% tous produits confondus) ;

■ à l'inverse, le produit PLUS fait la part belle aux ménages individuels (1/3 des ménages clés éligibles au PLUS).

Plus les plafonds augmentent entre le PLUS, le PLS et le PLI, plus la part des ménages « de taille moyenne » (composés de 2, 3 ou 4 personnes) augmente, au détriment des « extrêmes » (ménages individuels ou composés de 5 personnes et plus).

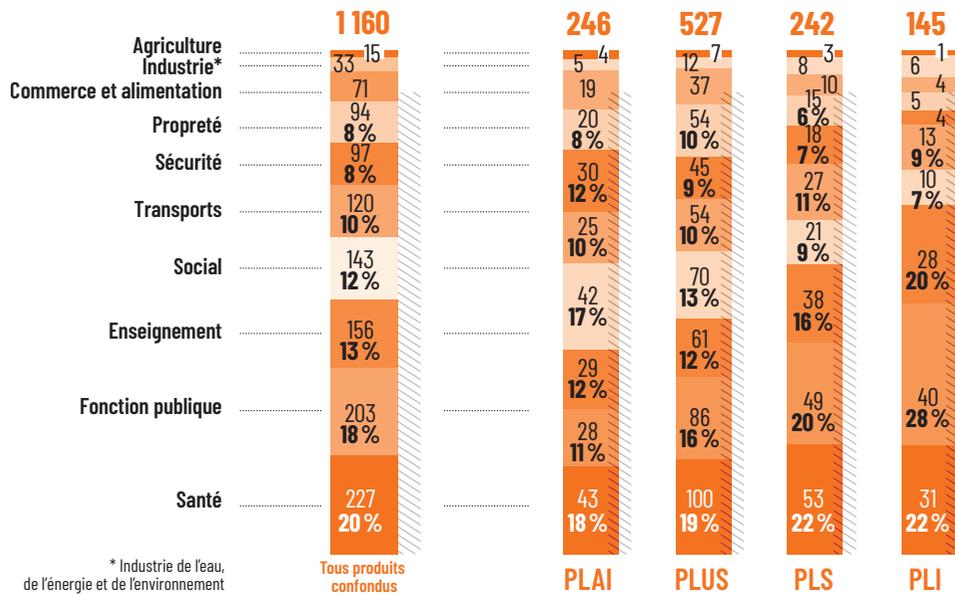
Graphique 12 : Répartition des ménages clés éligibles à un logement social selon la taille du ménage et le produit
(en milliers, périmètre Île-de-France)



Si l'on croise enfin, la répartition des ménages clés éligibles selon leur secteur d'activité et le produit auquel ils sont éligibles, on remarque aisément que la part des ménages issus des secteurs de la santé, de la fonction publique et de l'enseignement augmente proportionnellement au plafond d'éligibilité. C'est notamment vrai pour la fonction publique : 11 % des ménages clés éligibles au PLAI contre 28 % des ménages clés éligibles au PLI.

À l'inverse, plus le plafond d'éligibilité augmente, plus la part des ménages issus des secteurs du social, de la propreté ou encore du commerce et de l'alimentation diminue. En effet, ces trois secteurs représentent 37 % des ménages clés éligibles au PLAI contre 13 % seulement des ménages clés éligibles au PLI.

Graphique 13 : Répartition des ménages clés éligibles à un logement social selon le secteur d'activité et le produit
(en milliers, périmètre Île-de-France)



3.3. La nécessaire priorisation au sein même des ménages clés éligibles

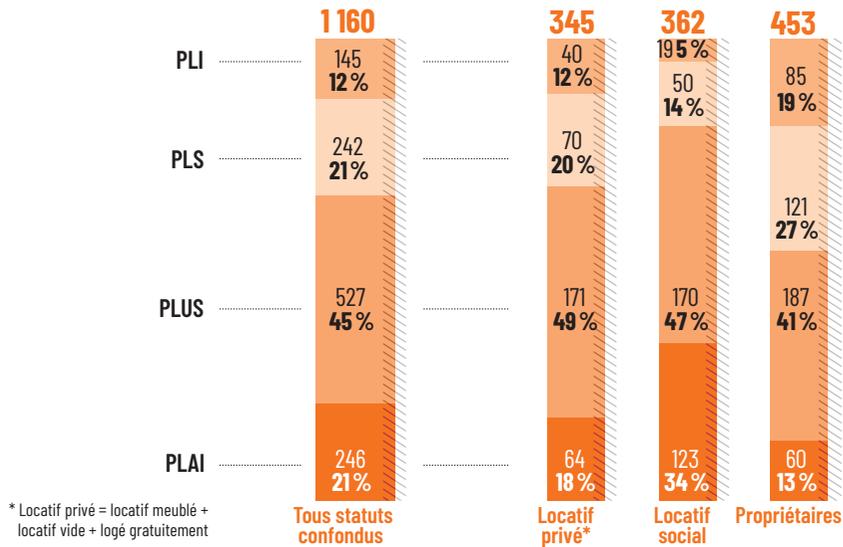
Les 1,16 million de ménages clés éligibles d'Île-de-France représentent une population évidemment très importante et tous ne peuvent pas être traités de la même manière en termes d'attribution de logement social. C'est justement le but de cette étude que d'affiner la caractérisation de cette population selon plusieurs critères afin de dimensionner les catégories de ménages clés éligibles « les plus prioritaires » vis-à-vis du logement social.

Il est important de noter que la caractérisation des « ménages clés éligibles les plus prioritaires » dans cette étude est une grille de lecture proposée par la FOPH, le cabinet CMI et les membres du comité de pilotage. Elle pourrait donc être abordée avec une approche plus large ou plus restrictive par d'autres acteurs. La souplesse de cette étude permet justement de caractériser cette population à façon, grâce à l'ensemble des éléments chiffrés en annexe.

L'appréciation des ménages clés les plus prioritaires passe par deux approches complémentaires :

- ▣ le croisement du statut d'occupation et du produit auquel le ménage clé est éligible (cf. graphique 14, un détail par département est disponible en annexe). Ce croisement permet de cibler les « ménages clés éligibles prioritaires », qu'ils aient besoin d'une offre nouvelle, c'est le cas des ménages propriétaires ou issus du parc locatif, ou qu'ils aient besoin d'être relogés, c'est le cas des ménages déjà présents dans le parc locatif social,
- ▣ l'analyse de l'importance des temps de trajet domicile-travail, en considérant comme prioritaires les ménages ayant le temps de trajet le plus important (plus d'une heure – aller uniquement). Ils seront ceux que nous appelons dans cette étude les « ménages clés éligibles les plus prioritaires ».

Graphique 14 : Répartition des ménages clés éligibles à un logement social selon le statut d'occupation et le produit
(en milliers, périmètre Île-de-France - détail par département disponible en annexe)



Comme expliqué précédemment, il est difficile d'arrêter une seule et unique définition d'un « ménage clés éligible prioritaire », puisque cela dépend de l'approche plus ou moins restrictive qu'on décide d'adopter. C'est pour cette raison et après réflexion qu'il a été décidé de retenir 3 scénarios, qui sont les suivants :

- Scénario minimal :** on considère ici que les ménages clés éligibles prioritaires sont ceux qui résident dans le parc locatif social, éligibles aux produits PLAI, PLUS ou PLS, et ceux du parc locatif privé, éligibles au produit PLAI.
- Scénario intermédiaire :** les ménages clés éligibles prioritaires sont ici ceux qui résident dans le parc locatif social, éligibles aux produits PLAI, PLUS ou PLS, et ceux du parc locatif privé, éligibles aux produits PLAI, PLUS ou PLS.
- Scénario maximal :** les ménages clés éligibles prioritaires sont ici ceux qui résident dans le parc locatif social, éligibles aux produits PLAI, PLUS ou PLS ; ceux du parc locatif privé, éligibles aux produits PLAI, PLUS ou PLS et, enfin, ceux propriétaires, éligibles au produit PLAI a priori réputés les plus modestes.

L'étude de ces trois scénarios, présentés ci-dessous, permet ainsi de raisonner en fourchette (minimale, intermédiaire, maximale) et rend ainsi mieux compte de la complexité d'approcher la notion de « ménages clés éligible prioritaires ».

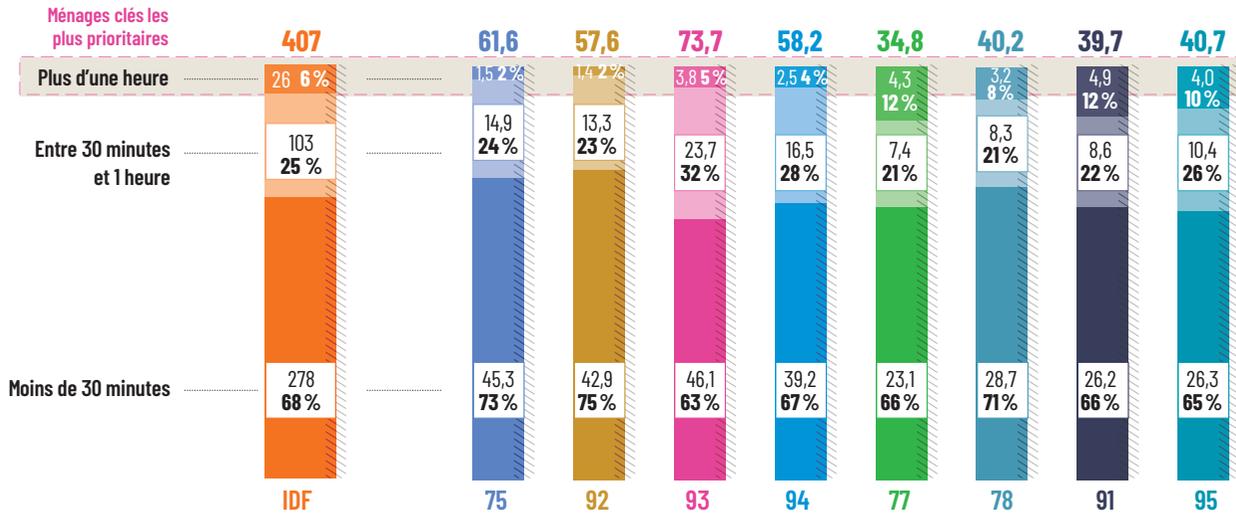
Sur les 1,16 million de ménages clés éligibles d'Île-de-France, le scénario minimal n'en retient que 406 559 prioritaires contre 647 367 pour le scénario intermédiaire et 707 308 pour le scénario maximal.

1,16 million
de ménages clés éligibles au logement social

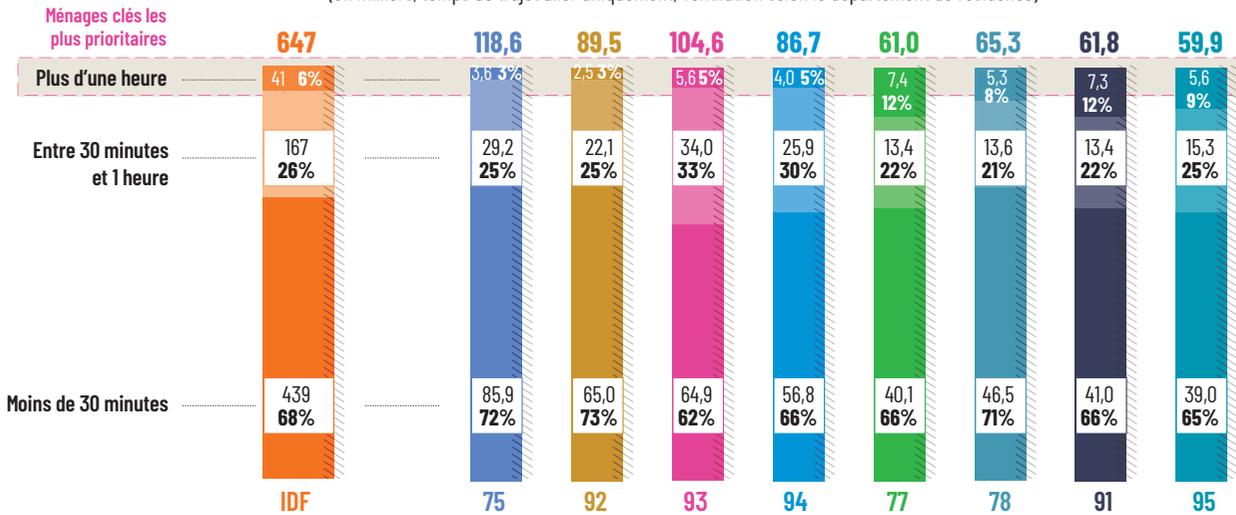
*88 % d'entre eux éligibles au PLAI, PLUS, PLS

*12 % éligibles au PLI

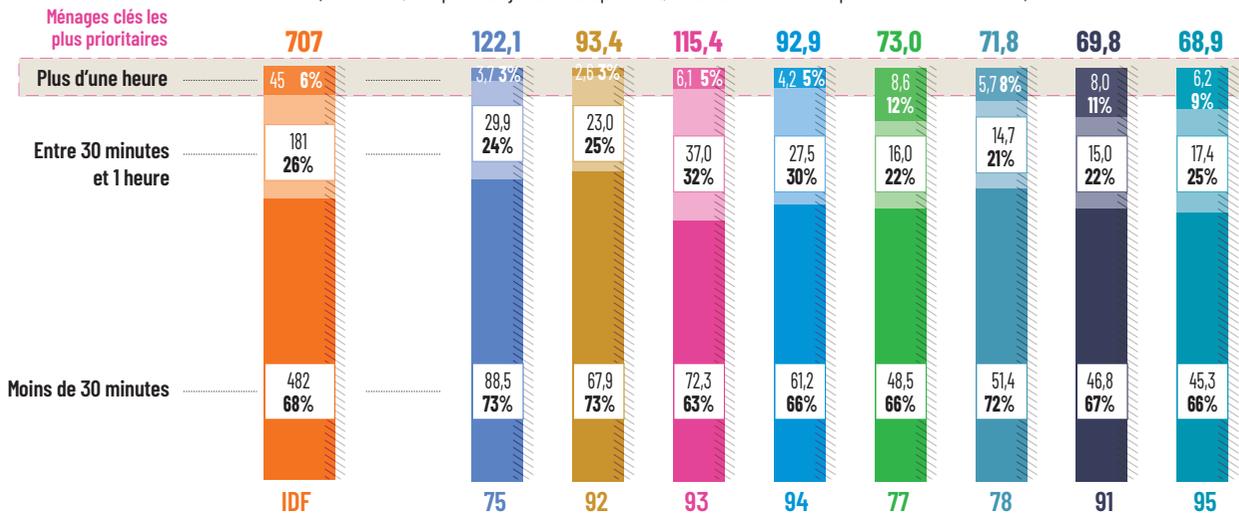
Graphique 18 : Scénario minimal : répartition des ménages clés éligibles prioritaires par temps de trajet domicile-travail
(en milliers, temps de trajet aller uniquement, ventilation selon le département de résidence)



Graphique 19 : Scénario intermédiaire : répartition des ménages clés éligibles prioritaires par temps de trajet domicile-travail
(en milliers, temps de trajet aller uniquement, ventilation selon le département de résidence)



Graphique 20 : Scénario maximal : répartition des ménages clés éligibles prioritaires par temps de trajet domicile-travail
(en milliers, temps de trajet aller uniquement, ventilation selon le département de résidence)



Graphique 21 : Récapitulatif des « ménages clés éligibles les plus prioritaires » selon les 3 scénarios de l'étude
(en milliers, ventilation selon le département de résidence)

| | 75 | 92 | 93 | 94 | 77 | 78 | 91 | 95 | TOTAL |
|------------------------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|---------------|
| Scénario minimal | 1 491 | 1 409 | 3 848 | 2 498 | 4 347 | 3 210 | 4 899 | 3 990 | 25 692 |
| | 6 % | 5 % | 15 % | 10 % | 17 % | 12 % | 19 % | 16 % | 100 % |
| Scénario intermédiaire | 3 550 | 2 470 | 5 601 | 3 966 | 7 424 | 5 283 | 7 300 | 5 626 | 41 221 |
| | 9 % | 6 % | 14 % | 10 % | 18 % | 13 % | 18 % | 14 % | 100 % |
| Scénario maximal | 3 669 | 2 581 | 6 053 | 4 191 | 8 573 | 5 651 | 8 014 | 6 237 | 44 968 |
| | 8 % | 6 % | 13 % | 9 % | 19 % | 13 % | 18 % | 14 % | 100 % |

NB : un détail plus fin de la répartition par département de résidence, statut d'occupation, produit et temps de trajet domicile-travail est disponible en annexe.



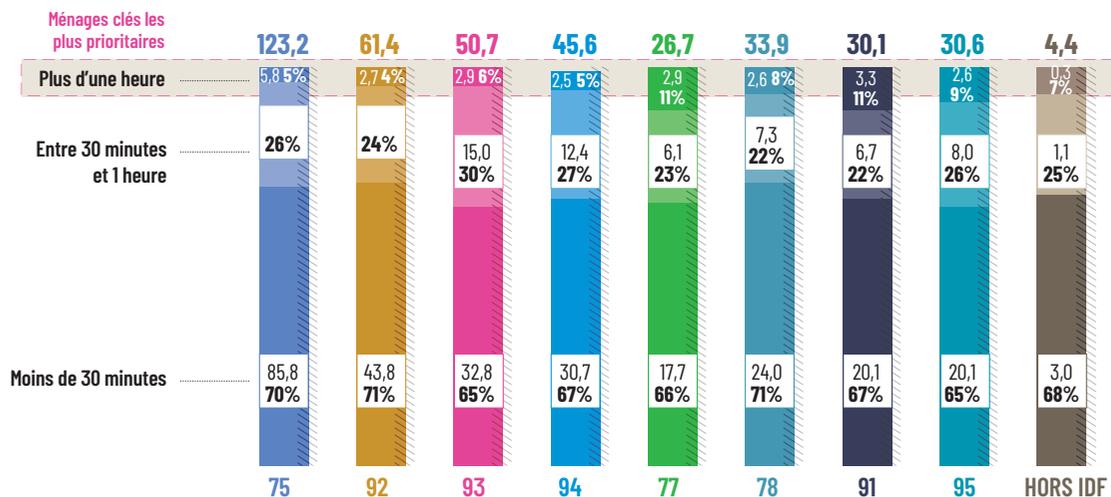
4

Le besoin en logement social en fonction du lieu de travail des ménages clés

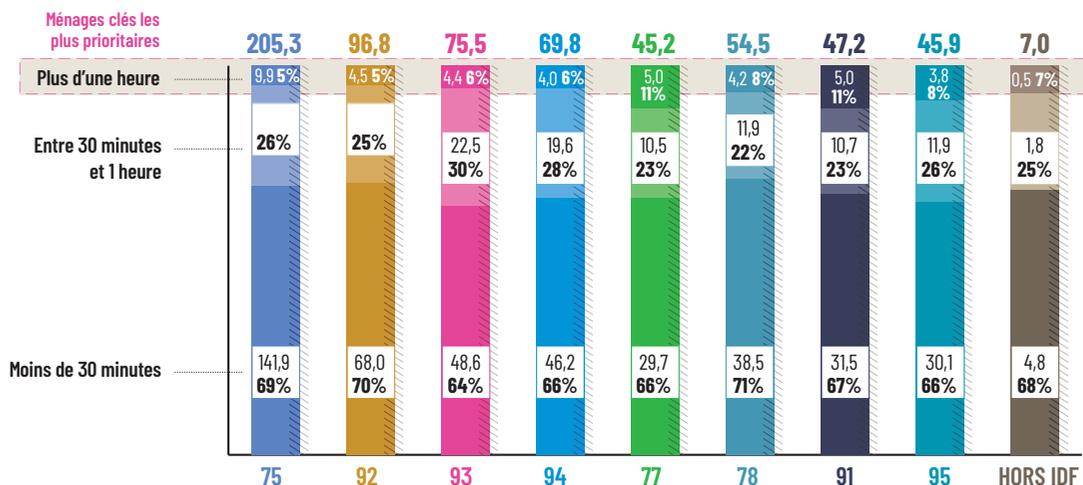
L'enjeu de cette étude réside dans l'évaluation du besoin en logement social des travailleurs clés dans la commune ou le département de leur lieu de travail, dans une logique de rapprochement de leur lieu de travail.

Les graphiques 22 à 24 détaillent donc la répartition des ménages clés prioritaires selon leur département de travail et leur temps de trajet domicile-travail, et ce pour chacun des trois scénarios.

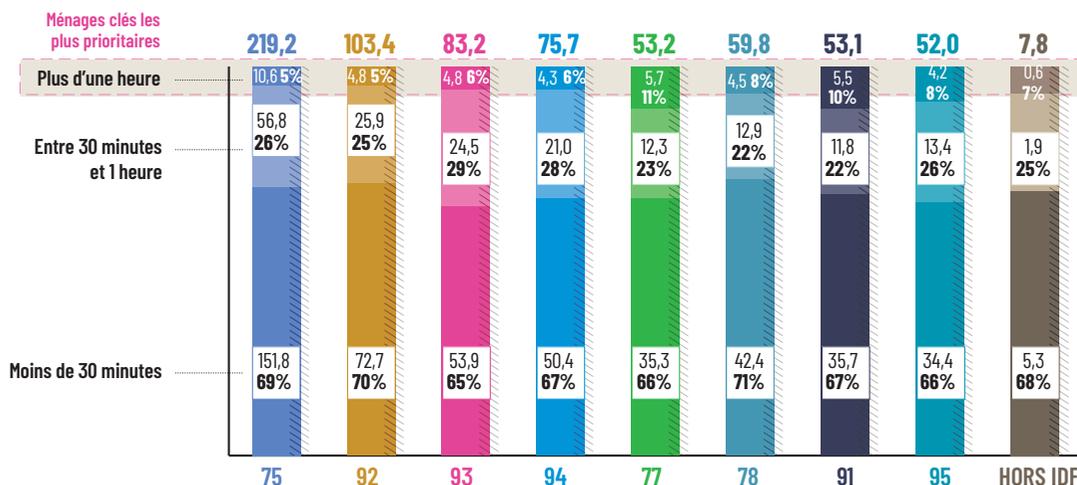
Graphique 22 : Scénario minimal : répartition des ménages clés éligibles prioritaires résidant en Île-de-France par temps de trajet domicile-travail (en milliers, temps de trajet aller uniquement, ventilation selon le département de travail)



Graphique 23 : Scénario intermédiaire : répartition des ménages clés éligibles prioritaires résidant en Île-de-France par temps de trajet domicile-travail (en milliers, temps de trajet aller uniquement, ventilation selon le département de travail)



Graphique 24 : Scénario maximal : répartition des ménages clés éligibles prioritaires résidant en Île-de-France par temps de trajet domicile-travail (en milliers, temps de trajet aller uniquement, ventilation selon le département de travail)



En conclusion, ce sont donc 26 à 45 000 ménages clés (selon les scénarios) qui sont jugés les plus prioritaires dans l'attribution à un logement social en Île-de-France. Ces ménages, au-delà du fait d'exercer une profession clé, ont des ressources, un statut d'occupation et un temps de trajet domicile-travail qui font qu'ils sont les premiers à nécessiter à un logement social.

En effet, on rappelle ici que ces ménages font partie i) du parc locatif social avec une éligibilité PLAI/PLUS/PLS (tous scénarios) ii) du parc locatif privé avec une éligibilité PLAI (scénario minimal) ou PLAI/PLUS/PLS (scénario intermédiaire et maximal) et iii) des propriétaires mais avec une éligibilité PLAI uniquement (scénario maximal). Par ailleurs, tous ont un temps de trajet domicile-travail très important (plus d'une heure - aller uniquement).

Si on retient le scénario minimal, les besoins en logements sociaux des ménages clés les plus prioritaires d'Île-de-France représentent l'équivalent d'une année d'agréments de logements sociaux dans la région, soit 28 000 logements (données 2018 et 2019). Si on considère les scénarios intermédiaire ou maximal, il faudrait plutôt 1,5 année d'agréments pour satisfaire les besoins des ménages clés les plus prioritaires.

Dans une logique de rapprochement du lieu de travail, on le voit assez nettement dans le tableau récapitulatif ci-dessous, c'est le département de Paris qui devrait concentrer la plus grande part des attributions à destination des ménages clés dans la région (entre 22 et 24 % selon les scénarios). Tous les autres départements de la région concentrent environ le même nombre de « ménages clés éligibles les plus prioritaires », à savoir entre 9 et 13 % selon les scénarios. Soit environ deux fois moins que Paris.

Graphique 25 : Récapitulatif des « ménages clés éligibles les plus prioritaires » selon les 3 scénarios de l'étude (en milliers, ventilation selon le département de travail)

| | 75 | 92 | 93 | 94 | 77 | 78 | 91 | 95 | Hors IDF | TOTAL |
|------------------------|--------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|----------|---------------|
| Scénario minimal | 5 780 | 2 721 | 2 897 | 2 495 | 2 945 | 2 574 | 3 335 | 2 631 | 314 | 25 692 |
| | 22 % | 11 % | 11 % | 10 % | 11 % | 10 % | 13 % | 10 % | 1 % | 100 % |
| Scénario intermédiaire | 9 885 | 4 452 | 4 411 | 3 968 | 4 956 | 4 185 | 5 041 | 3 821 | 503 | 41 221 |
| | 24 % | 11 % | 11 % | 10 % | 12 % | 10 % | 12 % | 9 % | 1 % | 100 % |
| Scénario maximal | 10 621 | 4 774 | 4 808 | 4 283 | 5 681 | 4 491 | 5 539 | 4 219 | 553 | 44 968 |
| | 24 % | 11 % | 11 % | 10 % | 13 % | 10 % | 12 % | 9 % | 1 % | 100 % |

NB : un détail plus fin de la répartition par département de travail, statut d'occupation, produit et temps de trajet domicile-travail est disponible en annexe.

A minima
26 000
ménages clés
sont jugés prioritaires
pour un logement social



5

Comparaison des résultats de l'étude avec le fichier SNE



5.1. Les limites de l'exploitation du fichier SNE

Il aurait été évidemment intéressant de comparer les résultats de cette étude, c'est-à-dire la demande potentielle de logement social issue des travailleurs clés d'Île-de-France, à la demande réelle issue des données du fichier SNE.

Malheureusement, plusieurs limites, qu'elles soient intrinsèques ou non au fichier SNE, n'ont pas permis cet exercice.

Tout d'abord, la notion de profession n'est pas ou très peu renseignée dans le formulaire CERFA mis à la disposition des demandeurs.

Par ailleurs, quand bien même la profession serait renseignée, les réponses ne seraient pas

uniformisées puisqu'il s'agit d'un champ libre où le demandeur peut entrer le libellé de son choix. Preuve de l'inusité de ce champ, il devrait d'ailleurs disparaître dans la prochaine version du CERFA.

Enfin, une dernière approche par le numéro SIRET de l'employeur aurait pu donner des indications quant au secteur d'activité du demandeur. Malheureusement, ce champ n'est pas mieux renseigné que celui de la profession, ce qui rend impossible son exploitation.

En conclusion, on se rend bien compte qu'une comparaison avec le fichier SNE, même grossière, est impossible sous l'angle de la profession.

5.2. La demande de logement social et les motifs professionnels

L'exploitation du SNE permet tout de même de mener quelques analyses intéressantes au sujet des motivations professionnelles dans la demande puis l'attribution d'un logement social.

En effet, chaque demandeur doit faire figurer dans son dossier au moins un motif de demande parmi une liste prédéfinie de motifs potentiels, ces motifs pouvant être de nature professionnelle ou non (la liste complète des motifs est disponible en annexe). Parmi les motifs que le demandeur peut cocher, trois d'entre eux sont de nature professionnelle : « mutation professionnelle », « rapprochement du lieu de travail » et « mobilité professionnelle ».

Sur les 736 249 demandeurs dont le premier choix de localisation est en Île-de-France (stock au 31/12/2019), seuls 110 001 ont évoqué l'un de ces trois motifs, soit 15 % d'entre eux seulement. La profession

n'est donc pas aujourd'hui un des motifs principaux qui engendrent une demande de logement social.

Par ailleurs, sur les 74 207 attributaires d'un logement social en Île-de-France sur l'année 2019, seuls 11 220 ont évoqués l'un des trois motifs professionnels dans leur dossier de demande, soit 15 % d'entre eux seulement. Ce pourcentage étant le même qu'au sein des demandeurs, on en conclut que le motif professionnel ne vient pas renforcer le taux de succès potentiel d'une demande, et ce quel que soit le département d'Île-de-France (modulo de très légères variations).

Enfin, on remarque une légère sous-représentation du motif professionnel en Seine-Saint-Denis. En effet, seuls 11 % des demandeurs et 12 % des attributaires ont évoqué un motif professionnel contre 15 % au niveau de la région.

Graphique 26 : Demandeurs au 31 décembre 2019

| | 75 | 92 | 93 | 94 | 77 | 78 | 91 | 95 | IDF |
|---|---------|--------|--------|--------|---------|---------|--------|--------|----------------|
| Total demandeurs | 184 787 | 54 525 | 57 593 | 53 975 | 107 529 | 118 151 | 94 074 | 65 615 | 736 249 |
| Au moins un des trois motifs professionnels évoqués | 30 571 | 8 287 | 9 785 | 8 435 | 18 162 | 12 715 | 13 351 | 8 695 | 110 001 |
| % | 17 % | 15 % | 17 % | 16 % | 17 % | 11 % | 14 % | 13 % | 15 % |

Source : SNE, demandeurs dont le premier choix de localisation est en Île-de-France, stock au 31 décembre 2019, données arrêtées au 29 mai 2020

Graphique 27 : Attributaires de l'année 2019

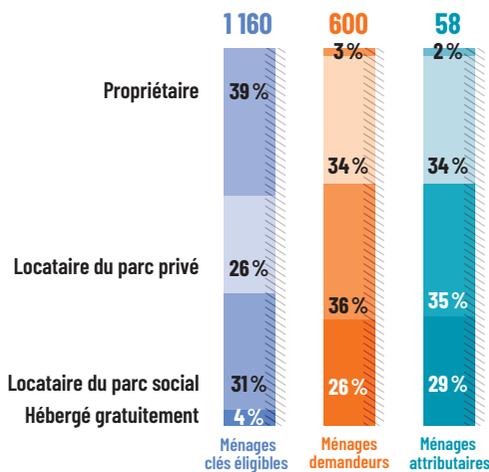
| | 75 | 92 | 93 | 94 | 77 | 78 | 91 | 95 | IDF |
|---|--------|-------|-------|-------|--------|--------|-------|-------|---------------|
| Total attributaires | 10 226 | 8 320 | 8 619 | 8 445 | 10 143 | 12 102 | 8 928 | 7 424 | 74 207 |
| Au moins un des trois motifs professionnels évoqués | 1 730 | 1 259 | 1 567 | 1 312 | 1 582 | 1 452 | 1 310 | 1 008 | 11 220 |
| % | 17 % | 15 % | 18 % | 16 % | 16 % | 12 % | 15 % | 14 % | 15 % |

Source : SNE, attributaires d'un logement en Île-de-France, attributions de l'année 2019, données arrêtées au 29 mai 2020

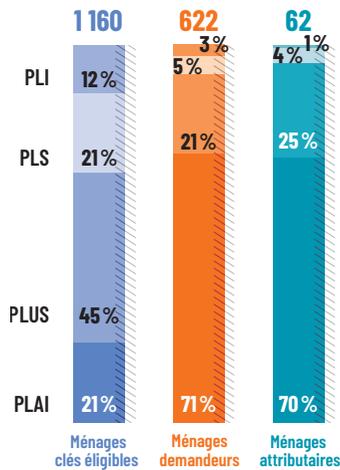
5.3. La comparaison du profil type des demandeurs et des attributaires avec celui des ménages clés éligibles

Enfin, la dernière analyse qui peut être menée avec le SNE dans le cadre de cette étude est une comparaison du profil type des ménages demandeurs / attributaires (2019) avec celui des ménages clés éligibles issus de cette étude (2016).

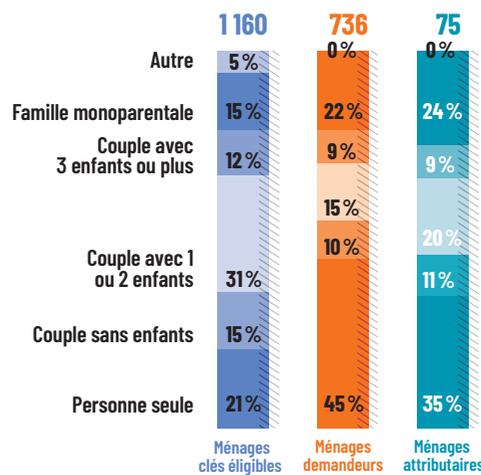
Cette comparaison, qui ne peut donc pas prendre en compte la profession côté SNE (comme expliqué plus haut), concerne 4 critères : le statut d'occupation, le produit, la composition familiale et l'âge du demandeur (assimilé à la personne de référence pour les ménages clés).



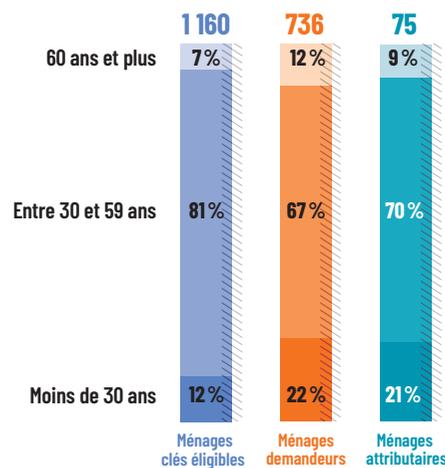
À propos du statut d'occupation, on constate sans surprise que peu de propriétaires sont demandeurs et donc attributaires d'un logement social, tandis qu'ils représentent près de 4 ménages clés éligibles sur 10. À l'inverse, les ménages hébergés gratuitement ne représentent que 4 % des ménages clés éligibles mais plus du quart des demandeurs et des attributaires.



Concernant les produits, on remarque clairement que les demandeurs et les attributaires sont pour l'essentiel des ménages éligibles au produit PLAI (70 % au moins). À l'inverse, au sein des ménages clés éligibles, seuls 21 % d'entre eux le sont. Les attributions sont donc bien, logiquement, ciblées prioritairement vers les demandeurs les plus pauvres.



Concernant cette fois la composition familiale, les ménages composés d'un seul individu et les familles monoparentales représentent environ 2/3 des demandeurs et 60 % des attributaires. À l'inverse, ils représentent à peine plus de 1/3 (36 %) des ménages clés éligibles.



Quant à l'âge du demandeur, au moins les 2/3 des personnes de référence des ménages clés éligibles, des demandeurs et des attributaires ont entre 30 et 59 ans. Cependant, environ 1/3 des demandeurs et attributaires sont âgés de moins de 30 ans ou de plus de 59 ans tandis que ces deux tranches d'âge représentent moins de 20 % des ménages clés éligibles.

NB : une comparaison plus fine par département de résidence est disponible en annexe.

A nnexes

1 Pilotage de l'étude

La présente étude, qui s'est déroulée de juillet 2020 à janvier 2021, a donné lieu à 4 comités de pilotage avec les 5 OPH membres. On rappelle ici que ceux qui ont composé ces comités de pilotage sont les Directeurs Généraux et les responsables des services de gestion locative de Paris Habitat, Hauts-de-Seine

Habitat, Seine-Saint-Denis Habitat, Plaine Commune Habitat et Valophis Habitat. Le premier comité de pilotage a eu lieu en juillet 2020, le deuxième en septembre 2020, le troisième en novembre 2020 et le dernier en janvier 2021.

2 Méthodologie de l'étude

Données mobilisées

La première complexité de l'étude a été l'impossibilité d'avoir rapidement à disposition un seul et unique fichier complet qui aurait permis de mener l'ensemble des analyses. En effet, la source de données principale étant les résultats du Recensement de la population (RP), mené en 2016 par l'INSEE, certaines données ou plutôt certains croisements de données n'étaient pas accessibles librement en raison de leur confidentialité. Il aurait alors fallu monter un dossier puis passer un oral devant le comité du secret statistique ce qui aurait retardé de plusieurs mois l'étude, avec en tout état de cause un résultat du jury totalement incertain. Il a donc plutôt été décidé de travailler sur des fichiers séparés, libres d'accès cette fois, dont nous avons croisé les données.

Sont détaillées ci-après chacune des étapes de la méthode en exposant, pour chacune, les sources utilisées et les partis-pris ou limites.

Dénombrement des travailleurs clés

Tout d'abord, il a été établi la liste de l'ensemble des « professions clés ». Pour cela, nous sommes partis de la nomenclature des professions et catégories socioprofessionnelles (PCS) définie par l'INSEE en 2003. Nous avons sélectionné 159 professions clés

parmi les 486 professions listées par l'INSEE (cf. partie 3 pour la méthode de sélection des professions clés).

Le dénombrement des travailleurs clés puis leur caractérisation a été faite grâce à l'exploitation du fichier détail INSEE « Individus localisés à la région », issu du RP 2016, et seul fichier qui référence la profession des individus en 486 postes. On considère dans cette étude qu'un travailleur clé est un actif ayant une profession clé parmi les 159 sélectionnées précédemment. Concernant les secteurs d'activité clés, on trouvera en annexe la liste des professions clés correspondantes pour chacun des 10 secteurs d'activité clés. À ce stade, une première limite de l'étude est à noter : l'approche obligatoire par le lieu de résidence et non par le lieu de travail. En effet, une approche par le lieu de travail semble plus intéressante dans la mesure où cette étude cherche à dimensionner les besoins en logements des travailleurs clés dans une logique de rapprochement de leur lieu de travail. Malheureusement, le seul fichier librement exploitable pour notre étude, à savoir le fichier détail « Individus localisés à la région », ne donne aucune information précise sur le lieu de travail et se limite uniquement au département de résidence. Cependant, une méthode de passage du lieu de résidence au lieu de travail sera proposée plus loin dans la méthodologie.



Notion de ménage clé

Une fois ce dénombrement des travailleurs clés terminé, nous les avons regroupés par ménage, appelés « ménages clés » dans cette étude. On considère qu'un ménage clé est un ménage dont la personne de référence et/ou son conjoint (si conjoint il y a) est un travailleur clé. Toujours grâce au fichier détail INSEE « Individus localisés à la région », nous avons pu dénombrer puis caractériser ces ménages clés selon 3 catégories : les ménages mono-clé, les ménages clé / non-clé et les ménages bi-clé. Voici leur définition :

- ▣ un ménage mono-clé est un ménage où la personne de référence est un travailleur clé et n'a pas de conjoint ;
- ▣ un ménage clé / non-clé est un ménage où la personne de référence a un conjoint et où l'un est travailleur clé, l'autre non ;
- ▣ un ménage bi-clé est un ménage où la personne de référence a un conjoint et où les deux sont des travailleurs clés.

Éligibilité au logement social

Concernant ensuite l'éligibilité au logement social de chacun de ces ménages clés, il a donc fallu estimer le revenu fiscal de référence de chacun d'eux. Il a été décidé que le revenu fiscal référence de chaque ménage engloberait les revenus de la personne de référence, de son conjoint mais également de tout enfant de moins de 21 ans rattaché au ménage.

Trois principales sources de revenus ont été prises en compte dans l'étude : les revenus d'activité (ou salaire), les revenus du chômage et les revenus de la retraite. Il a été décidé de ne pas comptabiliser les autres sources de revenus potentielles (pension alimentaire, pension d'invalidité, allocation minimum vieillesse...) car marginales et difficiles à estimer.

Concernant le revenu d'activité, le salaire net imposable a été calculé pour chacune des 486 PCS, spécifiquement en région Île-de-France, et ventilé selon 15 tranches d'âge. Ces calculs ont été réalisés grâce aux données des déclarations annuelles de données sociales (DADS) de l'INSEE, de la base non-salariés de l'INSEE et des analyses issues de la collaboration entre l'INSEE et l'Observatoire des Inégalités.

Le montant de l'allocation chômage nette imposable (post CSG/CRDS et post-retraite complémentaire) a été calculé en fonction du sexe et du département de résidence puis ventilé selon 15 tranches d'âge. Ces calculs ont été réalisés grâce aux données statistiques de Pôle Emploi.

Enfin, concernant la retraite nette imposable, l'approche a été la même : son montant a été calculé en fonction du sexe et du département de résidence puis ventilé selon 8 tranches d'âge. Ces calculs ont été réalisés grâce aux données statistiques de la

Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (DREES) et de la Caisse nationale d'assurance vieillesse (CNAV).

Une fois le revenu fiscal de référence calculé pour un ménage clé donné, il est comparé à sa structure familiale et au nombre de personnes à charge du ménage afin de savoir s'il est éligible au logement social et, si oui, à quel produit en particulier (PLAI, PLUS, PLS ou PLI). Dans cette étude, on considère comme une personne à charge les enfants de moins de 21 ans, les enfants étudiants de moins de 25 ans et les ascendants non-imposables de 65 ans et plus.

Caractérisation des ménages

Les analyses de caractérisation des ménages clés éligibles selon les critères de taille du ménage, de secteur d'activité ou encore de statut d'occupation proviennent toutes de l'exploitation du fichier détail INSEE « Individus localisés à la région ». En revanche, le calcul des temps de trajet domicile-travail a fait l'objet d'une méthode plus complexe.

Comme expliqué précédemment, les données concernant les lieux de résidence et de travail sont très limitées dans le fichier détail. En effet, seuls trois critères peuvent être pris en compte mais sont loin d'être suffisants : le département de résidence, le mode de transport utilisé pour aller travailler (voiture, transport en commun, marche à pied, deux-roues...) et l'indicateur du lieu de travail (ILT). Ce dernier critère donne une indication du niveau d'éloignement de la commune de travail par rapport à la commune de résidence (même commune, autre commune mais du même département, autre commune mais de la même région, autre commune mais en métropole...).

Face à ce constat, il a été nécessaire d'exploiter un second fichier détail dénommé « Mobilités professionnelles des individus : déplacements entre commune de résidence et commune de travail », également issu du RP mené par l'INSEE en 2016. Comme son nom l'indique, ce second fichier répertorie pour chaque actif sa commune de résidence, sa commune de travail (et donc son ILT) mais aussi son mode de transport pour aller travailler.

Grâce aux informations de ce second fichier et aux API de Google Maps, nous avons pu calculer le temps de trajet (aller uniquement) entre la commune de résidence et la commune de travail de chaque actif francilien selon son mode de transport. L'analyse n'a été conduite que sur les franciliens appartenant aux catégories socioprofessionnelles « profession intermédiaire », « employé » et « ouvrier » afin de refléter au mieux le comportement des travailleurs clés. On note ici que des estimations ont dû être faites dans le cas où la commune de résidence était la même que la commune de travail.

Cette analyse a donc permis de calculer une répartition des temps de trajet domicile-travail (aller simple) en trois tranches (moins de 30 minutes ;



entre 30 minutes et une heure ; plus d'une heure) pour chaque combinaison possible entre le département de résidence, l'indicateur du lieu de travail (ILT) et le mode de transport utilisé. In fine, pour chaque ménage clé du premier fichier détail, sa pondération (IPONDI) a été répartie selon ces 3 tranches de temps de trajet en fonction de sa combinaison (à savoir, département de résidence, ILT et mode de transport). Pour cela, il a été décidé de procéder de la manière suivante :

- ❑ pour un ménage mono-clé : on retient la combinaison de la personne de référence (il n'y a pas de conjoint) ;
- ❑ pour un ménage clé / non-clé : on retient la combinaison du travailleur clé, qu'il soit personne de référence ou conjoint ;
- ❑ pour un ménage bi-clé : on retient la combinaison de la personne de référence.

Évaluation du besoin en logement social sur le lieu de travail des ménages

Enfin, la dernière étape de la méthode réside dans le passage du lieu de résidence au lieu de travail.

Comme expliqué précédemment, une approche par le lieu de travail semble en effet plus intéressante dans la mesure où cette étude cherche à dimensionner les besoins en logements des travailleurs clés dans une

logique de rapprochement de leur lieu de travail. Or, le fichier détail « Individus localisés à la région » ne donne pas plus d'information que le département de résidence. Nous avons alors dû exploiter à nouveau le second fichier détail « Mobilités professionnelles des individus : déplacements entre commune de résidence et commune de travail » afin de construire une table de passage qui ventile les actifs franciliens, pour chaque département de résidence, selon leur département de travail. Cette table est disponible en annexe. Pour coller le plus possible à la population des travailleurs clés, seules les catégories socioprofessionnelles « profession intermédiaire », « employé » et « ouvrier » ont été prises en compte dans cette ventilation (à noter que l'échantillon de données de ce second fichier détail est le même que celui utilisé par le premier fichier détail puisqu'il s'agit du RP 2016). Cette table de passage permet ainsi de ventiler une catégorie de ménages clés par département de travail, tandis qu'initialement ces ménages étaient répartis par département de résidence.

3 Les secteurs d'activité clés retenus pour la définition des travailleurs clés

| Secteur d'activité | Libellé de la profession |
|--|--|
| Agriculture | Agriculteurs sur grande exploitation de céréales-grandes cultures |
| | Agriculteurs sur grande exploitation sans orientation dominante |
| | Agriculteurs sur moyenne exploitation de céréales-grandes cultures |
| | Agriculteurs sur moyenne exploitation sans orientation dominante |
| | Agriculteurs sur petite exploitation de céréales-grandes cultures |
| | Agriculteurs sur petite exploitation sans orientation dominante |
| | Autres opérateurs et ouvriers qualifiés de l'industrie agricole et alimentaire (hors transformation des viandes) |
| | Autres ouvriers de production non qualifiés : industrie agro-alimentaire |
| | Contremaîtres et agents d'encadrement (non cadres) en agriculture, sylviculture |
| | Éleveurs de granivores et éleveurs mixtes, sur grande exploitation |
| | Éleveurs de granivores et éleveurs mixtes, sur moyenne exploitation |
| | Éleveurs de granivores et éleveurs mixtes, sur petite exploitation |
| | Éleveurs d'herbivores sur moyenne exploitation |
| | Éleveurs d'herbivores, sur grande exploitation |
| | Éleveurs d'herbivores, sur petite exploitation |
| | Ingénieurs et cadres d'étude et d'exploitation de l'agriculture, la pêche, les eaux et forêts |
| | Maîtres d'équipage de la marine marchande et de la pêche |
| | Maraîchers, horticulteurs sur moyenne exploitation |
| | Maraîchers, horticulteurs sur petite exploitation |
| | Maraîchers, horticulteurs, sur grande exploitation |
| | Marins-pêcheurs et ouvriers de l'aquaculture |
| | Ouvriers agricoles sans spécialisation particulière |
| | Ouvriers de la viticulture ou de l'arboriculture fruitière |
| | Ouvriers de l'élevage |
| | Ouvriers du maraîchage ou de l'horticulture |
| | Patrons pêcheurs et aquaculteurs, de 0 à 9 salariés |
| | Techniciens d'étude et de conseil en agriculture, eaux et forêt |
| | Techniciens d'exploitation et de contrôle de la production en agriculture, eaux et forêt |
| Viticulteurs, arboriculteurs fruitiers, sur grande exploitation | |
| Viticulteurs, arboriculteurs fruitiers, sur moyenne exploitation | |
| Viticulteurs, arboriculteurs fruitiers, sur petite exploitation | |

| Secteur d'activité | Libellé de la profession |
|--------------------------|--|
| Commerce et alimentation | Apprentis boulangers, bouchers, charcutiers |
| | Artisans bouchers, de 0 à 9 salariés |
| | Artisans boulangers, pâtisseries, de 0 à 9 salariés |
| | Artisans charcutiers, de 0 à 9 salariés |
| | Autres artisans de l'alimentation, de 0 à 9 salariés |
| | Bouchers (sauf industrie de la viande) |
| | Boulangers, pâtisseries (sauf activité industrielle) |
| | Caissiers de magasin |
| | Charcutiers (sauf industrie de la viande) |
| | Détaillants en tabac, presse et articles divers, de 0 à 9 salariés |
| | Exploitants et gérants libres de station-service, de 0 à 9 salariés |
| | Opérateurs de la transformation des viandes |
| | Ouvriers de production non qualifiés de la transformation des viandes |
| | Petits et moyens détaillants en alimentation générale, de 0 à 9 salariés |
| | Petits et moyens grossistes en alimentation, de 0 à 9 salariés |
| | Pompistes et gérants de station-service (salariés ou mandataires) |
| | Vendeurs de tabac, presse et articles divers |
| | Vendeurs en alimentation |

| Secteur d'activité | Libellé de la profession |
|---|---|
| Enseignement | Agents administratifs de la fonction publique (y.c. enseignement) |
| | Agents de service des autres établissements d'enseignement |
| | Agents de service des établissements primaires |
| | Chefs d'établissement de l'enseignement secondaire et inspecteurs |
| | Conseillers principaux d'éducation |
| | Enseignants de l'enseignement supérieur |
| | Indépendants gestionnaires d'établissements privés (enseignement, santé, social), de 0 à 9 salariés |
| | Instituteurs |
| | Maîtres auxiliaires et professeurs contractuels de l'enseignement secondaire |
| | Professeurs agrégés et certifiés de l'enseignement secondaire |
| | Professeurs de lycée professionnel |
| Professeurs d'enseignement général des collèges | |
| Professeurs des écoles | |

| Secteur d'activité | Libellé de la profession |
|--|--|
| Fonction publique | Adjoint administratifs de la fonction publique (y.c. enseignement) |
| | Autres personnels administratifs de catégorie A de l'Etat (hors Enseignement, Patrimoine, Impôts, Trésor, Douanes) |
| | Autres personnels administratifs de catégorie B de l'Etat (hors Enseignement, Patrimoine, Impôts, Trésor, Douanes) |
| | Cadres administratifs de France Télécom (statut public) |
| | Cadres de la Poste |
| | Employés de France Télécom (statut public) |
| | Employés de la Poste |
| | Ingénieurs de l'Etat (y.c. ingénieurs militaires) et assimilés |
| | Ingénieurs des collectivités locales et des hôpitaux |
| | Inspecteurs et autres personnels de catégorie A des Impôts, du Trésor et des Douanes |
| | Magistrats |
| | Personnels administratifs de catégorie A des collectivités locales et hôpitaux publics (hors Enseignement, Patrimoine) |
| | Personnels administratifs de catégorie B des collectivités locales et des hôpitaux (hors Enseignement, Patrimoine) |
| | Personnels de direction de la fonction publique (Etat, collectivités locales, hôpitaux) |
| | Personnes exerçant un mandat politique ou syndical |
| | Professions intermédiaires administratives de France Télécom (statut public) |
| Professions intermédiaires de la Poste | |

| Secteur d'activité | Libellé de la profession |
|--|---|
| Industrie de l'eau, de l'énergie et de l'environnement | Agents de maîtrise et techniciens en production et distribution d'énergie, eau, chauffage |
| | Ingénieurs et cadres de la production et de la distribution d'énergie, eau |
| | Ingénieurs et cadres d'étude, recherche et développement en électricité, électronique |
| | Ingénieurs et cadres techniques de l'environnement |
| | Mécaniciens qualifiés de maintenance, entretien : équipements industriels |
| | Ouvriers non qualifiés divers de type industriel |
| | Ouvriers qualifiés des autres industries (eau, gaz, énergie, chauffage) |
| | Pilotes d'installation lourde des industries de transformation : agroalimentaire, chimie, plasturgie, énergie |
| | Techniciens de l'environnement et du traitement des pollutions |

| Secteur d'activité | Libellé de la profession |
|--------------------|---|
| Propreté | Agents de service de la fonction publique (sauf écoles, hôpitaux) |
| | Conducteurs de véhicule de ramassage des ordures ménagères |
| | Nettoyeurs |
| | Ouvriers non qualifiés de l'assainissement et du traitement des déchets |
| | Ouvriers qualifiés de l'assainissement et du traitement des déchets |

| Secteur d'activité | Libellé de la profession |
|---|--|
| Santé | Agents de service hospitaliers (de la fonction publique ou du secteur privé) |
| | Aides médico-psychologiques |
| | Aides-soignants (de la fonction publique ou du secteur privé) |
| | Ambulanciers salariés (du secteur public ou du secteur privé) |
| | Autres spécialistes de la rééducation, libéraux |
| | Autres spécialistes de la rééducation, salariés |
| | Autres spécialistes de l'appareillage médical (indépendants et salariés) |
| | Auxiliaires de puériculture |
| | Cadres infirmiers et assimilés |
| | Chirurgiens dentistes (libéraux ou salariés) |
| | Infirmiers en soins généraux, salariés |
| | Infirmiers libéraux |
| | Infirmiers psychiatriques |
| | Infirmiers spécialisés (autres qu'infirmiers psychiatriques et puéricultrices) |
| | Internes en médecine, odontologie et pharmacie |
| | Masseurs-kinésithérapeutes rééducateurs, libéraux |
| | Masseurs-kinésithérapeutes rééducateurs, salariés |
| | Médecins hospitaliers sans activité libérale |
| | Médecins libéraux généralistes |
| | Médecins libéraux spécialistes |
| | Médecins salariés non hospitaliers |
| Opticiens lunetiers et audioprothésistes (indépendants et salariés) | |
| Pharmaciens libéraux | |
| Pharmaciens salariés | |
| Préparateurs en pharmacie | |
| Psychologues, psychanalystes, psychothérapeutes (non médecins) | |
| Puéricultrices | |
| Sages-femmes (libérales ou salariées) | |
| Techniciens médicaux | |

| Secteur d'activité | Libellé de la profession |
|--------------------|--|
| Sécurité | Adjudants-chefs, adjudants et sous-officiers de rang supérieur de l'Armée et de la Gendarmerie |
| | Agents civils de sécurité et de surveillance |
| | Agents de police de l'Etat |
| | Agents des polices municipales |
| | Gendarmes (de grade inférieur à adjudant) |
| | Hommes du rang (sauf pompiers militaires) |
| | Inspecteurs et officiers de police |
| | Officiers des Armées et de la Gendarmerie (sauf officiers généraux) |
| | Pompiers (y.c. pompiers militaires) |
| | Sergents et sous-officiers de grade équivalent des Armées (sauf pompiers militaires) |
| | Surveillants de l'administration pénitentiaire |

| Secteur d'activité | Libellé de la profession |
|--------------------|--|
| Social | Aides à domicile, aides ménagères, travailleuses familiales |
| | Assistants maternelles, gardiennes d'enfants, familles d'accueil |
| | Assistants de service social |
| | Cadres de l'intervention socio-éducative |
| | Conseillers en économie sociale familiale |
| | Éducateurs de jeunes enfants |
| | Éducateurs spécialisés |
| | Éducateurs techniques spécialisés, moniteurs d'atelier |
| | Moniteurs éducateurs |

| Secteur d'activité | Libellé de la profession |
|---|--|
| Transports | Agents des services commerciaux des transports de voyageurs et du tourisme |
| | Agents non qualifiés des services d'exploitation des transports |
| | Autres agents et hôtesses d'accompagnement (transports, tourisme) |
| | Autres agents et ouvriers qualifiés (sédentaires) des services d'exploitation des transports |
| | Conducteurs de taxi (salariés) |
| | Conducteurs de taxis, ambulanciers et autres artisans du transport, de 0 à 9 salariés |
| | Conducteurs de véhicule routier de transport en commun (salariés) |
| | Conducteurs routiers et grands routiers (salariés) |
| | Contrôleurs des transports (personnels roulants) |
| | Hôtesses de l'air et stewards |
| | Ingénieurs du contrôle de la navigation aérienne |
| | Ingénieurs et cadres techniques de l'exploitation des transports |
| | Officiers et cadres navigants techniques et commerciaux de l'aviation civile |
| | Responsables commerciaux et administratifs des transports de marchandises (non cadres) |
| | Responsables commerciaux et administratifs des transports de voyageurs et du tourisme (non cadres) |
| Responsables d'exploitation des transports de voyageurs et de marchandises (non cadres) | |

4 La répartition détaillée des travailleurs clés par département et par profession clé

| Profession clé | 75 | 92 | 93 | 94 | 77 | 78 | 91 | 95 | Total IDF |
|--|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|----------------|
| Adjoints administratifs de la fonction publique (y.c. enseignement) | 14 509 | 14 200 | 17 443 | 17 040 | 17 203 | 13 309 | 14 488 | 11 968 | 120 161 |
| Professeurs des écoles | 10 219 | 9 407 | 8 317 | 8 727 | 10 351 | 10 351 | 8 984 | 8 909 | 75 266 |
| Assistantes maternelles, gardiennes d'enfants, familles d'accueil | 9 695 | 11 121 | 9 014 | 7 616 | 9 056 | 9 248 | 8 504 | 8 286 | 72 541 |
| Professeurs agrégés et certifiés de l'enseignement secondaire | 16 582 | 7 701 | 7 618 | 7 993 | 8 467 | 9 040 | 7 238 | 6 741 | 71 379 |
| Infirmiers en soins généraux, salariés | 8 273 | 6 801 | 6 758 | 8 373 | 9 393 | 7 492 | 8 040 | 6 996 | 62 126 |
| Aides à domicile, aides ménagères, travailleuses familiales | 7 641 | 7 619 | 10 929 | 7 306 | 6 951 | 7 309 | 6 090 | 6 653 | 60 497 |
| Nettoyeurs | 8 390 | 5 747 | 14 641 | 6 530 | 5 042 | 5 361 | 5 713 | 6 668 | 58 091 |
| Autres personnels administratifs de catégorie A de l'Etat (hors Enseignement, Patrimoine, Impôts, Trésor, Douanes) | 20 886 | 8 704 | 3 893 | 7 093 | 3 660 | 5 494 | 4 513 | 2 498 | 56 740 |
| Aides-soignants (de la fonction publique ou du secteur privé) | 4 720 | 5 475 | 8 757 | 7 699 | 9 288 | 5 701 | 7 670 | 7 370 | 56 680 |
| Agents de service de la fonction publique (sauf écoles, hôpitaux) | 5 935 | 6 387 | 10 091 | 7 671 | 6 593 | 5 679 | 6 675 | 6 266 | 55 297 |
| Agents civils de sécurité et de surveillance | 6 733 | 5 370 | 11 419 | 6 239 | 5 613 | 4 600 | 5 387 | 6 614 | 51 974 |
| Autres personnels administratifs de catégorie B de l'Etat (hors Enseignement, Patrimoine, Impôts, Trésor, Douanes) | 9 844 | 6 352 | 5 135 | 6 856 | 5 629 | 6 213 | 5 498 | 3 949 | 49 476 |
| Personnels administratifs de catégorie B des collectivités locales et des hôpitaux (hors Enseignement, Patrimoine) | 4 954 | 4 791 | 5 255 | 5 571 | 5 891 | 4 646 | 4 983 | 4 390 | 40 480 |
| Caissiers de magasin | 4 557 | 4 132 | 7 310 | 4 750 | 5 550 | 4 304 | 4 384 | 4 782 | 39 768 |
| Personnels administratifs de catégorie A des collectivités locales et hôpitaux publics (hors Enseignement, Patrimoine) | 8 638 | 5 543 | 3 992 | 4 476 | 4 060 | 4 355 | 3 718 | 3 465 | 38 248 |
| Agents de service hospitaliers (de la fonction publique ou du secteur privé) | 3 212 | 3 872 | 5 908 | 4 626 | 5 340 | 4 244 | 4 908 | 4 430 | 36 541 |
| Conducteurs routiers et grands routiers (salariés) | 1 711 | 2 072 | 5 643 | 3 755 | 6 455 | 3 487 | 4 928 | 4 610 | 32 659 |
| Agents de service des établissements primaires | 2 939 | 3 468 | 5 023 | 3 756 | 4 032 | 3 758 | 3 444 | 3 937 | 30 356 |
| Agents de police de l'Etat | 2 771 | 3 000 | 2 149 | 3 762 | 6 689 | 3 366 | 4 357 | 3 541 | 29 637 |
| Enseignants de l'enseignement supérieur | 14 076 | 3 756 | 1 714 | 2 994 | 1 004 | 2 187 | 2 590 | 1 111 | 29 430 |
| Auxiliaires de puériculture | 2 576 | 3 861 | 4 174 | 3 792 | 3 463 | 3 236 | 3 143 | 2 957 | 27 202 |
| Vendeurs en alimentation | 4 076 | 2 785 | 4 913 | 3 494 | 3 359 | 2 814 | 2 807 | 2 763 | 27 011 |
| Conducteurs de véhicule routier de transport en commun (salariés) | 989 | 2 282 | 4 344 | 2 941 | 4 225 | 2 953 | 3 250 | 3 195 | 24 178 |
| Médecins hospitaliers sans activité libérale | 9 258 | 3 692 | 1 470 | 3 025 | 1 339 | 1 957 | 1 486 | 1 321 | 23 547 |
| Ingénieurs et cadres d'étude, recherche et développement en électricité, électronique | 3 953 | 5 023 | 968 | 1 769 | 1 299 | 4 131 | 2 852 | 1 888 | 21 884 |
| Surveillants et aides-éducateurs des établissements d'enseignement | 3 671 | 2 590 | 3 243 | 2 781 | 2 317 | 2 429 | 2 185 | 1 964 | 21 178 |
| Employés de la Poste | 2 048 | 2 966 | 3 399 | 2 246 | 2 861 | 2 029 | 2 468 | 2 555 | 20 572 |

| Profession clé | 75 | 92 | 93 | 94 | 77 | 78 | 91 | 95 | Total IDF |
|--|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|---------------|
| Responsables commerciaux et administratifs des transports de voyageurs et du tourisme (non cadres) | 2 789 | 2 338 | 2 537 | 2 425 | 3 311 | 1 831 | 2 522 | 2 243 | 19 995 |
| Éducateurs spécialisés | 2 634 | 2 064 | 2 372 | 2 239 | 3 072 | 2 390 | 2 997 | 2 163 | 19 931 |
| Conducteurs de taxis, ambulanciers et autres artisans du transport, de 0 à 9 salariés | 1 782 | 2 156 | 3 650 | 2 452 | 2 073 | 1 439 | 1 463 | 2 431 | 17 447 |
| Psychologues, psychanalystes, psychothérapeutes (non médecins) | 5 840 | 2 130 | 1 108 | 1 471 | 1 036 | 1 438 | 968 | 887 | 14 879 |
| Techniciens médicaux | 1 698 | 1 586 | 1 680 | 2 135 | 1 923 | 1 865 | 2 126 | 1 793 | 14 806 |
| Agents de service des autres établissements d'enseignement | 1 716 | 1 456 | 2 041 | 1 637 | 2 448 | 1 599 | 1 803 | 1 558 | 14 258 |
| Médecins libéraux généralistes | 4 214 | 2 177 | 899 | 1 745 | 1 125 | 1 560 | 1 105 | 1 027 | 13 853 |
| Assistants de service social | 2 192 | 1 501 | 1 631 | 1 816 | 1 676 | 1 492 | 1 819 | 1 312 | 13 439 |
| Professeurs d'enseignement général des collèges | 2 975 | 1 412 | 1 727 | 1 745 | 1 479 | 1 493 | 1 176 | 1 177 | 13 184 |
| Ouvriers non qualifiés divers de type industriel | 1 225 | 1 260 | 3 272 | 1 433 | 1 647 | 1 196 | 1 099 | 1 515 | 12 646 |
| Ingénieurs de l'Etat (y.c. ingénieurs militaires) et assimilés | 3 587 | 2 019 | 736 | 1 479 | 579 | 1 283 | 1 274 | 408 | 11 365 |
| Boulangers, pâtisseries (sauf activité industrielle) | 1 427 | 1 431 | 1 804 | 1 271 | 1 363 | 1 303 | 1 387 | 1 286 | 11 272 |
| Responsables d'exploitation des transports de voyageurs et de marchandises (non cadres) | 807 | 774 | 1 490 | 1 218 | 2 542 | 828 | 1 760 | 1 375 | 10 795 |
| Personnels de direction de la fonction publique (Etat, collectivités locales, hôpitaux) | 5 086 | 1 351 | 429 | 906 | 601 | 1 189 | 474 | 463 | 10 499 |
| Cadres infirmiers et assimilés | 1 683 | 1 356 | 931 | 1 415 | 1 282 | 1 456 | 1 267 | 1 047 | 10 437 |
| Ingénieurs et cadres techniques de l'exploitation des transports | 2 305 | 1 399 | 746 | 1 064 | 1 559 | 957 | 1 304 | 1 067 | 10 401 |
| Autres spécialistes de la rééducation, libéraux | 2 427 | 1 545 | 586 | 1 179 | 1 161 | 1 537 | 1 080 | 862 | 10 378 |
| Agents des services commerciaux des transports de voyageurs et du tourisme | 1 354 | 1 079 | 1 884 | 1 189 | 1 526 | 695 | 1 237 | 1 240 | 10 204 |
| Médecins libéraux spécialistes | 3 965 | 1 944 | 350 | 1 244 | 529 | 929 | 607 | 468 | 10 036 |
| Pharmaciens salariés | 2 766 | 2 103 | 503 | 1 198 | 632 | 1 177 | 909 | 627 | 9 915 |
| Préparateurs en pharmacie | 821 | 1 211 | 1 330 | 1 187 | 1 450 | 1 286 | 1 222 | 1 228 | 9 734 |
| Masseurs-kinésithérapeutes rééducateurs, libéraux | 2 298 | 1 631 | 572 | 1 125 | 840 | 1 106 | 862 | 799 | 9 234 |
| Mécaniciens qualifiés de maintenance, entretien : équipements industriels | 607 | 613 | 1 220 | 942 | 1 754 | 1 338 | 1 364 | 1 368 | 9 207 |
| Aides médico-psychologiques | 592 | 600 | 911 | 936 | 1 906 | 1 082 | 1 747 | 1 124 | 8 899 |
| Chirurgiens dentistes (libéraux ou salariés) | 3 268 | 1 603 | 334 | 1 105 | 519 | 859 | 530 | 419 | 8 638 |
| Internes en médecine, odontologie et pharmacie | 4 943 | 1 073 | 525 | 986 | 168 | 265 | 228 | 250 | 8 439 |
| Agents administratifs de la fonction publique (y.c. enseignement) | 1 368 | 1 293 | 1 133 | 964 | 920 | 1 099 | 789 | 866 | 8 431 |
| Gendarmes (de grade inférieur à adjudant) | 1 259 | 974 | 890 | 1 139 | 833 | 1 655 | 737 | 717 | 8 204 |
| Hommes du rang (sauf pompiers militaires) | 1 082 | 1 107 | 522 | 988 | 893 | 1 362 | 1 528 | 474 | 7 956 |
| Cadres de l'intervention socio-éducative | 1 612 | 1 030 | 839 | 853 | 849 | 845 | 928 | 808 | 7 764 |
| Hôtesse de l'air et stewards | 1 674 | 906 | 575 | 1 196 | 1 223 | 481 | 897 | 596 | 7 548 |
| Pompiers (y.c. pompiers militaires) | 800 | 512 | 865 | 891 | 1 399 | 988 | 1 003 | 822 | 7 280 |
| Ingénieurs des collectivités locales et des hôpitaux | 1 687 | 934 | 735 | 984 | 704 | 883 | 749 | 514 | 7 189 |
| Agents non qualifiés des services d'exploitation des transports | 445 | 507 | 1 514 | 965 | 1 397 | 390 | 1 055 | 910 | 7 182 |
| Ouvriers non qualifiés de l'assainissement et du traitement des déchets | 1 134 | 487 | 1 817 | 839 | 801 | 476 | 795 | 765 | 7 115 |
| Officiers des Armées et de la Gendarmerie (sauf officiers généraux) | 1 585 | 1 328 | 397 | 615 | 495 | 1 476 | 701 | 285 | 6 881 |
| Infirmiers libéraux | 878 | 689 | 859 | 714 | 1 239 | 676 | 795 | 878 | 6 728 |
| Opticiens lunetiers et audioprothésistes (indépendants et salariés) | 1 262 | 1 105 | 716 | 889 | 742 | 671 | 749 | 589 | 6 723 |
| Autres spécialistes de la rééducation, salariés | 1 526 | 891 | 545 | 781 | 768 | 942 | 652 | 480 | 6 584 |
| Éducateurs de jeunes enfants | 754 | 869 | 747 | 765 | 770 | 690 | 775 | 596 | 5 966 |
| Maîtres auxiliaires et professeurs contractuels de l'enseignement secondaire | 1 372 | 880 | 574 | 764 | 510 | 652 | 595 | 517 | 5 864 |
| Professions intermédiaires de la Poste | 753 | 624 | 742 | 692 | 892 | 743 | 785 | 615 | 5 847 |
| Agents de maîtrise et techniciens en production et distribution d'énergie, eau, chauffage | 477 | 661 | 610 | 656 | 1 061 | 812 | 649 | 885 | 5 810 |
| Autres opérateurs et ouvriers qualifiés de l'industrie agricole et alimentaire (hors transformation des viandes) | 900 | 491 | 1 331 | 629 | 635 | 510 | 619 | 593 | 5 707 |
| Chefs d'établissement de l'enseignement secondaire et inspecteurs | 1 168 | 634 | 639 | 660 | 678 | 572 | 560 | 547 | 5 457 |
| Inspecteurs et autres personnels de catégorie A des Impôts, du Trésor et des Douanes | 1 591 | 654 | 477 | 991 | 551 | 393 | 275 | 386 | 5 318 |
| Ambulanciers salariés (du secteur public ou du secteur privé) | 264 | 415 | 1 015 | 738 | 1 021 | 519 | 552 | 650 | 5 173 |

| Profession clé | 75 | 92 | 93 | 94 | 77 | 78 | 91 | 95 | Total IDF |
|---|-------|-----|-------|-----|-------|-----|-------|-----|--------------|
| Conducteurs de taxi (salariés) | 635 | 752 | 1 346 | 749 | 354 | 294 | 416 | 612 | 5 158 |
| Pharmaciens libéraux | 1 217 | 968 | 301 | 670 | 427 | 550 | 539 | 462 | 5 134 |
| Vendeurs de tabac, presse et articles divers | 847 | 537 | 738 | 643 | 524 | 595 | 489 | 554 | 4 926 |
| Médecins salariés non hospitaliers | 1 883 | 909 | 258 | 412 | 230 | 562 | 257 | 231 | 4 743 |
| Autres agents et ouvriers qualifiés (sédentaires) des services d'exploitation des transports | 339 | 425 | 868 | 691 | 884 | 288 | 706 | 494 | 4 694 |
| Bouchers (sauf industrie de la viande) | 475 | 413 | 1 003 | 461 | 634 | 567 | 563 | 486 | 4 601 |
| Adjutants-chefs, adjutants et sous-officiers de rang supérieur de l'Armée et de la Gendarmerie | 858 | 751 | 427 | 544 | 380 | 946 | 423 | 245 | 4 572 |
| Cadres de la Poste | 790 | 654 | 460 | 622 | 537 | 617 | 508 | 344 | 4 532 |
| Artisans boulangers, pâtisseries, de 0 à 9 salariés | 789 | 409 | 657 | 554 | 555 | 579 | 498 | 413 | 4 454 |
| Puéricultrices | 676 | 611 | 478 | 443 | 478 | 583 | 554 | 405 | 4 229 |
| Officiers et cadres navigants techniques et commerciaux de l'aviation civile | 941 | 521 | 163 | 597 | 694 | 491 | 488 | 277 | 4 173 |
| Professeurs de lycée professionnel | 637 | 322 | 484 | 442 | 632 | 479 | 589 | 586 | 4 172 |
| Agents des polices municipales | 137 | 310 | 386 | 492 | 929 | 543 | 613 | 638 | 4 047 |
| Cadres administratifs de France Télécom (statut public) | 814 | 827 | 267 | 533 | 355 | 546 | 367 | 314 | 4 024 |
| Sages-femmes (libérales ou salariées) | 902 | 586 | 348 | 446 | 383 | 572 | 414 | 322 | 3 973 |
| Infirmiers spécialisés (autres qu'infirmiers psychiatriques et puéricultrices) | 668 | 547 | 289 | 442 | 552 | 403 | 385 | 387 | 3 674 |
| Ingénieurs et cadres de la production et de la distribution d'énergie, eau | 996 | 748 | 195 | 322 | 269 | 572 | 218 | 317 | 3 638 |
| Apprentis boulangers, bouchers, charcutiers | 431 | 367 | 272 | 365 | 709 | 529 | 366 | 436 | 3 475 |
| Masseurs-kinésithérapeutes rééducateurs, salariés | 867 | 485 | 282 | 399 | 351 | 467 | 329 | 240 | 3 419 |
| Conseillers principaux d'éducation | 650 | 433 | 410 | 311 | 449 | 416 | 322 | 366 | 3 357 |
| Surveillants de l'administration pénitentiaire | 88 | 129 | 119 | 546 | 604 | 381 | 1 258 | 199 | 3 323 |
| Conseillers en économie sociale familiale | 563 | 352 | 319 | 388 | 452 | 411 | 407 | 299 | 3 191 |
| Détaillants en tabac, presse et articles divers, de 0 à 9 salariés | 576 | 420 | 383 | 449 | 327 | 296 | 310 | 317 | 3 078 |
| Indépendants gestionnaires d'établissements privés (enseignement, santé, social), de 0 à 9 salariés | 599 | 405 | 295 | 292 | 338 | 419 | 301 | 280 | 2 928 |
| Moniteurs éducateurs | 176 | 231 | 313 | 364 | 551 | 396 | 480 | 376 | 2 887 |
| Petits et moyens détaillants en alimentation générale, de 0 à 9 salariés | 487 | 369 | 540 | 365 | 336 | 268 | 232 | 239 | 2 836 |
| Magistrats | 1 609 | 307 | 74 | 202 | 141 | 257 | 110 | 132 | 2 832 |
| Sergents et sous-officiers de grade équivalent des Armées (sauf pompiers militaires) | 325 | 460 | 136 | 309 | 299 | 570 | 350 | 227 | 2 675 |
| Ingénieurs et cadres techniques de l'environnement | 587 | 481 | 120 | 276 | 212 | 388 | 318 | 199 | 2 582 |
| Inspecteurs et officiers de police | 448 | 342 | 167 | 354 | 355 | 341 | 317 | 201 | 2 525 |
| Autres agents et hôtesses d'accompagnement (transports, tourisme) | 801 | 253 | 380 | 216 | 219 | 204 | 238 | 189 | 2 499 |
| Responsables commerciaux et administratifs des transports de marchandises (non cadres) | 155 | 136 | 435 | 195 | 604 | 143 | 315 | 514 | 2 497 |
| Autres spécialistes de l'appareillage médical (indépendants et salariés) | 359 | 341 | 272 | 273 | 298 | 323 | 281 | 204 | 2 351 |
| Employés de France Télécom (statut public) | 282 | 333 | 296 | 221 | 327 | 298 | 273 | 226 | 2 255 |
| Instituteurs | 345 | 310 | 251 | 221 | 239 | 282 | 241 | 285 | 2 174 |
| Techniciens d'étude et de conseil en agriculture, eaux et forêt | 455 | 234 | 193 | 271 | 254 | 264 | 251 | 196 | 2 119 |
| Autres ouvriers de production non qualifiés : industrie agro-alimentaire | 217 | 122 | 380 | 222 | 397 | 249 | 309 | 216 | 2 111 |
| Agriculteurs sur petite exploitation de céréales-grandes cultures | 49 | 21 | 1 | 3 | 1 189 | 256 | 354 | 92 | 1 965 |
| Techniciens de l'environnement et du traitement des pollutions | 126 | 130 | 196 | 203 | 386 | 250 | 297 | 212 | 1 800 |
| Artisans bouchers, de 0 à 9 salariés | 217 | 160 | 220 | 259 | 198 | 268 | 257 | 200 | 1 778 |
| Professions intermédiaires administratives de France Télécom (statut public) | 231 | 259 | 129 | 160 | 243 | 218 | 179 | 191 | 1 610 |
| Contrôleurs des transports (personnels roulants) | 239 | 126 | 212 | 171 | 270 | 108 | 230 | 136 | 1 492 |
| Éducateurs techniques spécialisés, moniteurs d'atelier | 84 | 133 | 199 | 147 | 328 | 194 | 218 | 187 | 1 490 |
| Ouvriers agricoles sans spécialisation particulière | 73 | 48 | 95 | 98 | 529 | 252 | 202 | 138 | 1 434 |
| Ingénieurs et cadres d'étude et d'exploitation de l'agriculture, la pêche, les eaux et forêts | 372 | 164 | 71 | 177 | 146 | 224 | 181 | 92 | 1 427 |
| Conducteurs de véhicule de ramassage des ordures ménagères | 42 | 94 | 233 | 194 | 268 | 219 | 232 | 129 | 1 412 |
| Personnes exerçant un mandat politique ou syndical | 531 | 202 | 118 | 152 | 87 | 157 | 100 | 55 | 1 402 |

| Profession clé | 75 | 92 | 93 | 94 | 77 | 78 | 91 | 95 | Total IDF |
|---|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-------------|
| Ouvriers qualifiés de l'assainissement et du traitement des déchets | 109 | 87 | 229 | 209 | 147 | 125 | 155 | 174 | 1236 |
| Ouvriers de l'élevage | 82 | 60 | 44 | 127 | 325 | 323 | 159 | 97 | 1215 |
| Petits et moyens grossistes en alimentation, de 0 à 9 salariés | 218 | 168 | 128 | 155 | 100 | 160 | 189 | 75 | 1194 |
| Techniciens d'exploitation et de contrôle de la production en agriculture, eaux et forêt | 136 | 148 | 74 | 96 | 176 | 187 | 116 | 128 | 1063 |
| Agriculteurs sur grande exploitation de céréales-grandes cultures | 27 | 12 | 0 | 8 | 570 | 154 | 122 | 161 | 1054 |
| Contremaîtres et agents d'encadrement (non cadres) en agriculture, sylviculture | 70 | 66 | 122 | 110 | 237 | 199 | 157 | 86 | 1048 |
| Ouvriers qualifiés des autres industries (eau, gaz, énergie, chauffage) | 47 | 42 | 160 | 99 | 176 | 149 | 135 | 233 | 1041 |
| Pompistes et gérants de station-service (salariés ou mandataires) | 89 | 86 | 118 | 126 | 218 | 139 | 83 | 104 | 963 |
| Autres artisans de l'alimentation, de 0 à 9 salariés | 248 | 130 | 86 | 97 | 141 | 100 | 90 | 66 | 958 |
| Agriculteurs sur petite exploitation sans orientation dominante | 59 | 18 | 19 | 36 | 282 | 121 | 105 | 62 | 703 |
| Charcutiers (sauf industrie de la viande) | 89 | 62 | 112 | 75 | 142 | 98 | 72 | 52 | 702 |
| Ouvriers du maraîchage ou de l'horticulture | 13 | 30 | 11 | 39 | 235 | 114 | 183 | 68 | 694 |
| Artisans charcutiers, de 0 à 9 salariés | 90 | 41 | 36 | 78 | 96 | 46 | 81 | 76 | 544 |
| Infirmiers psychiatriques | 38 | 50 | 47 | 68 | 62 | 65 | 89 | 66 | 483 |
| Pilotes d'installation lourde des industries de transformation : agroalimentaire, chimie, plasturgie, énergie | 6 | 12 | 22 | 25 | 137 | 23 | 33 | 130 | 388 |
| Ouvriers de production non qualifiés de la transformation des viandes | 22 | 9 | 44 | 105 | 48 | 47 | 38 | 55 | 368 |
| Opérateurs de la transformation des viandes | 16 | 12 | 49 | 66 | 65 | 9 | 55 | 57 | 330 |
| Maraîchers, horticulteurs, sur grande exploitation | 20 | 5 | 15 | 5 | 119 | 43 | 40 | 60 | 307 |
| Maraîchers, horticulteurs sur petite exploitation | 13 | 14 | 11 | 4 | 50 | 22 | 78 | 70 | 263 |
| Ingénieurs du contrôle de la navigation aérienne | 35 | 26 | 18 | 35 | 49 | 30 | 37 | 14 | 244 |
| Exploitants et gérants libres de station-service, de 0 à 9 salariés | 0 | 24 | 41 | 16 | 59 | 9 | 16 | 46 | 209 |
| Ouvriers de la viticulture ou de l'arboriculture fruitière | 13 | 0 | 10 | 0 | 42 | 22 | 66 | 32 | 185 |
| Agriculteurs sur grande exploitation sans orientation dominante | 16 | 19 | 7 | 1 | 68 | 28 | 5 | 28 | 172 |
| Éleveurs de granivores et éleveurs mixtes, sur petite exploitation | 7 | 3 | 12 | 0 | 68 | 44 | 20 | 3 | 157 |
| Viticulteurs, arboriculteurs fruitiers, sur petite exploitation | 40 | 14 | 1 | 7 | 30 | 44 | 0 | 5 | 142 |
| Viticulteurs, arboriculteurs fruitiers, sur grande exploitation | 45 | 21 | 5 | 3 | 15 | 10 | 0 | 33 | 132 |
| Éleveurs d'herbivores, sur petite exploitation | 18 | 11 | 0 | 3 | 46 | 30 | 8 | 5 | 121 |
| Éleveurs d'herbivores, sur grande exploitation | 19 | 1 | 0 | 10 | 41 | 27 | 8 | 5 | 110 |
| Marins-pêcheurs et ouvriers de l'aquaculture | 7 | 4 | 0 | 9 | 14 | 11 | 24 | 5 | 74 |
| Maîtres d'équipage de la marine marchande et de la pêche | 13 | 12 | 1 | 4 | 5 | 15 | 16 | 2 | 67 |
| Éleveurs de granivores et éleveurs mixtes, sur grande exploitation | 0 | 1 | 0 | 0 | 29 | 0 | 5 | 0 | 35 |
| Patrons pêcheurs et aquaculteurs, de 0 à 9 salariés | 4 | 0 | 0 | 4 | 0 | 10 | 8 | 1 | 26 |
| Éleveurs d'herbivores sur moyenne exploitation | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 11 | 0 | 0 | 11 |
| Agriculteurs sur moyenne exploitation de céréales-grandes cultures | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 5 | 0 | 0 | 6 |
| Viticulteurs, arboriculteurs fruitiers, sur moyenne exploitation | 3 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 3 |
| Maraîchers, horticulteurs sur moyenne exploitation | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Éleveurs de granivores et éleveurs mixtes, sur moyenne exploitation | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Agriculteurs sur moyenne exploitation sans orientation dominante | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |

* hors Enseignement, Patrimoine, Impôts, Trésor et Douanes

** hors Enseignement et Patrimoine

5 Table de passage du lieu de résidence au lieu de travail

| | | Lieu de travail | | | | | | | | |
|-------------------|----|-----------------|------|------|------|------|------|------|------|----------|
| | | 75 | 77 | 78 | 91 | 92 | 93 | 94 | 95 | Hors IDF |
| Lieu de résidence | 75 | 75 % | 1 % | 1 % | 1 % | 10 % | 5 % | 4 % | 1 % | 1 % |
| | 77 | 14 % | 59 % | 0 % | 4 % | 3 % | 8 % | 7 % | 3 % | 2 % |
| | 78 | 12 % | 0 % | 66 % | 2 % | 12 % | 2 % | 1 % | 3 % | 1 % |
| | 91 | 15 % | 3 % | 3 % | 60 % | 6 % | 2 % | 10 % | 1 % | 1 % |
| | 92 | 28 % | 0 % | 4 % | 2 % | 55 % | 4 % | 4 % | 2 % | 1 % |
| | 93 | 29 % | 3 % | 1 % | 1 % | 7 % | 46 % | 5 % | 6 % | 1 % |
| | 94 | 28 % | 3 % | 1 % | 3 % | 7 % | 6 % | 51 % | 1 % | 1 % |
| | 95 | 17 % | 1 % | 4 % | 0 % | 12 % | 9 % | 2 % | 52 % | 2 % |

6 Liste des motifs pour justifier l'attribution d'un logement social (cerfa 14069-03)

**Le motif de votre demande (3 motifs maximum. Des justificatifs vous seront demandés).
Numérotez par ordre d'importance (1,2,3) vos 3 principaux motifs**

| | | | | | |
|---|--------------------------|---|--------------------------|---|--------------------------|
| Sans logement ou hébergé ou en logement temporaire | <input type="checkbox"/> | Logement trop cher | <input type="checkbox"/> | Mobilité professionnelle | <input type="checkbox"/> |
| Démolition | <input type="checkbox"/> | Logement trop grand | <input type="checkbox"/> | Rapprochement du lieu de travail | <input type="checkbox"/> |
| Logement non décent (ne répondant pas aux caractéristiques fixées par le décret n°2002-120 du 30 janvier 2002.) | <input type="checkbox"/> | Divorce, séparation | <input type="checkbox"/> | Rapprochement des équipements et services | <input type="checkbox"/> |
| Logement insalubre ou dangereux ou local impropre à l'habitation (cave, sous-sol, garage, combles, cabane...) | <input type="checkbox"/> | Décohabitation | <input type="checkbox"/> | Rapprochement de la famille | <input type="checkbox"/> |
| Logement repris ou mis en vente par son propriétaire | <input type="checkbox"/> | Logement trop petit | <input type="checkbox"/> | Accédant à la propriété en difficulté | <input type="checkbox"/> |
| En procédure d'expulsion | <input type="checkbox"/> | Futur mariage, concubinage, PACS | <input type="checkbox"/> | Autre motif particulier (précisez) : | <input type="checkbox"/> |
| Si jugement d'expulsion, date du jugement : JJMMAAAA | | Regroupement familial | <input type="checkbox"/> | | |
| Violences familiales | <input type="checkbox"/> | Profession du demandeur ou de son conjoint : assistant(e) maternel(le) ou familiale | <input type="checkbox"/> | | |
| Handicap | <input type="checkbox"/> | Problèmes d'environnement ou de voisinage | <input type="checkbox"/> | | |
| Raisons de santé | <input type="checkbox"/> | Renouvellement urbain | <input type="checkbox"/> | | |

7 Tableaux détaillés des analyses par département de résidence

Ventilation selon le département de résidence

| | | 75 | 77 | 78 | 91 | 92 | 93 | 94 | 95 | Total IDF |
|------------------------------|--------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|------------------|
| Locatif privé | PLAI | 11 223 | 7 147 | 5 529 | 6 081 | 7 215 | 12 427 | 7 984 | 6 137 | 63 744 |
| | PLUS | 38 423 | 19 430 | 17 174 | 16 052 | 21 721 | 23 408 | 20 365 | 14 010 | 170 583 |
| | PLS | 18 553 | 6 704 | 7 935 | 6 062 | 10 245 | 7 429 | 8 133 | 5 164 | 70 225 |
| | PLI | 13 404 | 3 047 | 4 295 | 3 050 | 6 559 | 3 366 | 4 304 | 2 252 | 40 277 |
| | Total | 81 604 | 36 328 | 34 933 | 31 244 | 45 740 | 46 630 | 40 787 | 27 563 | 344 829 |
| Locatif social | PLAI | 16 319 | 11 080 | 11 831 | 12 799 | 15 902 | 24 629 | 17 093 | 13 016 | 122 669 |
| | PLUS | 25 384 | 13 133 | 17 713 | 16 339 | 26 022 | 29 183 | 25 244 | 16 843 | 169 860 |
| | PLS | 8 701 | 3 461 | 5 165 | 4 432 | 8 439 | 7 483 | 7 878 | 4 727 | 50 285 |
| | PLI | 4 789 | 1 088 | 1 699 | 1 363 | 3 579 | 2 256 | 2 991 | 1 361 | 19 125 |
| | Total | 55 192 | 28 762 | 36 407 | 34 934 | 53 941 | 63 551 | 53 207 | 35 947 | 361 940 |
| Propriétaire | PLAI | 3 479 | 12 054 | 6 442 | 8 028 | 3 887 | 10 801 | 6 204 | 9 047 | 59 941 |
| | PLUS | 12 151 | 40 537 | 22 502 | 28 863 | 12 522 | 24 368 | 19 588 | 26 102 | 186 633 |
| | PLS | 9 014 | 24 669 | 16 467 | 18 436 | 10 350 | 12 981 | 13 235 | 16 052 | 121 204 |
| | PLI | 8 277 | 14 464 | 12 730 | 12 862 | 8 640 | 8 125 | 9 759 | 10 274 | 85 131 |
| | Total | 32 921 | 91 724 | 58 141 | 68 190 | 35 399 | 56 275 | 48 786 | 61 474 | 452 909 |
| Total ménages clés éligibles | PLAI | 31 020 | 30 282 | 23 802 | 26 909 | 27 003 | 47 857 | 31 281 | 28 201 | 246 355 |
| | PLUS | 75 958 | 73 099 | 57 388 | 61 254 | 60 265 | 76 959 | 65 198 | 56 955 | 527 076 |
| | PLS | 36 268 | 34 834 | 29 566 | 28 930 | 29 033 | 27 893 | 29 247 | 25 942 | 241 714 |
| | PLI | 26 470 | 18 599 | 18 724 | 17 275 | 18 778 | 13 747 | 17 054 | 13 886 | 144 533 |
| | Total | 169 716 | 156 814 | 129 480 | 134 368 | 135 079 | 166 456 | 142 780 | 124 984 | 1 159 678 |

Ventilation selon le département de résidence

| | | 75 | 77 | 78 | 91 | 92 | 93 | 94 | 95 | Total IDF |
|---|----------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|----------------|
| PLAI | Plus d'une heure | 293 | 881 | 438 | 780 | 215 | 731 | 404 | 662 | 4 405 |
| | Entre 30 min. et 1 h | 2 594 | 1 578 | 1 097 | 1 395 | 1 833 | 4 316 | 2 478 | 1 666 | 16 956 |
| | Moins de 30 minutes | 8 335 | 4 689 | 3 994 | 3 906 | 5 166 | 7 380 | 5 102 | 3 810 | 42 383 |
| | Total | 11 223 | 7 147 | 5 529 | 6 081 | 7 215 | 12 427 | 7 984 | 6 137 | 63 744 |
| PLUS | Plus d'une heure | 1 286 | 2 308 | 1 423 | 1 778 | 699 | 1 346 | 1 062 | 1 230 | 11 131 |
| | Entre 30 min. et 1 h | 9 446 | 4 445 | 3 603 | 3 584 | 5 984 | 7 945 | 6 713 | 3 611 | 45 331 |
| | Moins de 30 minutes | 27 691 | 12 677 | 12 148 | 10 689 | 15 038 | 14 117 | 12 591 | 9 170 | 114 121 |
| | Total | 38 423 | 19 430 | 17 174 | 16 052 | 21 721 | 23 408 | 20 365 | 14 010 | 170 583 |
| PLS | Plus d'une heure | 774 | 768 | 651 | 623 | 362 | 407 | 407 | 406 | 4 398 |
| | Entre 30 min. et 1 h | 4 838 | 1 549 | 1 639 | 1 296 | 2 879 | 2 331 | 2 671 | 1 258 | 18 462 |
| | Moins de 30 minutes | 12 942 | 4 387 | 5 645 | 4 143 | 7 004 | 4 690 | 5 056 | 3 500 | 47 365 |
| | Total | 18 553 | 6 704 | 7 935 | 6 062 | 10 245 | 7 429 | 8 133 | 5 164 | 70 225 |
| PLI | Plus d'une heure | 732 | 341 | 426 | 357 | 250 | 183 | 244 | 164 | 2 696 |
| | Entre 30 min. et 1 h | 3 934 | 682 | 1 032 | 689 | 1 922 | 1 078 | 1 520 | 542 | 11 398 |
| | Moins de 30 minutes | 8 739 | 2 024 | 2 838 | 2 004 | 4 388 | 2 105 | 2 540 | 1 546 | 26 183 |
| | Total | 13 404 | 3 047 | 4 295 | 3 050 | 6 559 | 3 366 | 4 304 | 2 252 | 40 277 |
| Total ménages clés du parc locatif privé et éligibles | Plus d'une heure | 3 085 | 4 298 | 2 938 | 3 538 | 1 526 | 2 668 | 2 116 | 2 462 | 22 631 |
| | Entre 30 min. et 1 h | 20 812 | 8 254 | 7 371 | 6 964 | 12 618 | 15 671 | 13 381 | 7 076 | 92 148 |
| | Moins de 30 minutes | 57 707 | 23 776 | 24 624 | 20 742 | 31 596 | 28 291 | 25 289 | 18 025 | 230 051 |
| | Total | 81 604 | 36 328 | 34 933 | 31 244 | 45 740 | 46 630 | 40 787 | 27 563 | 344 829 |

Ventilation selon le département de résidence

| | | 75 | 77 | 78 | 91 | 92 | 93 | 94 | 95 | Total IDF |
|--|----------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|----------------|
| PLAI | Plus d'une heure | 361 | 1 442 | 944 | 1 616 | 363 | 1 222 | 714 | 1 283 | 7 946 |
| | Entre 30 min. et 1 h | 3 892 | 2 317 | 2 466 | 2 768 | 3 387 | 7 709 | 4 731 | 3 268 | 30 537 |
| | Moins de 30 minutes | 12 066 | 7 321 | 8 420 | 8 415 | 12 152 | 15 698 | 11 648 | 8 465 | 84 186 |
| | Total | 16 319 | 11 080 | 11 831 | 12 799 | 15 902 | 24 629 | 17 093 | 13 016 | 122 669 |
| PLUS | Plus d'une heure | 603 | 1 610 | 1 387 | 1 969 | 595 | 1 548 | 1 076 | 1 598 | 10 386 |
| | Entre 30 min. et 1 h | 6 236 | 2 753 | 3 653 | 3 471 | 5 992 | 9 480 | 7 185 | 4 247 | 43 016 |
| | Moins de 30 minutes | 18 545 | 8 769 | 12 673 | 10 899 | 19 436 | 18 154 | 16 984 | 10 998 | 116 458 |
| | Total | 25 384 | 13 133 | 17 713 | 16 339 | 26 022 | 29 183 | 25 244 | 16 843 | 169 860 |
| PLS | Plus d'une heure | 233 | 414 | 441 | 533 | 237 | 347 | 303 | 447 | 2 954 |
| | Entre 30 min. et 1 h | 2 162 | 746 | 1 116 | 931 | 2 042 | 2 238 | 2 125 | 1 219 | 12 579 |
| | Moins de 30 minutes | 6 306 | 2 301 | 3 607 | 2 968 | 6 160 | 4 899 | 5 450 | 3 060 | 34 752 |
| | Total | 8 701 | 3 461 | 5 165 | 4 432 | 8 439 | 7 483 | 7 878 | 4 727 | 50 285 |
| PLI | Plus d'une heure | 160 | 119 | 132 | 150 | 125 | 112 | 150 | 117 | 1 065 |
| | Entre 30 min. et 1 h | 1 252 | 233 | 353 | 300 | 951 | 722 | 923 | 315 | 5 050 |
| | Moins de 30 minutes | 3 377 | 735 | 1 213 | 912 | 2 503 | 1 422 | 1 918 | 929 | 13 010 |
| | Total | 4 789 | 1 088 | 1 699 | 1 363 | 3 579 | 2 256 | 2 991 | 1 361 | 19 125 |
| Total ménages clés du parc locatif social et éligibles | Plus d'une heure | 1 357 | 3 586 | 2 903 | 4 269 | 1 319 | 3 228 | 2 244 | 3 445 | 22 352 |
| | Entre 30 min. et 1 h | 13 541 | 6 050 | 7 589 | 7 469 | 12 372 | 20 149 | 14 964 | 9 049 | 91 183 |
| | Moins de 30 minutes | 40 293 | 19 126 | 25 914 | 23 195 | 40 250 | 40 174 | 36 000 | 23 453 | 248 406 |
| | Total | 55 192 | 28 762 | 36 407 | 34 934 | 53 941 | 63 551 | 53 207 | 35 947 | 361 940 |

Ventilation selon le département de résidence

| | | 75 | 77 | 78 | 91 | 92 | 93 | 94 | 95 | Total IDF |
|---|----------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|----------------|
| PLAI | Plus d'une heure | 119 | 1 150 | 368 | 714 | 111 | 451 | 225 | 611 | 3 747 |
| | Entre 30 min. et 1 h | 731 | 2 589 | 1 172 | 1 567 | 874 | 2 989 | 1 583 | 2 144 | 13 650 |
| | Moins de 30 minutes | 2 629 | 8 315 | 4 903 | 5 748 | 2 902 | 7 360 | 4 396 | 6 292 | 42 544 |
| | Total | 3 479 | 12 054 | 6 442 | 8 028 | 3 887 | 10 801 | 6 204 | 9 047 | 59 941 |
| PLUS | Plus d'une heure | 482 | 4 428 | 1 512 | 2 582 | 381 | 1 093 | 744 | 1 800 | 13 022 |
| | Entre 30 min. et 1 h | 2 861 | 10 253 | 4 537 | 6 240 | 3 170 | 7 144 | 5 255 | 6 488 | 45 946 |
| | Moins de 30 minutes | 8 809 | 25 856 | 16 452 | 20 042 | 8 971 | 16 132 | 13 589 | 17 814 | 127 665 |
| | Total | 12 151 | 40 537 | 22 502 | 28 863 | 12 522 | 24 368 | 19 588 | 26 102 | 186 633 |
| PLS | Plus d'une heure | 382 | 2 692 | 1 197 | 1 807 | 328 | 572 | 570 | 1 087 | 8 635 |
| | Entre 30 min. et 1 h | 2 243 | 6 406 | 3 669 | 4 255 | 2 640 | 3 826 | 3 920 | 4 088 | 31 048 |
| | Moins de 30 minutes | 6 389 | 15 571 | 11 601 | 12 374 | 7 382 | 8 583 | 8 745 | 10 877 | 81 521 |
| | Total | 9 014 | 24 669 | 16 467 | 18 436 | 10 350 | 12 981 | 13 235 | 16 052 | 121 204 |
| PLI | Plus d'une heure | 379 | 1 736 | 1 061 | 1 369 | 275 | 405 | 424 | 768 | 6 417 |
| | Entre 30 min. et 1 h | 2 083 | 3 736 | 2 944 | 3 077 | 2 345 | 2 472 | 3 054 | 2 684 | 22 396 |
| | Moins de 30 minutes | 5 815 | 8 992 | 8 725 | 8 416 | 6 020 | 5 247 | 6 281 | 6 822 | 56 318 |
| | Total | 8 277 | 14 464 | 12 730 | 12 862 | 8 640 | 8 125 | 9 759 | 10 274 | 85 131 |
| Total ménages clés propriétaires et éligibles | Plus d'une heure | 1 362 | 10 005 | 4 137 | 6 472 | 1 096 | 2 522 | 1 963 | 4 265 | 31 821 |
| | Entre 30 min. et 1 h | 7 918 | 22 984 | 12 323 | 15 138 | 9 029 | 16 431 | 13 813 | 15 404 | 113 039 |
| | Moins de 30 minutes | 23 641 | 58 734 | 41 681 | 46 580 | 25 274 | 37 322 | 33 010 | 41 805 | 308 048 |
| | Total | 32 921 | 91 724 | 58 141 | 68 190 | 35 399 | 56 275 | 48 786 | 61 474 | 452 909 |

8 Tableaux détaillés des analyses par département de travail

Ventilation selon le département de travail

| | | 75 | 77 | 78 | 91 | 92 | 93 | 94 | 95 | Hors IDF | Total |
|------------------------------|--------------|----------------|----------------|----------------|---------------|----------------|----------------|----------------|---------------|---------------|------------------|
| Locatif privé | PLAI | 19 992 | 5 173 | 4 733 | 4 649 | 8 670 | 8 408 | 6 699 | 4 716 | 704 | 63 744 |
| | PLUS | 57 194 | 13 718 | 14 200 | 12 359 | 24 583 | 18 267 | 17 319 | 11 065 | 1 879 | 170 583 |
| | PLS | 24 982 | 4 813 | 6 427 | 4 742 | 10 903 | 6 527 | 6 899 | 4 172 | 761 | 70 225 |
| | PLI | 15 898 | 2 256 | 3 520 | 2 443 | 6 653 | 3 347 | 3 748 | 1 990 | 423 | 40 277 |
| | Total | 118 066 | 25 960 | 28 880 | 24 193 | 50 809 | 36 548 | 34 664 | 21 942 | 3 767 | 344 829 |
| Locatif social | PLAI | 35 906 | 8 466 | 10 011 | 9 565 | 17 730 | 16 323 | 13 626 | 9 701 | 1 340 | 122 669 |
| | PLUS | 51 369 | 10 294 | 14 802 | 12 452 | 26 670 | 20 423 | 19 362 | 12 663 | 1 826 | 169 860 |
| | PLS | 15 902 | 2 767 | 4 343 | 3 451 | 8 287 | 5 559 | 5 873 | 3 570 | 533 | 50 285 |
| | PLI | 6 898 | 897 | 1 475 | 1 119 | 3 349 | 1 868 | 2 213 | 1 110 | 196 | 19 125 |
| | Total | 110 076 | 22 424 | 30 631 | 26 587 | 56 036 | 44 172 | 41 073 | 27 043 | 3 896 | 361 940 |
| Propriétaire | PLAI | 13 880 | 7 973 | 5 272 | 5 846 | 6 521 | 7 702 | 5 889 | 6 116 | 742 | 59 941 |
| | PLUS | 42 639 | 26 392 | 17 983 | 20 623 | 20 374 | 19 951 | 18 665 | 17 678 | 2 328 | 186 633 |
| | PLS | 28 255 | 16 090 | 12 921 | 13 211 | 14 453 | 11 620 | 12 219 | 10 938 | 1 495 | 121 204 |
| | PLI | 21 079 | 9 607 | 9 854 | 9 172 | 11 004 | 7 584 | 8 682 | 7 128 | 1 021 | 85 131 |
| | Total | 105 853 | 60 063 | 46 030 | 48 852 | 52 353 | 46 857 | 45 454 | 41 860 | 5 587 | 452 909 |
| Total ménages clés éligibles | PLAI | 69 778 | 21 612 | 20 016 | 20 061 | 32 921 | 32 433 | 26 214 | 20 533 | 2 787 | 246 355 |
| | PLUS | 151 201 | 50 404 | 46 985 | 45 433 | 71 627 | 58 640 | 55 345 | 41 406 | 6 034 | 527 076 |
| | PLS | 69 140 | 23 671 | 23 691 | 21 405 | 33 643 | 23 706 | 24 990 | 18 679 | 2 789 | 241 714 |
| | PLI | 43 876 | 12 760 | 14 848 | 12 734 | 21 007 | 12 799 | 14 642 | 10 228 | 1 641 | 144 533 |
| | Total | 333 995 | 108 447 | 105 540 | 99 632 | 159 198 | 127 577 | 121 191 | 90 846 | 13 250 | 1 159 678 |

Ventilation selon le département de travail

| | | 75 | 77 | 78 | 91 | 92 | 93 | 94 | 95 | Hors IDF | Total |
|---|----------------------|----------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|--------------|----------------|
| PLAI | Plus d'une heure | 1 019 | 584 | 366 | 539 | 443 | 536 | 421 | 443 | 54 | 4 405 |
| | Entre 30 min. et 1 h | 5 276 | 1 218 | 1 014 | 1 098 | 2 253 | 2 668 | 1 945 | 1 301 | 183 | 16 956 |
| | Moins de 30 minutes | 13 697 | 3 370 | 3 354 | 3 012 | 5 974 | 5 204 | 4 333 | 2 972 | 467 | 42 383 |
| | Total | 19 992 | 5 173 | 4 733 | 4 649 | 8 670 | 8 408 | 6 699 | 4 716 | 704 | 63 744 |
| PLUS | Plus d'une heure | 2 836 | 1 505 | 1 114 | 1 259 | 1 201 | 1 128 | 1 068 | 884 | 136 | 11 131 |
| | Entre 30 min. et 1 h | 15 212 | 3 288 | 3 147 | 2 881 | 6 596 | 5 600 | 5 191 | 2 930 | 486 | 45 331 |
| | Moins de 30 minutes | 39 146 | 8 925 | 9 938 | 8 219 | 16 787 | 11 540 | 11 059 | 7 251 | 1 257 | 114 121 |
| | Total | 57 194 | 13 718 | 14 200 | 12 359 | 24 583 | 18 267 | 17 319 | 11 065 | 1 879 | 170 583 |
| PLS | Plus d'une heure | 1 269 | 506 | 497 | 448 | 531 | 386 | 405 | 305 | 52 | 4 398 |
| | Entre 30 min. et 1 h | 6 703 | 1 157 | 1 400 | 1 074 | 2 938 | 1 888 | 2 054 | 1 053 | 194 | 18 462 |
| | Moins de 30 minutes | 17 011 | 3 151 | 4 530 | 3 220 | 7 433 | 4 252 | 4 440 | 2 814 | 514 | 47 365 |
| | Total | 24 982 | 4 813 | 6 427 | 4 742 | 10 903 | 6 527 | 6 899 | 4 172 | 761 | 70 225 |
| PLI | Plus d'une heure | 924 | 232 | 321 | 256 | 349 | 203 | 240 | 140 | 30 | 2 696 |
| | Entre 30 min. et 1 h | 4 653 | 540 | 875 | 589 | 1 913 | 1 004 | 1 193 | 515 | 116 | 11 398 |
| | Moins de 30 minutes | 10 320 | 1 485 | 2 324 | 1 598 | 4 390 | 2 140 | 2 314 | 1 334 | 276 | 26 183 |
| | Total | 15 898 | 2 256 | 3 520 | 2 443 | 6 653 | 3 347 | 3 748 | 1 990 | 423 | 40 277 |
| Total ménages clés du parc locatif privé et éligibles | Plus d'une heure | 6 047 | 2 827 | 2 298 | 2 502 | 2 523 | 2 253 | 2 135 | 1 772 | 273 | 22 631 |
| | Entre 30 min. et 1 h | 31 844 | 6 202 | 6 436 | 5 642 | 13 701 | 11 159 | 10 383 | 5 800 | 980 | 92 148 |
| | Moins de 30 minutes | 80 175 | 16 931 | 20 146 | 16 048 | 34 585 | 23 136 | 22 146 | 14 370 | 2 514 | 230 051 |
| | Total | 118 066 | 25 960 | 28 880 | 24 193 | 50 809 | 36 548 | 34 664 | 21 942 | 3 767 | 344 829 |

Ventilation selon le département de travail

| | | 75 | 77 | 78 | 91 | 92 | 93 | 94 | 95 | Hors IDF | Total |
|--|----------------------|----------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|--------------|----------------|
| PLAI | Plus d'une heure | 1 717 | 970 | 765 | 1 091 | 798 | 913 | 755 | 839 | 98 | 7 946 |
| | Entre 30 min. et 1 h | 9 067 | 1 897 | 2 160 | 2 120 | 4 136 | 4 744 | 3 608 | 2 477 | 328 | 30 537 |
| | Moins de 30 minutes | 25 123 | 5 600 | 7 085 | 6 354 | 12 796 | 10 666 | 9 264 | 6 385 | 914 | 84 186 |
| | Total | 35 906 | 8 466 | 10 011 | 9 565 | 17 730 | 16 323 | 13 626 | 9 701 | 1 340 | 122 669 |
| PLUS | Plus d'une heure | 2 346 | 1 105 | 1 099 | 1 339 | 1 122 | 1 160 | 1 032 | 1 056 | 126 | 10 386 |
| | Entre 30 min. et 1 h | 13 245 | 2 336 | 3 182 | 2 745 | 6 451 | 6 082 | 5 263 | 3 259 | 454 | 43 016 |
| | Moins de 30 minutes | 35 778 | 6 853 | 10 521 | 8 368 | 19 097 | 13 180 | 13 066 | 8 348 | 1 247 | 116 458 |
| | Total | 51 369 | 10 294 | 14 802 | 12 452 | 26 670 | 20 423 | 19 362 | 12 663 | 1 826 | 169 860 |
| PLS | Plus d'une heure | 698 | 285 | 344 | 365 | 358 | 288 | 287 | 294 | 35 | 2 954 |
| | Entre 30 min. et 1 h | 4 039 | 632 | 970 | 755 | 2 040 | 1 553 | 1 535 | 922 | 132 | 12 579 |
| | Moins de 30 minutes | 11 165 | 1 849 | 3 029 | 2 331 | 5 890 | 3 717 | 4 051 | 2 354 | 366 | 34 752 |
| | Total | 15 902 | 2 767 | 4 343 | 3 451 | 8 287 | 5 559 | 5 873 | 3 570 | 533 | 50 285 |
| PLI | Plus d'une heure | 306 | 85 | 106 | 107 | 148 | 98 | 120 | 82 | 12 | 1 065 |
| | Entre 30 min. et 1 h | 1 852 | 210 | 326 | 261 | 883 | 548 | 646 | 274 | 50 | 5 050 |
| | Moins de 30 minutes | 4 740 | 601 | 1 043 | 751 | 2 318 | 1 221 | 1 446 | 754 | 134 | 13 010 |
| | Total | 6 898 | 897 | 1 475 | 1 119 | 3 349 | 1 868 | 2 213 | 1 110 | 196 | 19 125 |
| Total ménages clés du parc locatif social et éligibles | Plus d'une heure | 5 067 | 2 446 | 2 314 | 2 902 | 2 426 | 2 459 | 2 194 | 2 271 | 272 | 22 352 |
| | Entre 30 min. et 1 h | 28 203 | 5 075 | 6 639 | 5 881 | 13 509 | 12 928 | 11 051 | 6 932 | 965 | 91 183 |
| | Moins de 30 minutes | 76 805 | 14 903 | 21 678 | 17 804 | 40 101 | 28 785 | 27 828 | 17 840 | 2 660 | 248 406 |
| | Total | 110 076 | 22 424 | 30 631 | 26 587 | 56 036 | 44 172 | 41 073 | 27 043 | 3 896 | 361 940 |

Ventilation selon le département de travail

| | | 75 | 77 | 78 | 91 | 92 | 93 | 94 | 95 | Hors IDF | Total |
|---|----------------------|----------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|--------------|----------------|
| PLAI | Plus d'une heure | 737 | 724 | 305 | 498 | 322 | 397 | 315 | 398 | 50 | 3 747 |
| | Entre 30 min. et 1 h | 3 232 | 1 739 | 1 009 | 1 173 | 1 477 | 1 991 | 1 412 | 1 451 | 167 | 13 650 |
| | Moins de 30 minutes | 9 911 | 5 509 | 3 958 | 4 176 | 4 722 | 5 314 | 4 162 | 4 267 | 525 | 42 544 |
| | Total | 13 880 | 7 973 | 5 272 | 5 846 | 6 521 | 7 702 | 5 889 | 6 116 | 742 | 59 941 |
| PLUS | Plus d'une heure | 2 511 | 2 756 | 1 201 | 1 808 | 1 092 | 1 172 | 1 093 | 1 212 | 177 | 13 022 |
| | Entre 30 min. et 1 h | 10 676 | 6 682 | 3 769 | 4 577 | 5 003 | 5 460 | 4 788 | 4 421 | 571 | 45 946 |
| | Moins de 30 minutes | 29 452 | 16 955 | 13 013 | 14 238 | 14 279 | 13 319 | 12 784 | 12 045 | 1 580 | 127 665 |
| | Total | 42 639 | 26 392 | 17 983 | 20 623 | 20 374 | 19 951 | 18 665 | 17 678 | 2 328 | 186 633 |
| PLS | Plus d'une heure | 1 695 | 1 684 | 923 | 1 251 | 776 | 693 | 754 | 744 | 115 | 8 635 |
| | Entre 30 min. et 1 h | 7 351 | 4 189 | 2 946 | 3 119 | 3 666 | 3 223 | 3 371 | 2 803 | 381 | 31 048 |
| | Moins de 30 minutes | 19 209 | 10 218 | 9 052 | 8 842 | 10 011 | 7 705 | 8 094 | 7 391 | 1 000 | 81 521 |
| | Total | 28 255 | 16 090 | 12 921 | 13 211 | 14 453 | 11 620 | 12 219 | 10 938 | 1 495 | 121 204 |
| PLI | Plus d'une heure | 1 315 | 1 096 | 798 | 938 | 613 | 490 | 550 | 531 | 84 | 6 417 |
| | Entre 30 min. et 1 h | 5 620 | 2 501 | 2 328 | 2 238 | 2 910 | 2 156 | 2 504 | 1 872 | 265 | 22 396 |
| | Moins de 30 minutes | 14 144 | 6 010 | 6 728 | 5 996 | 7 480 | 4 937 | 5 627 | 4 725 | 672 | 56 318 |
| | Total | 21 079 | 9 607 | 9 854 | 9 172 | 11 004 | 7 584 | 8 682 | 7 128 | 1 021 | 85 131 |
| Total ménages clés propriétaires et éligibles | Plus d'une heure | 6 258 | 6 261 | 3 228 | 4 495 | 2 804 | 2 752 | 2 713 | 2 885 | 426 | 31 821 |
| | Entre 30 min. et 1 h | 26 879 | 15 110 | 10 052 | 11 106 | 13 056 | 12 830 | 12 074 | 10 548 | 1 384 | 113 039 |
| | Moins de 30 minutes | 72 716 | 38 692 | 32 751 | 33 251 | 36 493 | 31 275 | 30 667 | 28 428 | 3 777 | 308 048 |
| | Total | 105 853 | 60 063 | 46 030 | 48 852 | 52 353 | 46 857 | 45 454 | 41 860 | 5 587 | 452 909 |

Ventilation selon le département de travail (tous temps de trajets confondus)

| | | Taille ménage | 75 | 77 | 78 | 91 | 92 | 93 | 94 | 95 | Hors IDF | Total |
|----------------|------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|----------------|
| Locatif privé | PLAI | 1 | 1 519 | 187 | 179 | 161 | 486 | 262 | 289 | 129 | 33 | 3 245 |
| | | 2 | 7 588 | 1 898 | 1 670 | 1 639 | 3 198 | 2 797 | 2 442 | 1 629 | 255 | 23 115 |
| | | 3 | 4 824 | 1 471 | 1 296 | 1 322 | 2 267 | 2 195 | 1 743 | 1 290 | 186 | 16 593 |
| | | 4 | 3 061 | 836 | 847 | 778 | 1 387 | 1 510 | 1 133 | 829 | 117 | 10 498 |
| | | 5+ | 3 000 | 781 | 742 | 749 | 1 332 | 1 645 | 1 093 | 839 | 113 | 10 294 |
| | | Total | 19 992 | 5 173 | 4 733 | 4 649 | 8 670 | 8 408 | 6 699 | 4 716 | 704 | 63 744 |
| | PLUS | 1 | 29 187 | 5 986 | 6 245 | 5 434 | 11 780 | 8 369 | 8 079 | 4 754 | 873 | 80 707 |
| | | 2 | 12 135 | 2 968 | 3 063 | 2 695 | 5 175 | 3 699 | 3 640 | 2 381 | 401 | 36 155 |
| | | 3 | 6 413 | 1 939 | 1 885 | 1 778 | 3 000 | 2 360 | 2 212 | 1 535 | 241 | 21 362 |
| | | 4 | 5 963 | 1 857 | 1 885 | 1 533 | 2 985 | 2 252 | 2 121 | 1 414 | 228 | 20 238 |
| | | 5+ | 3 496 | 969 | 1 122 | 919 | 1 643 | 1 588 | 1 267 | 981 | 136 | 12 120 |
| | | Total | 57 194 | 13 718 | 14 200 | 12 359 | 24 583 | 18 267 | 17 319 | 11 065 | 1 879 | 170 583 |
| | PLS | 1 | 8 297 | 1 295 | 1 702 | 1 273 | 3 135 | 1 889 | 1 917 | 1 168 | 224 | 20 900 |
| | | 2 | 8 872 | 1 854 | 2 237 | 1 814 | 3 927 | 2 433 | 2 590 | 1 542 | 277 | 25 547 |
| | | 3 | 4 190 | 1 022 | 1 293 | 955 | 2 044 | 1 250 | 1 318 | 814 | 144 | 13 029 |
| | | 4 | 2 546 | 456 | 828 | 509 | 1 267 | 675 | 768 | 467 | 82 | 7 596 |
| | | 5+ | 1 078 | 186 | 367 | 191 | 530 | 279 | 306 | 181 | 34 | 3 152 |
| | | Total | 24 982 | 4 813 | 6 427 | 4 742 | 10 903 | 6 527 | 6 899 | 4 172 | 761 | 70 225 |
| | PLI | 1 | 4 942 | 649 | 799 | 592 | 1 709 | 931 | 975 | 516 | 118 | 11 230 |
| | | 2 | 5 880 | 880 | 1 293 | 937 | 2 492 | 1 288 | 1 407 | 735 | 158 | 15 071 |
| 3 | | 2 592 | 379 | 680 | 445 | 1 191 | 613 | 721 | 423 | 76 | 7 120 | |
| 4 | | 1 909 | 284 | 596 | 354 | 979 | 402 | 496 | 249 | 56 | 5 324 | |
| 5+ | | 576 | 64 | 152 | 115 | 282 | 113 | 149 | 66 | 16 | 1 533 | |
| Total | | 15 898 | 2 256 | 3 520 | 2 443 | 6 653 | 3 347 | 3 748 | 1 990 | 423 | 40 277 | |
| Locatif social | PLAI | 1 | 83 | 32 | 26 | 30 | 48 | 38 | 34 | 22 | 4 | 316 |
| | | 2 | 9 744 | 2 322 | 2 684 | 2 513 | 5 000 | 4 104 | 3 733 | 2 441 | 357 | 32 898 |
| | | 3 | 9 419 | 2 204 | 2 699 | 2 531 | 4 815 | 4 249 | 3 693 | 2 554 | 354 | 32 518 |
| | | 4 | 7 098 | 1 767 | 2 009 | 1 902 | 3 521 | 3 313 | 2 739 | 1 998 | 271 | 24 618 |
| | | 5+ | 9 563 | 2 140 | 2 593 | 2 590 | 4 346 | 4 619 | 3 427 | 2 686 | 355 | 32 320 |
| | | Total | 35 906 | 8 466 | 10 011 | 9 565 | 17 730 | 16 323 | 13 626 | 9 701 | 1 340 | 122 669 |
| | PLUS | 1 | 18 139 | 3 317 | 4 610 | 3 909 | 8 901 | 6 679 | 6 541 | 3 829 | 599 | 56 524 |
| | | 2 | 8 967 | 1 695 | 2 486 | 2 008 | 4 608 | 3 416 | 3 271 | 2 146 | 310 | 28 907 |
| | | 3 | 7 308 | 1 501 | 2 320 | 1 911 | 3 828 | 2 949 | 2 834 | 1 919 | 269 | 24 839 |
| | | 4 | 8 695 | 1 924 | 2 861 | 2 370 | 4 853 | 3 605 | 3 434 | 2 326 | 330 | 30 399 |
| | | 5+ | 8 259 | 1 857 | 2 525 | 2 254 | 4 479 | 3 774 | 3 282 | 2 443 | 319 | 29 192 |
| | | Total | 51 369 | 10 294 | 14 802 | 12 452 | 26 670 | 20 423 | 19 362 | 12 663 | 1 826 | 169 860 |
| | PLS | 1 | 3 961 | 548 | 778 | 675 | 1 840 | 1 204 | 1 262 | 711 | 115 | 11 094 |
| | | 2 | 4 638 | 937 | 1 415 | 1 043 | 2 407 | 1 751 | 1 727 | 1 137 | 165 | 15 220 |
| | | 3 | 3 546 | 624 | 1 104 | 825 | 1 958 | 1 302 | 1 463 | 879 | 126 | 11 826 |
| | | 4 | 2 438 | 414 | 673 | 591 | 1 363 | 820 | 942 | 540 | 83 | 7 865 |
| | | 5+ | 1 319 | 244 | 373 | 318 | 718 | 481 | 479 | 302 | 46 | 4 281 |
| | | Total | 15 902 | 2 767 | 4 343 | 3 451 | 8 287 | 5 559 | 5 873 | 3 570 | 533 | 50 285 |
| | PLI | 1 | 1 315 | 135 | 227 | 174 | 543 | 323 | 354 | 165 | 33 | 3 269 |
| | | 2 | 2 180 | 330 | 460 | 359 | 1 053 | 637 | 746 | 350 | 64 | 6 177 |
| 3 | | 1 523 | 217 | 359 | 284 | 809 | 427 | 533 | 264 | 46 | 4 461 | |
| 4 | | 1 378 | 148 | 304 | 207 | 709 | 337 | 406 | 215 | 38 | 3 741 | |
| 5+ | | 503 | 68 | 125 | 95 | 236 | 144 | 174 | 116 | 16 | 1 476 | |
| Total | | 6 898 | 897 | 1 475 | 1 119 | 3 349 | 1 868 | 2 213 | 1 110 | 196 | 19 125 | |

| | | Taille ménage | 75 | 77 | 78 | 91 | 92 | 93 | 94 | 95 | Hors IDF | Total |
|--------------|--------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|----------------|
| Propriétaire | PLAI | 1 | 169 | 89 | 43 | 30 | 50 | 37 | 33 | 27 | 6 | 486 |
| | | 2 | 4 417 | 2 468 | 1 625 | 1 838 | 2 071 | 2 072 | 1 912 | 1 649 | 224 | 18 277 |
| | | 3 | 3 649 | 2 094 | 1 558 | 1 653 | 1 814 | 1 875 | 1 579 | 1 665 | 200 | 16 087 |
| | | 4 | 2 652 | 1 632 | 1 030 | 1 134 | 1 240 | 1 554 | 1 146 | 1 160 | 145 | 11 694 |
| | | 5+ | 2 993 | 1 689 | 1 016 | 1 190 | 1 346 | 2 164 | 1 218 | 1 614 | 167 | 13 397 |
| | | Total | 13 880 | 7 973 | 5 272 | 5 846 | 6 521 | 7 702 | 5 889 | 6 116 | 742 | 59 941 |
| | PLUS | 1 | 10 296 | 3 780 | 3 088 | 3 419 | 4 691 | 3 865 | 3 875 | 2 869 | 420 | 36 303 |
| | | 2 | 7 599 | 4 041 | 3 341 | 3 399 | 3 559 | 3 066 | 3 200 | 2 689 | 383 | 31 278 |
| | | 3 | 6 236 | 4 305 | 2 798 | 3 435 | 3 091 | 2 997 | 2 904 | 2 733 | 363 | 28 862 |
| | | 4 | 11 180 | 8 719 | 5 349 | 6 487 | 5 524 | 5 680 | 5 419 | 5 534 | 703 | 54 594 |
| | | 5+ | 7 328 | 5 548 | 3 406 | 3 883 | 3 509 | 4 342 | 3 267 | 3 853 | 459 | 35 595 |
| | | Total | 42 639 | 26 392 | 17 983 | 20 623 | 20 374 | 19 951 | 18 665 | 17 678 | 2 328 | 186 633 |
| | PLS | 1 | 5 136 | 1 543 | 1 517 | 1 412 | 2 374 | 1 703 | 1 855 | 1 238 | 192 | 16 970 |
| | | 2 | 6 042 | 3 512 | 2 500 | 2 706 | 2 974 | 2 469 | 2 582 | 2 175 | 311 | 25 271 |
| | | 3 | 6 652 | 4 398 | 3 116 | 3 458 | 3 398 | 2 993 | 3 076 | 2 974 | 384 | 30 449 |
| | | 4 | 7 023 | 4 726 | 3 755 | 3 881 | 3 746 | 2 998 | 3 269 | 3 085 | 415 | 32 897 |
| | | 5+ | 3 402 | 1 911 | 2 033 | 1 754 | 1 962 | 1 457 | 1 437 | 1 466 | 194 | 15 616 |
| | | Total | 28 255 | 16 090 | 12 921 | 13 211 | 14 453 | 11 620 | 12 219 | 10 938 | 1 495 | 121 204 |
| | PLI | 1 | 2 507 | 571 | 626 | 582 | 1 028 | 695 | 759 | 527 | 82 | 7 376 |
| | | 2 | 5 326 | 2 759 | 2 237 | 2 335 | 2 566 | 1 979 | 2 179 | 1 775 | 261 | 21 417 |
| 3 | | 4 622 | 2 361 | 2 296 | 2 222 | 2 415 | 1 813 | 2 059 | 1 711 | 240 | 19 738 | |
| 4 | | 6 381 | 2 991 | 3 460 | 3 036 | 3 695 | 2 324 | 2 764 | 2 396 | 330 | 27 378 | |
| 5+ | | 2 244 | 925 | 1 234 | 997 | 1 301 | 773 | 921 | 719 | 109 | 9 223 | |
| | Total | 21 079 | 9 607 | 9 854 | 9 172 | 11 004 | 7 584 | 8 682 | 7 128 | 1 021 | 85 131 | |

Ventilation selon le département de travail (ménages les plus prioritaires uniquement - plus d'une heure de trajet)

| | | Taille ménage | 75 | 77 | 78 | 91 | 92 | 93 | 94 | 95 | Hors IDF | Total |
|--------------|--------------|---------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|---------------|
| Propriétaire | PLAI | 1 | 14 | 2 | 2 | 2 | 3 | 2 | 2 | 1 | 0 | 28 |
| | | 2 | 229 | 199 | 90 | 155 | 102 | 110 | 99 | 100 | 14 | 1 099 |
| | | 3 | 193 | 186 | 89 | 137 | 89 | 97 | 86 | 111 | 13 | 1 002 |
| | | 4 | 137 | 166 | 64 | 95 | 57 | 79 | 59 | 71 | 10 | 737 |
| | | 5+ | 164 | 171 | 61 | 109 | 70 | 109 | 69 | 115 | 12 | 880 |
| | | Total | 737 | 724 | 305 | 498 | 322 | 397 | 315 | 398 | 50 | 3 747 |
| | PLUS | 1 | 591 | 412 | 230 | 361 | 255 | 241 | 244 | 228 | 33 | 2 594 |
| | | 2 | 476 | 401 | 245 | 324 | 207 | 200 | 201 | 217 | 30 | 2 301 |
| | | 3 | 374 | 470 | 183 | 272 | 170 | 184 | 168 | 191 | 28 | 2 041 |
| | | 4 | 641 | 872 | 339 | 521 | 281 | 313 | 295 | 333 | 51 | 3 646 |
| | | 5+ | 429 | 602 | 204 | 329 | 179 | 234 | 186 | 243 | 35 | 2 441 |
| | | Total | 2 511 | 2 756 | 1 201 | 1 808 | 1 092 | 1 172 | 1 093 | 1 212 | 177 | 13 022 |
| | PLS | 1 | 276 | 150 | 111 | 133 | 120 | 94 | 116 | 83 | 13 | 1 096 |
| | | 2 | 380 | 399 | 190 | 296 | 175 | 162 | 173 | 167 | 26 | 1 966 |
| | | 3 | 420 | 451 | 216 | 323 | 183 | 177 | 192 | 199 | 30 | 2 191 |
| | | 4 | 419 | 483 | 272 | 372 | 199 | 172 | 191 | 190 | 32 | 2 329 |
| | | 5+ | 200 | 202 | 134 | 127 | 100 | 89 | 82 | 105 | 14 | 1 053 |
| | | Total | 1 695 | 1 684 | 923 | 1 251 | 776 | 693 | 754 | 744 | 115 | 8 635 |
| | PLI | 1 | 146 | 71 | 60 | 65 | 55 | 45 | 43 | 37 | 7 | 530 |
| | | 2 | 359 | 309 | 204 | 259 | 167 | 138 | 154 | 141 | 23 | 1 755 |
| 3 | | 280 | 268 | 183 | 207 | 134 | 114 | 128 | 131 | 20 | 1 464 | |
| 4 | | 368 | 327 | 239 | 299 | 177 | 134 | 160 | 165 | 25 | 1 894 | |
| 5+ | | 161 | 120 | 113 | 108 | 80 | 60 | 65 | 57 | 10 | 775 | |
| | Total | 1 315 | 1 096 | 798 | 938 | 613 | 490 | 550 | 531 | 84 | 6 417 | |

| | | Taille ménage | 75 | 77 | 78 | 91 | 92 | 93 | 94 | 95 | Hors IDF | Total |
|----------------|------|---------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|---------------|
| Locatif social | PLAI | 1 | 4 | 2 | 2 | 4 | 2 | 2 | 2 | 3 | 0 | 19 |
| | | 2 | 459 | 259 | 216 | 270 | 218 | 236 | 209 | 207 | 26 | 2 101 |
| | | 3 | 432 | 241 | 192 | 276 | 204 | 230 | 199 | 220 | 25 | 2 019 |
| | | 4 | 350 | 202 | 148 | 213 | 160 | 187 | 147 | 168 | 20 | 1 595 |
| | | 5+ | 472 | 266 | 207 | 329 | 215 | 257 | 197 | 242 | 27 | 2 212 |
| | | Total | 1 717 | 970 | 765 | 1 091 | 798 | 913 | 755 | 839 | 98 | 7 946 |
| | PLUS | 1 | 810 | 350 | 355 | 445 | 383 | 385 | 361 | 325 | 41 | 3 455 |
| | | 2 | 409 | 180 | 185 | 220 | 191 | 187 | 171 | 180 | 21 | 1 744 |
| | | 3 | 331 | 164 | 181 | 198 | 164 | 163 | 146 | 157 | 19 | 1 522 |
| | | 4 | 398 | 200 | 194 | 243 | 192 | 204 | 173 | 188 | 22 | 1 813 |
| | | 5+ | 399 | 211 | 184 | 233 | 192 | 221 | 182 | 207 | 23 | 1 853 |
| | | Total | 2 346 | 1 105 | 1 099 | 1 339 | 1 122 | 1 160 | 1 032 | 1 056 | 126 | 10 386 |
| | PLS | 1 | 147 | 53 | 58 | 65 | 71 | 57 | 58 | 50 | 7 | 566 |
| | | 2 | 220 | 97 | 118 | 111 | 115 | 104 | 87 | 107 | 12 | 970 |
| | | 3 | 168 | 66 | 91 | 93 | 88 | 70 | 75 | 75 | 9 | 734 |
| | | 4 | 99 | 43 | 53 | 61 | 52 | 35 | 43 | 39 | 5 | 430 |
| | | 5+ | 63 | 26 | 25 | 36 | 32 | 22 | 23 | 23 | 3 | 254 |
| | | Total | 698 | 285 | 344 | 365 | 358 | 288 | 287 | 294 | 35 | 2 954 |
| | PLI | 1 | 58 | 14 | 16 | 14 | 27 | 18 | 17 | 12 | 2 | 177 |
| | | 2 | 94 | 32 | 29 | 41 | 49 | 34 | 42 | 26 | 4 | 351 |
| 3 | | 67 | 17 | 27 | 22 | 34 | 19 | 28 | 19 | 3 | 236 | |
| 4 | | 63 | 17 | 27 | 22 | 26 | 20 | 25 | 16 | 2 | 219 | |
| 5+ | | 24 | 6 | 7 | 7 | 12 | 8 | 9 | 9 | 1 | 82 | |
| Total | | 306 | 85 | 106 | 107 | 148 | 98 | 120 | 82 | 12 | 1 065 | |
| Locatif privé | PLAI | 1 | 65 | 22 | 13 | 19 | 23 | 17 | 23 | 10 | 2 | 194 |
| | | 2 | 385 | 219 | 141 | 197 | 167 | 183 | 154 | 158 | 20 | 1 623 |
| | | 3 | 244 | 162 | 94 | 141 | 112 | 133 | 107 | 112 | 14 | 1 119 |
| | | 4 | 164 | 91 | 64 | 101 | 71 | 98 | 71 | 79 | 9 | 747 |
| | | 5+ | 161 | 92 | 54 | 81 | 69 | 106 | 67 | 84 | 9 | 722 |
| | | Total | 1 019 | 584 | 366 | 539 | 443 | 536 | 421 | 443 | 54 | 4 405 |
| | PLUS | 1 | 1 393 | 694 | 483 | 554 | 583 | 520 | 505 | 379 | 62 | 5 175 |
| | | 2 | 667 | 351 | 269 | 292 | 273 | 257 | 243 | 204 | 32 | 2 587 |
| | | 3 | 318 | 205 | 129 | 177 | 139 | 139 | 138 | 115 | 17 | 1 376 |
| | | 4 | 269 | 169 | 126 | 147 | 125 | 123 | 112 | 103 | 15 | 1 188 |
| | | 5+ | 189 | 87 | 107 | 90 | 81 | 89 | 71 | 83 | 10 | 806 |
| | | Total | 2 836 | 1 505 | 1 114 | 1 259 | 1 201 | 1 128 | 1 068 | 884 | 136 | 11 131 |
| | PLS | 1 | 379 | 135 | 124 | 112 | 147 | 105 | 108 | 79 | 14 | 1 203 |
| | | 2 | 522 | 209 | 190 | 185 | 215 | 163 | 172 | 130 | 21 | 1 806 |
| | | 3 | 215 | 106 | 101 | 87 | 95 | 71 | 76 | 55 | 10 | 816 |
| | | 4 | 97 | 43 | 54 | 41 | 51 | 31 | 33 | 29 | 5 | 383 |
| | | 5+ | 56 | 13 | 29 | 22 | 24 | 16 | 15 | 12 | 2 | 190 |
| | | Total | 1 269 | 506 | 497 | 448 | 531 | 386 | 405 | 305 | 52 | 4 398 |
| | PLI | 1 | 299 | 70 | 77 | 61 | 92 | 62 | 66 | 33 | 9 | 770 |
| | | 2 | 371 | 91 | 120 | 112 | 141 | 81 | 96 | 52 | 12 | 1 075 |
| 3 | | 130 | 38 | 55 | 44 | 58 | 33 | 45 | 31 | 5 | 438 | |
| 4 | | 99 | 24 | 51 | 30 | 42 | 22 | 26 | 17 | 4 | 315 | |
| 5+ | | 25 | 8 | 18 | 9 | 16 | 6 | 7 | 7 | 1 | 98 | |
| Total | | 924 | 232 | 321 | 256 | 349 | 203 | 240 | 140 | 30 | 2 696 | |

9 Tableaux détaillés des analyses comparatives avec le SNE

Les 4 tableaux suivants établissent une comparaison détaillée (par département de résidence) du profil type des ménages demandeurs et attributaires (2019) avec celui des ménages clés éligibles issus de cette étude (2016).

| | | Propriétaire | Locataire du parc privé | Locataire du parc social | Hébergé gratuitement |
|----|------------------------|--------------|-------------------------|--------------------------|----------------------|
| 75 | Ménages clés éligibles | 19 % | 42 % | 33 % | 6 % |
| | Ménages demandeurs | 3 % | 41 % | 29 % | 27 % |
| | Ménages attributaires | 1 % | 39 % | 37 % | 23 % |
| 92 | Ménages clés éligibles | 26 % | 30 % | 40 % | 4 % |
| | Ménages demandeurs | 3 % | 33 % | 37 % | 27 % |
| | Ménages attributaires | 1 % | 34 % | 36 % | 29 % |
| 93 | Ménages clés éligibles | 34 % | 25 % | 38 % | 3 % |
| | Ménages demandeurs | 3 % | 33 % | 37 % | 27 % |
| | Ménages attributaires | 1 % | 34 % | 35 % | 30 % |
| 94 | Ménages clés éligibles | 34 % | 25 % | 37 % | 3 % |
| | Ménages demandeurs | 3 % | 31 % | 38 % | 28 % |
| | Ménages attributaires | 1 % | 31 % | 37 % | 31 % |
| 77 | Ménages clés éligibles | 58 % | 21 % | 18 % | 3 % |
| | Ménages demandeurs | 5 % | 29 % | 41 % | 25 % |
| | Ménages attributaires | 4 % | 32 % | 34 % | 30 % |
| 78 | Ménages clés éligibles | 45 % | 23 % | 28 % | 4 % |
| | Ménages demandeurs | 4 % | 29 % | 43 % | 24 % |
| | Ménages attributaires | 2 % | 34 % | 33 % | 31 % |
| 91 | Ménages clés éligibles | 51 % | 21 % | 26 % | 2 % |
| | Ménages demandeurs | 4 % | 32 % | 40 % | 24 % |
| | Ménages attributaires | 2 % | 36 % | 33 % | 29 % |
| 95 | Ménages clés éligibles | 49 % | 20 % | 29 % | 2 % |
| | Ménages demandeurs | 4 % | 30 % | 39 % | 27 % |
| | Ménages attributaires | 3 % | 36 % | 33 % | 29 % |

| | | PLAI | PLUS | PLS | PLI |
|----|------------------------|------|------|------|------|
| 75 | Ménages clés éligibles | 18 % | 45 % | 21 % | 16 % |
| | Ménages demandeurs | 65 % | 23 % | 7 % | 5 % |
| | Ménages attributaires | 63 % | 28 % | 7 % | 2 % |
| 92 | Ménages clés éligibles | 20 % | 45 % | 21 % | 14 % |
| | Ménages demandeurs | 65 % | 25 % | 6 % | 4 % |
| | Ménages attributaires | 65 % | 28 % | 5 % | 2 % |
| 93 | Ménages clés éligibles | 29 % | 46 % | 17 % | 8 % |
| | Ménages demandeurs | 80 % | 17 % | 2 % | 1 % |
| | Ménages attributaires | 75 % | 21 % | 3 % | 1 % |
| 94 | Ménages clés éligibles | 22 % | 46 % | 20 % | 12 % |
| | Ménages demandeurs | 73 % | 21 % | 4 % | 2 % |
| | Ménages attributaires | 69 % | 26 % | 4 % | 1 % |
| 77 | Ménages clés éligibles | 19 % | 47 % | 22 % | 12 % |
| | Ménages demandeurs | 76 % | 20 % | 3 % | 1 % |
| | Ménages attributaires | 74 % | 23 % | 2 % | 1 % |
| 78 | Ménages clés éligibles | 18 % | 44 % | 23 % | 14 % |
| | Ménages demandeurs | 70 % | 24 % | 4 % | 2 % |
| | Ménages attributaires | 70 % | 26 % | 3 % | 1 % |
| 91 | Ménages clés éligibles | 20 % | 46 % | 22 % | 13 % |
| | Ménages demandeurs | 76 % | 20 % | 3 % | 1 % |
| | Ménages attributaires | 75 % | 23 % | 2 % | 0 % |
| 95 | Ménages clés éligibles | 23 % | 46 % | 21 % | 11 % |
| | Ménages demandeurs | 77 % | 19 % | 3 % | 1 % |
| | Ménages attributaires | 73 % | 24 % | 3 % | 1 % |

| | | Personne seule | Couple sans enfants | Couple avec 1 ou 2 enfants | Couple avec 3 enfants ou plus | Famille mono-parentale | Autre |
|----|------------------------|----------------|---------------------|----------------------------|-------------------------------|------------------------|-------|
| 75 | Ménages clés éligibles | 35 % | 16 % | 20 % | 8 % | 15 % | 6 % |
| | Ménages demandeurs | 56 % | 10 % | 12 % | 5 % | 17 % | 1 % |
| | Ménages attributaires | 39 % | 13 % | 17 % | 8 % | 22 % | 1 % |
| 92 | Ménages clés éligibles | 24 % | 16 % | 29 % | 10 % | 16 % | 5 % |
| | Ménages demandeurs | 44 % | 11 % | 16 % | 8 % | 20 % | 0 % |
| | Ménages attributaires | 37 % | 12 % | 21 % | 8 % | 21 % | 0 % |
| 93 | Ménages clés éligibles | 20 % | 14 % | 29 % | 14 % | 17 % | 7 % |
| | Ménages demandeurs | 40 % | 9 % | 16 % | 11 % | 23 % | 0 % |
| | Ménages attributaires | 36 % | 11 % | 21 % | 10 % | 22 % | 0 % |
| 94 | Ménages clés éligibles | 22 % | 15 % | 30 % | 11 % | 17 % | 5 % |
| | Ménages demandeurs | 43 % | 10 % | 16 % | 9 % | 22 % | 0 % |
| | Ménages attributaires | 36 % | 12 % | 19 % | 9 % | 23 % | 0 % |
| 77 | Ménages clés éligibles | 16 % | 17 % | 37 % | 13 % | 13 % | 4 % |
| | Ménages demandeurs | 39 % | 9 % | 15 % | 10 % | 28 % | 0 % |
| | Ménages attributaires | 33 % | 9 % | 18 % | 9 % | 30 % | 0 % |
| 78 | Ménages clés éligibles | 18 % | 16 % | 36 % | 13 % | 14 % | 4 % |
| | Ménages demandeurs | 42 % | 10 % | 16 % | 10 % | 22 % | 0 % |
| | Ménages attributaires | 34 % | 12 % | 20 % | 9 % | 24 % | 0 % |

| | | Personne seule | Couple sans enfants | Couple avec 1 ou 2 enfants | Couple avec 3 enfants ou plus | Famille mono-parentale | Autre |
|-----------|------------------------|----------------|---------------------|----------------------------|-------------------------------|------------------------|-------|
| 91 | Ménages clés éligibles | 17 % | 16 % | 36 % | 12 % | 15 % | 4 % |
| | Ménages demandeurs | 39 % | 9 % | 16 % | 11 % | 26 % | 0 % |
| | Ménages attributaires | 32 % | 9 % | 20 % | 11 % | 28 % | 0 % |
| 95 | Ménages clés éligibles | 16 % | 15 % | 35 % | 14 % | 15 % | 5 % |
| | Ménages demandeurs | 37 % | 10 % | 17 % | 11 % | 25 % | 0 % |
| | Ménages attributaires | 31 % | 10 % | 23 % | 10 % | 25 % | 0 % |

| | | Moins de 30 ans | Entre 30 et 59 ans | 60 ans et plus |
|-----------|------------------------|-----------------|--------------------|----------------|
| 75 | Ménages clés éligibles | 19 % | 72 % | 9 % |
| | Ménages demandeurs | 20 % | 66 % | 14 % |
| | Ménages attributaires | 17 % | 72 % | 10 % |
| 92 | Ménages clés éligibles | 12 % | 80 % | 8 % |
| | Ménages demandeurs | 22 % | 66 % | 11 % |
| | Ménages attributaires | 20 % | 70 % | 10 % |
| 93 | Ménages clés éligibles | 10 % | 82 % | 8 % |
| | Ménages demandeurs | 20 % | 69 % | 11 % |
| | Ménages attributaires | 20 % | 70 % | 9 % |
| 94 | Ménages clés éligibles | 12 % | 81 % | 7 % |
| | Ménages demandeurs | 23 % | 66 % | 11 % |
| | Ménages attributaires | 22 % | 70 % | 9 % |
| 77 | Ménages clés éligibles | 11 % | 83 % | 6 % |
| | Ménages demandeurs | 23 % | 66 % | 10 % |
| | Ménages attributaires | 22 % | 69 % | 9 % |
| 78 | Ménages clés éligibles | 11 % | 82 % | 7 % |
| | Ménages demandeurs | 22 % | 67 % | 11 % |
| | Ménages attributaires | 22 % | 71 % | 7 % |
| 91 | Ménages clés éligibles | 11 % | 83 % | 6 % |
| | Ménages demandeurs | 23 % | 67 % | 9 % |
| | Ménages attributaires | 23 % | 70 % | 7 % |
| 95 | Ménages clés éligibles | 10 % | 83 % | 7 % |
| | Ménages demandeurs | 22 % | 68 % | 10 % |
| | Ménages attributaires | 22 % | 70 % | 8 % |



Fédération nationale des Offices Publics de l'Habitat
14 rue Lord Byron • 75008 Paris

www.foph.fr

